

Fin de règne à Kaboul avec le retrait soviétique

Moscou n'a obtenu aucune concession de la résistance afghane

Le prix fort

Les réactions des opinions publiques sont parfois bien étranges. Ainsi en va-t-il à propos des événements d'Afghanistan : l'URSS vient d'envoyer son premier échec militaire depuis la seconde guerre mondiale, sanctionné par un retrait qui prend parfois des allures de débâcle, et l'affaire ne paraît guère passionner que les spécialistes. Comme si une telle « première » historique était de peu d'importance !

Pourquoi une telle indifférence ? La première, d'ordre tactique, réside dans le choix fait par M. Gorbatchev peu après son arrivée au pouvoir : ayant tiré toutes les leçons de l'amère expérience américaine au Vietnam, Moscou a choisi de jeter l'éponge avant qu'il soit trop tard en faisant connaître dès le 8 février 1988 son intention d'abandonner la lutte sur le terrain.

Le prix politique à payer sera lourd, car personne ne doute que le régime soviétique de Najibullah ne survivra pas au départ de ses protecteurs. Le spectacle d'un allié abandonné, sinon trahi, n'est jamais bien vu par les autres membres d'une même clientèle. En même temps, il peut servir de leçon pour amener à composition certains protagonistes trop enclins à refuser la nouvelle diplomatie soviétique : les Vietnamiens en ont pris de la graine, qui se montrent aujourd'hui bien plus compréhensifs dans l'affaire cambodgienne ; les Angolais et les Cubains surtout, qui ont dû accepter le principe d'un retrait d'Angola.

La force de M. Gorbatchev et c'est la seconde explication de l'apathie de l'opinion internationale — est aussi d'avoir réussi à transformer une indéniable défaite militaire en symbole du nouveau cours de la politique étrangère du Kremlin. Comment oublier en effet que le retrait militaire d'Afghanistan est la pierre angulaire des nouvelles relations Est-Ouest ? Que le non-respect de la date fatidique du 15 février aurait gravement compromis la crédibilité de M. Gorbatchev ? C'est bien pourquoi les chancelleries occidentales ne se sont guère émues des menaces proférées ces derniers temps par Moscou : le départ des Soviétiques n'a jamais été réellement lié à la mise en place d'un gouvernement de coalition à Kaboul. L'URSS aura du mal à sauver la face dans la capitale afghane.

M. Gorbatchev est d'autant plus décidé à payer ce prix qu'il sait que la coalition de ses adversaires afghans écartera bien vite et que le pays risquera, pour son malheur, de sombrer dans un processus de libération propice à bien des manœuvres. L'Occident le sait aussi, et c'est sans doute — troisième explication — pourquoi la déroute de l'URSS n'y suscite aucune satisfaction manifeste. Reste à savoir quel sera l'impact de l'échec afghan en Union soviétique. La guerre n'y a jamais été populaire, et il est clair qu'elle a réveillé la conscience religieuse des Républiques musulmanes du Sud. A l'opposé, l'épisode est vécu par les militaires professionnels comme un « lâchage » des civils et par les opposants conservateurs à M. Gorbatchev comme une humiliation de la patrie. Il est significatif à cet égard que la presse, prompt à lever tant de tabous, évite toujours de poser le problème des responsabilités dans le déclenchement de la guerre.

Alors que les dernières troupes soviétiques évacuent l'Afghanistan, Moscou n'a obtenu aucune concession de la résistance. M. Chevardnadze, le chef de la diplomatie soviétique, a quitté le Pakistan, lundi 6 février, sans avoir rencontré ses représentants. Les mouvements de résistants ont conclu dimanche, à Téhéran, un accord en vue de réunir une assemblée chargée de former un gouvernement.

KABOUL
de notre envoyé spécial

A l'horizon, sous le ciel bleu azur strié de fumeroles blanches que lâchent les Iliouchine-183 — des leurres chargés de détourner d'éventuels missiles, — se dresse une barrière de montagnes aux crêtes déchiquetées, étincelantes de neige. Ensuite, en suivant la perspective, une mer de drapeaux rouges est agitée par un vent glacial qui arrive de l'Hindou Kouch. Plus bas, le regard tombe sur une forêt d'uniformes maron clair, ceux des militants du PDPA, le PC afghan, dont les épaulettes et les brassards sont aussi rouges.

LAURENT ZECCHINI

(Lire la suite page 4
ainsi que l'article
de notre correspondant à Moscou
BERNARD GUETTA.)

Soumise à référendum le 23 février

La Constitution algérienne ouvre la voie au multipartisme

Les Algériens seront appelés, le jeudi 23 février, à approuver par référendum le texte d'une nouvelle Constitution qui ne fait plus référence, comme la précédente, au socialisme ni au FLN.

En revanche, le projet de Loi fondamentale ouvre la voie au multipartisme en reconnaissant « le droit de créer des associations à caractère politique ».

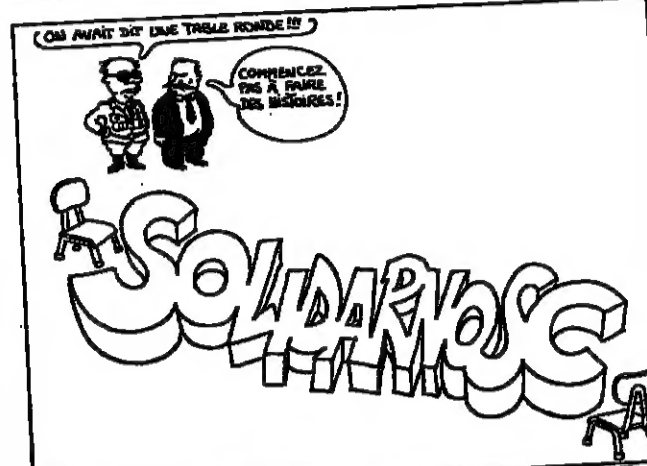
La nouvelle Constitution que les Algériens vont être appelés à approuver par référendum, le jeudi 23 février, marque en quelque sorte la fin de l'ère du socialisme. Désormais, la Charte nationale n'est plus le texte idéologique de base de la révolution algérienne.

Le président Chadli a ainsi tiré la leçon des événements sanglants d'octobre dernier, et met en pratique un plan de réformes qui devrait modifier en profondeur le paysage politique algérien.

Sur le plan extérieur, il a renoué les liens avec le Maroc, où il s'est rendu, lundi 6 février, en visite « d'amitié et de travail », pour la première fois depuis son accession au pouvoir.

(Lire page 3 l'article
de notre correspondant à Alger
FRÉDÉRIC FRITSCHER
et page 6 nos informations
sur la visite
de M. Chadli à Rabat.)

La « table ronde » en Pologne



Lire page 7 « Une page tournée »,
par SYLVIE KAUFFMANN

Du grand dessein présidentiel à la polémique sur les affaires

Mitterrand 2 : la cote d'alerte

par Jean-Marie Colombani

« Ce nouveau septennat commence comme une fin de règne » : cette formule de M. Charles Pasqua peut faire mouche : l'impression prévaut, en effet, que le chef de l'Etat, neuf mois à peine après sa réélection, n'a plus vraiment prise sur la réalité. Tout se passe comme s'il avait fait l'impasse sur la première année de son second septennat, comme s'il avait renoncé par avance à dissiper le brouillard épais qui continue d'obscurcir la vie politique.

Tout avait pourtant si bien (re)commencé ! Après une réélection brillante, fort d'une popularité élevée et stable, face à une droite affaiblie (toujours incer-

taine sur sa stratégie et divisée sur le choix de ses dirigeants) ainsi qu'à des extrêmes diminués (un PC replié, un FN en perte de vitesse), François Mitterrand pouvait sereinement attendre, et voir venir des échéances électorales plus faciles et moins nombreuses : les municipales, puis les européennes ont chacune pour référence les années noires de la gauche première manière (1983 et 1984) ; la comparaison devait donc jouer aisément en faveur des socialistes : en outre, le scrutin européen du 18 juin prochain fermera un cycle électoral qui ne laissera la place à un autre qu'en 1992, ouvrant ainsi une période « bénie », pour un gouvernement,

de trois ans sans affrontement électoral.

Tout était donc en place pour faire de 1989 une grande année... diplomatique et « historique ».

Celle-ci devait prendre tout son éclat le 14 juillet prochain avec la célébration, dans la capitale, du Bicentenaire de la Révolution et la réunion, le même jour dans l'arche de la Défense, du sommet des sept pays les plus industrialisés. Bref, cette année-là devait permettre à un président enfin débarrassé des « contingences » de la conduite quotidienne des affaires gouvernementales de déployer tout son talent.

(Lire la suite page 10.)

La préparation des élections municipales

La bataille de Marseille

La bataille pour la mairie de Marseille sera l'un des points forts des élections municipales de mars. Trois candidats principaux, deux de gauche, un de droite, s'affrontent pour s'emparer de la succession de Gaston Defferre. Cette ville, marquée par un malaise économique persistant, mais aussi par un dynamisme culturel réel, n'est pas avare de surprises politiques : la popularité de l'actuel maire, M. Robert Vigouroux, est aussi incontestable dans la population marseillaise que son image médiatique est pâle. Le Front national semble en voie de baisser presque aussi vite qu'il a monté.

En 1983, M. Jean-Claude Gaudin a manqué la mairie d'un cheveu. Mais, en 1988, le déclin de la gauche a été quelque peu enrayé, et le PCF a entamé, dans ses bastions traditionnels, un spectaculaire rétablissement. Fort de l'appui de la plupart des dirigeants nationaux du PS, M. Michel Pezet sera-t-il en position de disputer les voix de gauche au maire sortant ? Le Monde entame aujourd'hui une semaine avec Marseille, qui sera suivie d'une semaine avec Paris, puis avec Lyon.

J.-L. A.

(Lire, pages 8 et 9,
les articles de DANIEL CARTON,
Jean CONTRUCCI et GUY PORTE.)

Un appel de linguistes sur l'orthographe

« Moderniser l'écriture du français »

Dix linguistes éminents, professeurs d'université et au Collège de France et chercheurs au CNRS, publient un appel en faveur d'une « modernisation de l'écriture du français ». Ils souhaitent que ces propositions, volontairement modérées, contribuent à relancer le débat nécessaire sur l'adaptation de l'orthographe française au contexte culturel et politique actuel. Voici leur texte :

Les Français n'ont pas à rougir de leur orthographe, qui est dans l'ensemble régulière et plus cohérente qu'on ne le croit ; mais ils risquent de souffrir d'avoir cessé de la moderniser. Il s'agit, en effet, de notre écriture nationale.

On sait l'importance du mode de transcription écrite d'une langue, pour la culture que cette langue exprime, mais aussi dans le développement de cette langue elle-même. Une écriture ne se fait pas au hasard ; elle entretient avec la langue qu'elle transcrit des rapports qui ne cessent d'évoluer. Il convient de rappeler que

l'on peut, avec les précautions du savoir et de l'expérience, adapter cette écriture, sans pour autant nuire à la langue. Une langue est vivante, sa graphie également. Les exemples de tels aménagements sont si nombreux qu'ils constituent quasiment la règle. Presque tous les pays européens, et la France parmi eux, ont, à plusieurs reprises, modifié leur façon d'écrire. Les langues, dans leurs spécificités et leur génie propre, n'en ont pas été affectées ; elles ont même amplement profité, tant sont étroits les liens qu'elles ont avec leur transcription.

Ce fut le cas pour l'Allemagne (1900-1920), la Russie (1917), les Pays-Bas (1936-1970), le Portugal et le Brésil (encore tout récemment), l'Espagne et les pays d'Amérique du Sud, les pays de l'Est, etc. La Grèce vient de supprimer certains signes hérités du grec ancien, qu'elle utilisait depuis plus de deux mille ans. Rares sont les pays qui, d'une façon ou d'une autre, ne se préoccupent pas d'adapter leur graphie. En France, du Moyen

Age à Rabelais, de Rabelais à Voltaire, de Voltaire à Littré, d'édition en édition du dictionnaire de l'Académie, des milliers de mots français ont changé de forme. L'on a écrit *conestre*, *connoistre* ou *congnoistre*, puis *connaître*, *eschole* puis *école*, *adjoûter* puis *ajouter*, sans que la langue en pâtît.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

ÉCONOMIE

« Affaires » à suivre

- « Séparer les pouvoirs », par Erik Izraelwicz ;
- « Crimes sans châtiment », par Jean Cosson ;
- « Bon appétit, messieurs ! », par Jean-Pierre Rioux.

La chronique de Paul Fabra

Pages 19 à 22

M 0147 - 0207 0 - 4,50 F



3790147004500 02070

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Chili/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 156 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصل

Débats

SCANDALES

« Nul ne peut servir deux maîtres »

par JEAN CARDONNEL (*)

La formule a vingt siècles, mais elle n'a pas vieilli. Son caractère tranchant manifeste une jeunesse définitive. D'aucuns lui trouveront un accent d'origine religieuse. Qu'ils ergotent sur ce problème, ils n'arrivent pas à réduire la parole d'absolue nettement aux croyants d'une religion, fût-elle chrétienne. Il n'est même pas question d'un idéal, d'une exigence spirituelle. C'est l'impossibilité pratique : pas moyen d'adhérer à deux maîtres opposés.

Peu importe le nom de celui au service duquel personne n'a le pouvoir d'être s'il sert l'argent. Jésus le Christ, dans les Évangiles, dit Dieu comme l'ennemi par excellence du symbole de la domination. D'autres utilisent des mots tels que peuple, liberté, égalité, fraternité, celles-ci non point notions pures mais incarnées. Il s'agit toujours du même principe d'actes. On ne peut servir et se servir.

Privatisation de l'éthique

Inutile de discuter sans fin à propos du pouvoir qui constituerait le maître implacable face aux libérations. La parole d'il y a deux mille ans désigne la vraie cible. La vraie signification de « pouvoir » demeure celle d'un verbe qui a perversité réduite à un substantif, le pouvoir privé de complément. Même avec le risque de ce qu'il se serve de vous comme despotisme, le pouvoir servi dans sa mutation radicale du passage d'un rôle d'oppression à l'éveil des capacités libératrices est tâche noble. Il n'en existe même pas d'autre qui traduise mieux le plus profond de l'humanité, le service mutuel. Voilà pourquoi le Christ parle nettement : choisissez votre clan. Non point Dieu ou le pouvoir, mais Dieu ou l'argent.

La raison n'apparaît très simple : le non-nommé, le non-nommable parfois appelé Dieu, c'est le pouvoir réduit à l'état du Verbe humanisé qui sert au lieu de se faire servir.

Au fond des choses, les Églises — qu'elles soient catholique ou réformées — et le socialisme cadent à la même tentation : composer avec le réalisme, en réalité la pire des utopies. Je l'énoncerai, sous sa forme d'extraordinaire actualité : ils veulent servir à la fois les deux maîtres. Or le vieux pouvoir du vieil homme tyrannique, même s'il s'affirme au début contre le capitalisme, ne se délivre jamais de sa liaison avec l'argent. Ici, je contesterai une phrase qu'a écrit Max Gallo dans son article intitulé « L'Incorruptible » le Monde du 28 janvier : « Dans ce pays, nous n'avons ni la Bible des nations anglo-saxonnes pour soutenir la morale individuelle ni des contre-pouvoirs suffisants. » Je vois l'erreur commune aux Églises et aux socialismes dans la privatisation de l'éthique.

La Rome pontificale fait preuve d'extrême rigueur à l'égard des comportements, surtout sexuels, d'individus. Elle est beaucoup moins précise, plus vague au sujet de la morale des affaires. Un christianisme officiel et les socialismes ont renoncé à moraliser, cordialiser la vie publique. Max Gallo ne mentionne la Bible qu'à partir d'une problématique individuelle. La Rome catholique lui donne raison puisqu'elle exerce une autorité monarchique de type mondan, un pouvoir non transformé sur les laïcs, les prêtres ou même les évêques jugés trop près des pauvres, donc politisés. Elle met en place un épiscopat qualifié d'apolitique, pastoral et conservateur. Du coup, malgré quelques exhortations, l'Église ménage les

détenteurs de la fortune et voudrait bien pratiquer l'impraticable : servir deux maîtres.

Mais, s'il faut durcir le ton vis-à-vis du pouvoir ecclésiastique, et cela au nom de l'Évangile, je ne mettrai pas de gants avec la gauche. Qu'elle soit très loin du mythe d'un nocturne révolutionnaire où les premiers sont évincés au bénéfice des derniers n'a rien qui choque. Ce n'est pas par l'espoir d'un grand soir que les hommes deviennent fraternels. Le socialisme mûrit lorsqu'il ne confond plus l'exaltation de l'heure d'une prise de pouvoir avec la durée d'un éveil et d'un exercice des possibilités de tous. Que le socialisme prenne acte de cette réalité qu'est le monde du marché, des entreprises, d'une nécessité compétitive, d'une sélection, d'un certain rôle joué par le profit, tout bien. Mais si la découverte du réel immédiat fait perdre de vue l'horizon des rapports sociaux à changer, il y a plus que chute d'idéal, c'est l'erreur d'optique. C'est prendre le consist de débauche de ses illusions pour le dernier mot de la connaissance des réalités.

L'argent roi

Je ne reproche pas au Parti socialiste d'avoir saisi que les jours du capitalisme n'étaient pas encore comptés. Mais il a trop mis sur la pérennité des lois du marché, comme si elles étaient les lois mêmes du réel. Le reste est de l'ordre des éblouissements de surface. Qu'un ami du président ait ou non acheté l'énorme paquet d'actions qui défraie la chronique n'a valeur que d'écluse.

Les scandales financiers, les abus des initiés à l'art d'être toujours plus riches cachent la réalité : celle d'une nation, d'un

(*) Dominica.

corps social, d'un monde dont l'ultime ressort est le service de l'argent. Max Gallo écrit que, si les nations anglo-saxonnes disposent d'une Bible pour soutenir la morale individuelle, « nous avons une tradition d'État, des valeurs républicaines, une certaine conception du citoyen et une référence à l'égalité ». Force nous est de reconnaître que la citoyenneté d'un passage furtif dans l'isolat, une référence floue aux droits d'être égaux contredit par les privilèges, ne font pas le poids auprès de l'attrait d'une réussite immédiate par le service de l'argent. La droite va utiliser les soupçons qui pèsent sur des hommes de gauche pour montrer que personne n'échappe aux contraintes du libéralisme, c'est-à-dire des lois d'une jungle.

Modifier le pouvoir

Messieurs les socialistes, ou, plutôt, chers camarades et frères chrétiens, ou, mieux, frères et sœurs d'humanité, le problème commun est de n'être, de ne durer au pouvoir qu'en fin de modifier progressivement sa nature par sa dissociation d'avec le service de l'argent. Pas plus que servir les deux maîtres, il n'est possible de jouer à deux jeux : celui de la Bourse, en initiés, alors que d'autres ne savent pas jouer ; ou le jeu à la portée de tous, d'une marche aux joies d'égalité fraternelle. Y a-t-il ou non une éthique du politique ? Si oui, sa règle est simple : on ne peut servir à la fois les hommes, les femmes, les salariés, les chômeurs, et se sucrer.

C'est par ce rappel traduit politiquement que nous talonnerons les instances d'Église et tous les pouvoirs publics. Voilà ce qui s'appelle, à la gauche de la gauche, dans les marges d'Églises, manifester nos droits d'hommes et de citoyens, notre conviction fondamentale, notre foi.

Au courrier du Monde

INCONSCIENCE

L'Occident et l'Iran

Peut-on occulter le terrible malaise dont souffre le peuple iranien ? Le fanatisme intégriste continu de s'affirmer. Commercer avec l'Iran actuel ne l'atténuera pas. Comment peut-on écrire que les dirigeants ne doivent plus être regardés comme des insensés ? Ne lisait-on dans des journaux, juste avant la deuxième guerre mondiale, que le « Führer » avait évolué depuis l'époque où il écrivait *Mein Kampf* et qu'il allait vers la modération ?

L'illusoire distinction entre les durs et les modérés est une arme dont les régimes totalitaires comme celui de Hitler, hier, ou de Khomeiny actuellement se servent pour extorquer des concessions à ses uniques.

Cette analyse provient de ce que les démocrates projettent leurs conceptions sur des réalités fondamentalement différentes. Ce contresens peut avoir des conséquences désastreuses à l'avenir pour l'Europe occidentale. Il n'est pas concevable que cette inconscience naïve prévaille.

N'est-ce pas le moment d'aider les vrais démocrates iraniens à installer une vraie démocratie en Iran ? L'Occident ne doit pas commettre la faute morale d'avoir aidé les ayatollahs terroristes et sanguinaires à durer. Qu'il y ait acceptation passive ou complicité active, il y a transgression morale et corruption politique. Le monde libre n'a pas à accepter de collaborer avec des gouvernements qui pratiquent la violation la plus évidente des droits de l'homme et qui ont envoyé des enfants de moins de sept ans sur les champs de mines.

Nous souhaitons que les grandes puissances cessent de poursuivre des négociations avec ceux-là mêmes qui organisent les prises d'otages, qui fient de l'Iran la base du terrorisme international. Certes il est d'usage que chaque pays ait son indépen-

dance politique, que ses choix soient respectés, à la condition qu'il respecte, lui, les droits les plus élémentaires et les plus sacrés.

Accepter les déviances totalitaires et fanatiques, sous prétexte de non-immixtion dans les affaires intérieures rend l'Occident complice des violations des droits de l'homme.

Colonel HASSAN AGHILIPOUR, président du Cabinet de crise iranien en exil.

CRI

Déçu

du socialisme

Je ne voterai pas socialiste lors des prochaines élections.

Parce que je suis scandalisé : 1) Par l'attitude du gouvernement actuel face aux « affaires ». Je ne comprends pas les propos de M. Pierre Bérégovoy, qui a perdu ma confiance. Je ne vois d'ailleurs pas comment il espère « moraliser » la Bourse, institution éminemment « amoral » à mes yeux. A ce compte il vaudrait mieux s'attaquer d'abord à ces plaques qui sont le Loto, le Tac O Tac, etc., qui encouragent des Français souvent peu fortunés à gaspiller bêtement leur argent en vue de gains forttement illusoires en général.

2) Par le fait de voir élu député socialiste à Marseille, Bernard Tapie, milliardaire !, qui se dit lui-même non-socialiste et non-Marseillais.

3) Parce que l'enseignant que je suis est vivement choqué par le véritable mépris que le premier ministre témoigne à notre égard lorsqu'il évoque « nos hurlements qui risquent de dégrader à une grande partie de la nation ».

4) Parce qu'en définitive je ne reconnais plus la gauche dans ceux qui nous gouvernent, et pour lesquels j'ai, hélas ! toujours voté jusqu'ici.

JACQUES LORIER, (Cesson-Sévigné, Ille-et-Vilaine.)

Plus de transparence au Conseil constitutionnel

par JACQUES LARCHÉ (*)

L'ANNULATION, le 12 janvier, par le Conseil constitutionnel, de deux des dispositions essentielles, au moins aux yeux des députés du groupe socialiste, de la loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales aurait dû être saluée comme une victoire du Sénat. Cela n'a pas été le cas, bien que la disjonction des articles relatifs à l'introduction de la proportionnelle dans les communes de 2 500 habitants et à la suppression de la question du Conseil de Paris ait très exactement répondu aux principales raisons pour lesquelles, en tant que président de la commission des lois, j'avais pris la responsabilité de m'opposer à l'inscription à l'ordre du jour du Sénat du projet de loi initial.

Après une première tentative qui était venue échouer sur la rigueur du ministre de l'Intérieur (amendements Peret), le groupe socialiste tentait une nouvelle opération électorale, à deux mois des municipales et à trois niveaux : les communes de 2 500 à 3 500 habitants, où jusqu'ici la gauche avait quelque mal à pénétrer et au mépris complet de la sociologie et des habitudes locales ; l'élection des conseils des communautés urbaines (cette fois pour une nouvelle affaire, socio-socialiste qui, à ce qu'on dit, se développait à Lille mais d'une manière plus feu-

trée qu'à Marseille) ; l'élection municipale de Paris.

La décision du Conseil constitutionnel, qui s'appuie uniquement sur des raisons de procédure, est une décision dangereuse pour le Parlement. Elle s'inscrit dans une évolution progressive qui voit le Conseil s'ingérer de plus en plus dans le processus même d'élaboration de la loi.

On est ainsi passé d'une situation où le Conseil constitutionnel s'interdisait de se substituer aux députés pour apprécier la recevabilité d'un amendement à une appréciation sans référence aux dispositions des règlements des Assemblées de cette recevabilité, inaugurée par la décision du 22 juillet 1980 dans laquelle le juge constitutionnel considérait que les dispositions d'un amendement n'étaient « pas étrangères » au projet de loi en discussion, cette nouvelle jurisprudence trouvant son expression actuelle dans la décision du 10 juillet 1985 où apparaissait pour la première fois la formule « non dépourvue de tout lien », formule que l'on retrouve dans la décision du 12 janvier.

La « jurisprudence Séguin », par laquelle le Conseil annule les dispositions relatives à l'aménagement du temps de travail, introduit dans

la loi portant diverses mesures d'ordre social le 23 janvier 1987, n'était que le troisième pas dans l'escalade. Par son audace, elle constituait cependant un changement de nature dans le contrôle du Parlement, le Conseil se réservant désormais d'apprécier, selon ses propres critères, les « limites inhérentes au droit d'amendement ».

Le recours présenté par soixante sénateurs le 23 décembre 1988 faisait référence à cette jurisprudence. C'est précisément pour cette raison que je ne l'avais pas signé, estimant que les parlementaires ne devaient pas se prêter à une procédure qui ne pouvait qu'aboutir à une autolimitation de leur pouvoir. J'aurais préféré un recours qui ne se fonde que sur des éléments de fond et, partant, une décision qui annule les dispositions concernées au regard, par exemple, de l'incidence de l'abaissement de seuil pour application de la proportionnelle aux élections municipales sur le corps électoral du Sénat, avec lequel l'amendement Méxandeau n'était pas sans lien, ou en ce qui concerne la question de Paris, sur le respect du statut particulier de la capitale, consacré par le Conseil constitutionnel lui-même.

(*) Président de la commission des lois, sénateur (R) de Seine-et-Marne.

L'opposition sur ce point s'est comportée comme s'il ne s'agissait que d'un problème comptable et comme si les crédits de fonctionnement du Conseil de Paris n'étaient pas contrôlés par le juge des comptes, ce qui est faux, et, surtout, en méconnaissant le rôle fondamental d'équilibre que joue cette institution spécifique entre l'Assemblée — dont elle assure l'autonomie — et le double exécutif que sont le maire-président du conseil général — fait unique dans nos institutions — et le préfet de police, placé directement sous l'autorité du ministre de l'Intérieur.

Il est évidemment plus facile pour le Conseil de se réfugier derrière des questions de procédure — qui préservent une unité de façade — plutôt que de traiter, en toute clarté, des problèmes de fond.

Cette décision, après d'autres, montre, à l'évidence, que le Conseil constitue un organe général — fait unique dans nos institutions — et le préfet de police, placé directement sous l'autorité du ministre de l'Intérieur.

Si l'on n'y prend garde en effet, c'est le principe même de la loi comme expression de la volonté générale qui, en cette année du Bicentenaire, sera paradoxalement mis en cause. La transparence, ce fait unique dans nos institutions — et le fait que le Conseil s'efforce de faire précéder dans d'autres domaines doit s'appliquer désormais aussi à lui-même, la publicité des recours, inaugurée en juillet 1983, doit s'accompagner naturellement de la publicité des observations fournies en réponse par les membres qui le souhaitent, de faire apparaître leur opinion si celle-ci venait à être sensiblement différente, et pour des raisons tenant au fond du droit de celle adoptée par la majorité.

Tout cela afin d'éviter les compromis souvent insatisfaisants par eux-mêmes et qui suscitent également de plus en plus la perplexité des lecteurs. Cela permettrait aussi d'éviter que les considérations de stricte procédure ne prennent pas dans les décisions à venir le pas sur les considérations de fond.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél : (1) 42-47-87-27
Tél : MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Berre-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouas.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél : (1) 42-33-91-42 et 42-35-91-71
Tél : MONDIPUB 246 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Reconnu par le ministère de l'Éducation nationale et du Monde n° (1) 42-47-88-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 494 F	2 040 F
1 an	1 280 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉROS DE PÉGUY

Par Roger Dadoun

« La thèse » œuvre méconnue de Péguy, illustre les aspects insolites, déroutants, presque « dadaïques » ou « néo-post modernes » d'un auteur trop souvent prisonnier de manuels ou de commentaires sectaires. Du livre de Roger Dadoun surgit un Péguy audacieux et novateur, derrière lequel s'effoufflent, abasourdis, étonnés leur « modernité », les chétives avant-gardes...

Collection « Écrivains » dirigée par Béatrice Didier. 232 pages - 98 F.

Collection « Écrivains » dirigée par Béatrice Didier. 232 pages - 98 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le nouveau monte

Antoine Prost
Eloge des pédagogues

Le Monde

ALGÉRIE : soumise à référendum le 23 février

La nouvelle Constitution ne fait plus référence au socialisme

ALGER
de notre correspondant

La presse algérienne a publié, en édition spéciale, le 5 février, le texte de la nouvelle Constitution qui sera soumise à l'approbation populaire par référendum, le 23 février. La « Constitution de 89 », comme l'appellent déjà les Algériens, diffère fondamentalement de celle adoptée en 1976, sous le régime du président Houari Boumedienne, et dont l'article premier stipulait notamment : « L'Etat algérien est socialiste ».

L'Algérie reste une « République démocratique et populaire », mais la disposition concernant le socialisme ne figure plus. Aucune référence n'est faite au socialisme dans le nouveau texte, pas plus qu'au Parti du FLN ou à la Charte nationale. En revanche, le multipartisme, même si le terme n'est pas formellement utilisé, est implicitement légalisé puisque l'article 40 prévoit que « le droit de créer des associations à caractère politique est reconnu ».

L'armée, qui a toujours joué un rôle prépondérant dans la gestion des affaires et qui disposait d'un chapitre complet dans le texte de 1976, apparaît maintenant intégrée au chapitre sur l'Etat. Le détail est d'importance, car l'Armée nationale populaire (ANP) n'est plus chargée de participer « au développement du pays et à l'édification du socialisme ».

Malgré la polémique qui l'a récemment opposé au gouvernement algérien, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) espère installer, dans les mois à venir, une « antenne » locale dans la région de Bouma, dans le nord-ouest du pays. C'est là que seraient aujourd'hui regroupés la majorité des 371 000 réfugiés algériens officiellement comptabilisés dans cette partie du pays au début de 1988. Le nouveau recensement que le HCR s'était proposé d'effectuer en 1988 n'a pas pu être mené à bien.

Malgré les innombrables difficultés rencontrées sur le terrain — et qui ont notamment conduit l'ONU à réduire graduellement son volume d'aide aux réfugiés du Nord — plusieurs missions du HCR ont pu se rendre à Bouma durant ces derniers semaines. Un bureau permanent pourrait y être rapidement installé.

Les autorités de Mogadiscio ont, d'autre part, fermement réagi aux critiques portées contre l'armée. Le premier ministre, M. Mohamed Ali Samantar, qui s'est rendu fin janvier

à Washington afin de « renforcer l'image de la Somalie sur la scène internationale », a rejeté catégoriquement les accusations de violation des droits de l'homme portées contre les troupes gouvernementales. Plusieurs organisations humanitaires avaient affirmé lors d'une conférence de presse tenue à Londres, début janvier, que des atrocités avaient été commises par les soldats. La contre-offensive lancée en mai 1988 pour réduire la guérilla du Mouvement national somalien (MNS) se serait ainsi traduite par le bombardement répété de plusieurs villes du nord et du nord-est de la Somalie.

Reprise en main de l'armée. Vouloir faire preuve de bonne volonté, le gouvernement du général Siad Barre a annoncé, fin janvier également, une amnistie pour certains rebelles et opposants exilés et la libération de prisonniers politiques. Radio-Mogadiscio a annoncé, dimanche 5 février, que le président Barre avait gracié cent quatre prisonniers politiques.

L'opération de charme que le régime de Mogadiscio est en train

de mener à l'étranger s'accompagne d'une « reprise en main » au sein de l'armée. Le caractère burlesque et clanique du renouveau annoncé en début de semaine ne laisse pas d'inquiéter, tant en Somalie que dans les pays voisins. Ainsi le général Mohamed Said « Morgan », qui avait dirigé les débuts de la contre-offensive du mois de mai se voit promu au rang de vice-ministre de la défense, un poste qui n'était pas jusqu'alors. Le général « Morgan » est le gendre du président Barre.

Autre promotion remarquée, celle du général Masla. Responsable des garnisons de Mogadiscio, le fils du président somalien devient le nouveau commandant de l'intérieur. La marine, dirigée désormais par le général Saïd Abdallah Omar, ainsi que les forces et la défense aériennes à la tête desquelles le général Mohamed Noor Dioudi et le général Siad Da'ud viennent d'être nommés, sont également touchées par ce renouveau. Quant à l'ancien ministre de la défense, le général Adan Abdullahi Noor, originaire de la région de l'Ogaden, il se voit rétrogradé au poste de ministre du tourisme.

CATHERINE SIMON.

Le 17 janvier dernier, en annonçant le prochain référendum sur la Constitution, le président Chadli, dans une allocution prononcée devant les vœux (prêtres) et les membres du gouvernement, avait réaffirmé que 1989 serait l'année de « l'application de toutes les réformes économiques, politiques, éducatives et constitutionnelles ». Il avait aussi remarqué à cette occasion : « Si des contradictions sont apparues dans nos lois et nos institutions officielles, c'est parce que nous avons accordé la priorité à l'aspect idéologique et philosophique, plutôt qu'à l'aspect technique ».

Ainsi « la Charte nationale était un programme, et la Constitution un programme-loi, avec toutes les contradictions que cela implique », devait-il ajouter. « Nous ne pouvons parler d'Etat de droit si la Constitution demeure un mélange d'idéologie, de philosophie et de loi », précisait-il en annonçant : « La Constitution devra être un texte de loi qui régit les relations entre les institutions et la société algérienne », car « c'est là notre conception de l'Etat de droit ».

Les orientations du président Chadli ont été suivies à la lettre. Le nouveau texte est débarrassé de toute scorie idéologique. Il s'inscrit dans la logique de la politique pragmatique menée par le chef de l'Etat au cours de ces dernières années. Il avait déjà voulu changer la Charte

nationale, à l'époque où elle primait encore sur la Constitution, pour en faire un texte compatible avec ses options d'ouverture économique sur le monde occidental et de libéralisation politique et de la société. Mais son projet avait été caviardé et le projet amendé par le congrès extraordinaire du FLN, jusqu'à le vider de sa portée. Au terme de ces débats, le président n'avait pas obtenu les moyens de sa politique. Il a du reste évoqué cet épisode dans son discours du 17 janvier : « Malheureusement, et je le dis pour l'histoire, l'enrichissement de la Charte n'a pas été au niveau que nous ambitionnions, compte tenu de la crise que nous traversons encore ».

En l'absence de l'autonomie tragique qu'a connue l'Algérie, des trois piliers de pouvoir, seul le « cercle présidentiel » émerge aujourd'hui. Le Parti du Front de libération nationale est laminé. La hiérarchie militaire a été remaniée. L'armée est maintenant cantonnée dans ses casernes, veillant à sa tâche républicaine comme le prévoit la nouvelle Constitution. Le « cercle présidentiel » et le gouvernement ont désormais — en théorie — les coudées franches pour mener à bien la politique de réformes qu'ils préconisent pour sortir l'Algérie de l'ornière économique où elle s'est enfoncée ces dernières années.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

CHINE

Fermeture mouvementée d'une exposition d'avant-garde

A peine ouverte, la première exposition officielle d'art d'avant-garde a été fermée par la police, dimanche 5 février. Celle-ci est intervenue l'après-midi après qu'un artiste, voulant apparemment réaliser une sorte de happening, ait tiré des coups de revolver sur l'une de ses œuvres — deux personnes dans des cabines téléphoniques séparées par un miroir, brisant ce miroir.

Cette exposition, reportée pendant plusieurs années en raison d'obstacles politiques, était organisée au Musée des beaux-arts de la capitale peu de temps après le premier Salon du nu. La précédente exposition d'avant-garde avait été celle, non officielle, du groupe d'artistes contestataires des Etoiles en 1980.

Parmi les quelque deux cent cinquante œuvres de plus d'une centaine d'artistes venus de toute la Chine et brièvement exposées, figuraient un phallus géant suspendu au plafond entre une poitrine géante et des gants chirurgicaux portés d'air, un triptyque sur Mao Zedong, un matelas transparent rempli d'eau où flottaient des poissons en plastique... Les autorités avaient, la veille, fait retirer quelques œuvres pour « obscénité ».

Plusieurs artistes ont tenté d'organiser des happenings en dépit de l'interdiction qui en avait été faite. Ainsi, trois personnes drapées de blanc de la tête aux pieds se sont ruées sur les visiteurs ; une autre a commencé de lancer sur le sol des poignées de préservatifs et des billets, affirmant qu'il voulait « seulement aider le planning familial chinois » ; un artiste, vêtu de serviettes rouges, s'est lavé les pieds avec un savon décoré d'une caricature de M. Reagan ; d'autres, enfin, se sont roulés dans des caufs et ont vendu des cravattes devant les spectateurs stupéfaits. — (AFP, Reuters, LPI, AP.)

Le Festival de la grande prière à Lhassa est annulé. Le clergé tibétain a décidé d'annuler cette année la tenue à Lhassa des cérémonies du Festival de la grande prière, la principale fête religieuse tibétaine, a annoncé, lundi 6 février, l'agence Chine nouvelle. Ce festival, le Molam Chammo, qui devait être célébré fin février, avait donné lieu en 1988 à de violentes émeutes antichinoises. Cette décision a été prise le jour de la mort du pénchen-lama. Des cérémonies pourront avoir lieu dans les monastères, précise l'agence. — (AFP.)

SOMALIE : la libération de détenus politiques

Le président Barre cherche à améliorer l'image de son régime

NAIROBI
correspondance

Malgré la polémique qui l'a récemment opposé au gouvernement algérien, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) espère installer, dans les mois à venir, une « antenne » locale dans la région de Bouma, dans le nord-ouest du pays. C'est là que seraient aujourd'hui regroupés la majorité des 371 000 réfugiés algériens officiellement comptabilisés dans cette partie du pays au début de 1988. Le nouveau recensement que le HCR s'était proposé d'effectuer en 1988 n'a pas pu être mené à bien.

Malgré les innombrables difficultés rencontrées sur le terrain — et qui ont notamment conduit l'ONU à réduire graduellement son volume d'aide aux réfugiés du Nord — plusieurs missions du HCR ont pu se rendre à Bouma durant ces derniers semaines. Un bureau permanent pourrait y être rapidement installé.

Les autorités de Mogadiscio ont, d'autre part, fermement réagi aux critiques portées contre l'armée. Le premier ministre, M. Mohamed Ali Samantar, qui s'est rendu fin janvier

à Washington afin de « renforcer l'image de la Somalie sur la scène internationale », a rejeté catégoriquement les accusations de violation des droits de l'homme portées contre les troupes gouvernementales. Plusieurs organisations humanitaires avaient affirmé lors d'une conférence de presse tenue à Londres, début janvier, que des atrocités avaient été commises par les soldats. La contre-offensive lancée en mai 1988 pour réduire la guérilla du Mouvement national somalien (MNS) se serait ainsi traduite par le bombardement répété de plusieurs villes du nord et du nord-est de la Somalie.

Reprise en main de l'armée. Vouloir faire preuve de bonne volonté, le gouvernement du général Siad Barre a annoncé, fin janvier également, une amnistie pour certains rebelles et opposants exilés et la libération de prisonniers politiques. Radio-Mogadiscio a annoncé, dimanche 5 février, que le président Barre avait gracié cent quatre prisonniers politiques.

L'opération de charme que le régime de Mogadiscio est en train

de mener à l'étranger s'accompagne d'une « reprise en main » au sein de l'armée. Le caractère burlesque et clanique du renouveau annoncé en début de semaine ne laisse pas d'inquiéter, tant en Somalie que dans les pays voisins. Ainsi le général Mohamed Said « Morgan », qui avait dirigé les débuts de la contre-offensive du mois de mai se voit promu au rang de vice-ministre de la défense, un poste qui n'était pas jusqu'alors. Le général « Morgan » est le gendre du président Barre.

Autre promotion remarquée, celle du général Masla. Responsable des garnisons de Mogadiscio, le fils du président somalien devient le nouveau commandant de l'intérieur. La marine, dirigée désormais par le général Saïd Abdallah Omar, ainsi que les forces et la défense aériennes à la tête desquelles le général Mohamed Noor Dioudi et le général Siad Da'ud viennent d'être nommés, sont également touchées par ce renouveau. Quant à l'ancien ministre de la défense, le général Adan Abdullahi Noor, originaire de la région de l'Ogaden, il se voit rétrogradé au poste de ministre du tourisme.

CATHERINE SIMON.

Le 17 janvier dernier, en annonçant le prochain référendum sur la Constitution, le président Chadli, dans une allocution prononcée devant les vœux (prêtres) et les membres du gouvernement, avait réaffirmé que 1989 serait l'année de « l'application de toutes les réformes économiques, politiques, éducatives et constitutionnelles ». Il avait aussi remarqué à cette occasion : « Si des contradictions sont apparues dans nos lois et nos institutions officielles, c'est parce que nous avons accordé la priorité à l'aspect idéologique et philosophique, plutôt qu'à l'aspect technique ».

Ainsi « la Charte nationale était un programme, et la Constitution un programme-loi, avec toutes les contradictions que cela implique », devait-il ajouter. « Nous ne pouvons parler d'Etat de droit si la Constitution demeure un mélange d'idéologie, de philosophie et de loi », précisait-il en annonçant : « La Constitution devra être un texte de loi qui régit les relations entre les institutions et la société algérienne », car « c'est là notre conception de l'Etat de droit ».

Les orientations du président Chadli ont été suivies à la lettre. Le nouveau texte est débarrassé de toute scorie idéologique. Il s'inscrit dans la logique de la politique pragmatique menée par le chef de l'Etat au cours de ces dernières années. Il avait déjà voulu changer la Charte

Afrique du Sud Création d'un parti d'opposition libérale

Trois groupes parlementaires blancs de l'opposition au gouvernement de M. Pieter Botha ont annoncé, samedi 4 février, au Cap, la formation d'un nouveau parti politique. Le nouveau parti, le Parti démocratique (DP), est composé de Parti progressiste fédéral (PPF), du Mouvement démocratique national (NDM) et du Parti indépendant (IP). La direction du DP sera provisoirement assurée conjointement par les présidents des trois mouvements.

Le PPF avait été l'opposition officielle à la Chambre blanche du Parlement sud-africain jusqu'aux élections législatives de mai 1987, date à laquelle il fut remplacé dans ce rôle par le Parti conservateur d'extrême droite.

Selon M. De Boer, chef du PPF, le nouveau parti est « totalement acquis à l'idée d'une démocratie raciale en Afrique du Sud ». A son avis, 24 % de l'électorat blanc soutient actuellement les trois mouvements constitutifs du Parti démocratique. Dans l'actuelle chambre, les trois groupes disposent de vingt députés. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Albanie Remaniement du gouvernement et de la direction du parti

Des ministères clés ainsi que la direction du parti ont changé de titulaires. M. Alla a justifié ces changements par « les faiblesses et le carence » de certaines responsabilités et par la nécessité pour le parti de « contrôler davantage » les affaires du pays. Le nouveau ministre de l'intérieur, M. Simon Stefani, était jusqu'à sa nomination secrétaire du comité central du Parti communiste albanais. Il exerce également les fonctions de vice-premier ministre.

Son prédécesseur, M. Hekuran Isai, monte dans la hiérarchie du parti en devenant secrétaire du comité central. Le second secrétaire à avoir perdu sa place au comité central, M. Hekuran Celiku, devient ministre des transports.

M. Enver Halili, nouveau nom de la nomenclature albanaise, a été nommé secrétaire général du gouvernement et serait appelé, selon les observateurs, à succéder le premier ministre Adil Carcani, que le rumeur dit malade. — (AFP.)

Chili La démocratie chrétienne a désigné son candidat à l'élection présidentielle

La démocratie chrétienne, principal parti d'opposition du Chili, a annoncé dimanche 5 février la désignation de Patricio Aylwin comme candidat à l'élection présidentielle qui doit avoir lieu en décembre prochain. Agé de soixante-dix ans, Patricio Aylwin est président de la DC, Ancien sénateur, il a été porte-parole de l'Alliance pour la démocratie, qui avait infligé une défaite au général Pinochet lors du plébiscite du mois d'octobre dernier.

Les dix-sept partis qui composent l'Alliance doivent se prononcer au mois de mars sur une candidature unique de l'opposition, et devront donc ratifier ou non le choix de Patricio Aylwin pour affronter le candidat officiel du gouvernement, qui n'a pas encore été désigné. Le général Augusto Pinochet, qui n'avait pas réussi à obtenir le nouveau mandat de huit ans qu'il sollicitait, devra céder le pouvoir trois mois après l'élection de son successeur, le 14 décembre. — (Reuters, UPI.)

Christian Baudouin
Roger Establier

Le niveau monte

Relevé d'une vieille idée
la pédagogie de nos écoles

Seuil

LE DÉBAT SUR L'ÉCOLE AU SEUIL.

Marguerite Gentzittel
Madame le proviseur

Seuil

Antoine Prost
Eloge des pédagogues

Seuil

Jean-Claude Milner
De l'école

Seuil

Le Guide de l'élève
À l'usage des élèves, de leurs parents et de leurs professeurs

Seuil

Jean-Pierre Vella
La France illettrée

Seuil

Nicole Gauthier
Catherine Guillon
Maurice A. Guillon
Les Instituts
Engagé sur l'école primaire

Seuil

Hervé Hamon
Patrick Botman
Tant qu'il y aura des profs

Seuil

Editions du Seuil

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

Asie

Le départ d'Afghanistan des dernières unités de l'armée rouge Moscou n'a obtenu aucune concession de la résistance

Les dernières troupes soviétiques ont quitté Kaboul en route pour la frontière, a affirmé le général Boris Gromov, chef du contingent soviétique en Afghanistan, dans une déclaration publiée, le lundi 6 février, par la Pravda. Mais des journalistes présents à Kaboul ont affirmé qu'un demi-millier de soldats soviétiques gardaient encore l'aéroport lundi matin. La veille, à Téhéran, M. Ioulia Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, avait affirmé que le rapatriement de l'armée rouge, dont certains éléments se retirent de l'Ouest afghan, serait terminé mercredi.

Tandis que ces retraits de troupes s'accéléraient, M. Edouard Chevardnadze, chef de la

diplomatie soviétique, a quitté Islamabad, lundi, pour Moscou sans y avoir rencontré des représentants de la résistance et sans avoir obtenu, du Pakistan l'assurance que ses livraisons d'armes aux moudjahidines cesseraient. M. Chevardnadze, qui a été reçu dimanche par M. Benazir Bhutto, a admis son échec au cours d'une conférence de presse avant son départ. Il a exprimé son « insatisfaction face au non-respect par le Pakistan de ses engagements ». « La poursuite de la lutte, a-t-il ajouté, signifierait une plus grande déstabilisation de la région, y compris du Pakistan. »

Des négociations sont menées parallèlement à Téhéran. Le ministre iranien des affaires étran-

gères, M. Ali Akbar Velayati a indiqué à M. Roland Dumas, que son gouvernement s'était efforcé — apparemment avec succès — de favoriser un rapprochement entre les deux grands rassemblements de résistances, l'Alliance des sept partis sunnites, basés au Pakistan, et la coalition de huit groupes chiites réfugiés en Iran. Notre envoyé spécial à Téhéran, Jean-Pierre Langellier, nous signale également que M. Velayati a expliqué, en substance, au ministre français des affaires étrangères : « Les Soviétiques nous demandent de les aider à éviter un bain de sang. Mais nous ne sommes pas d'accord avec eux sur la manière dont ils envisagent la participation des autorités actuelles de

Kaboul à un futur gouvernement. » Selon Radio-Téhéran, les résistants seraient cependant parvenus à un accord « de solidarité et de coopération » signé dimanche à Téhéran entre mouvements sunnites et chiites. La radio iranienne n'a donné aucun détail sur ce pacte intervenu à quelques jours de la réunion, au Pakistan, d'une « Shura » (Assemblée traditionnelle) chargée de désigner un gouvernement provisoire de la résistance.

Enfin, les derniers diplomates occidentaux encore présents à Kaboul, notamment le chargé d'affaires français, ont été évacués samedi sur New-Delhi.

Les comptes rendus surréalistes de la presse soviétique

MOSCOU
de notre correspondant

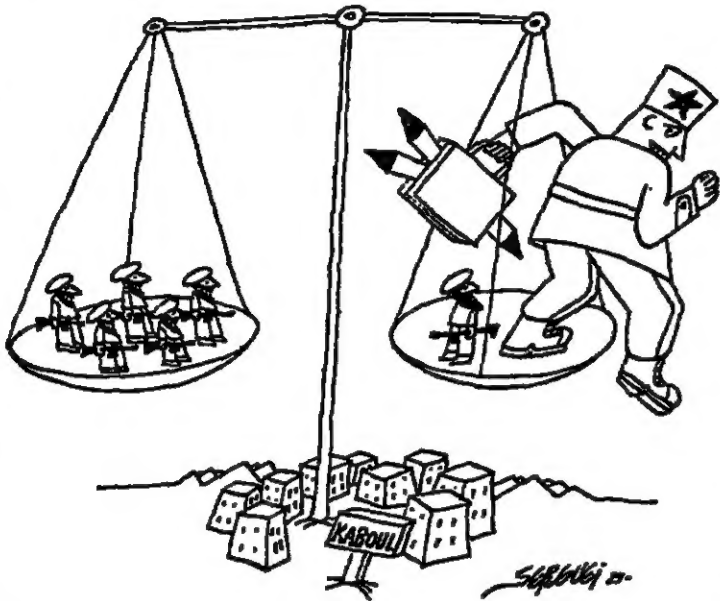
Réduite à une sobre phrase qu'écrase une titraillerie banale (« Étranger : Les envoyés spéciaux de la Pravda cèdent d'Afghanistan »), la nouvelle pourrait passer inaperçue si elle n'avait pas les honneurs de la une. Hier, le dernier soldat soviétique a quitté Kaboul », se contente en effet d'écrire l'organe du comité central au-dessus d'un reportage proprement surréaliste.

Car si cet article appelle à « tirer les leçons » de ces neuf années de guerre, il s'agit là de tout sauf d'un bilan politique. Pourquoi l'URSS s'était-elle engagée ? Pourquoi se dégage-t-elle maintenant ? A quoi peut-on désormais s'attendre ? Que pourraient donner les pourparlers qu'est allé mener M. Chevardnadze à Islamabad ? Non seulement il n'est répondu à aucune de ces questions, mais pas une seule d'entre elles n'est posée, effleurée même.

La route du retour est pénible. Des grenades ont encore plu au démarrage des colonnes. Le froid mord, et des hélicoptères se sont perdus dans la neige. C'est dur, mais il faut tenir encore quelques heures, jusqu'à la frontière, jusqu'au bonheur d'avoir tourné la page, jusqu'au nord de l'Amou-Daria — jusqu'à ce fleuve qui marque la frontière, qu'enjambe le pont de l'Amitié et au-delà duquel (la télévision l'a annoncé dimanche soir) la population attend de fêter les « combattants internationaux ».

Les leçons alors ? Eh bien voilà, il faut le dire : la bureaucratie règne aussi dans l'armée et la preuve en est que mille cinq cents soldats décorés n'ont toujours pas reçu leur médaille. Ces négligences sont intolérables, et il serait temps également de réaliser que les lourdes bottes réglementaires sont parfaitement inconfortables et qu'il faudrait les remplacer par des chaussures de sport dont les systèmes d'aération permettent de lutter contre la transpiration.

Quant aux célèbres camions Kamaz, la fierté de l'industrie automobile soviétique, leurs lubrifiants sont parfaitement inadéquats. Il serait temps d'y remédier, et de penser par la même occasion à équiper tous les véhicules militaires de pneus neige (comment mettre des chaînes sous le feu de l'ennemi ?) et de blin-



dages puisqu'ils en sont, pour l'instant, simplement dépourvus.

D'un paragraphe à l'autre, on ne sait plus ce qui est le plus absurde : la description de cette incurie, la totale absence de commentaire, ou le maintien, si grotesquement et évidemment formel, du vocabulaire de l'« internationalisme ». Cette déroute (« C'est clair, laissez échapper un haut responsable soviétique ; nous n'allions pas, contrairement aux Américains, attendre d'avoir à décoller du toit de l'ambassade ») s'est pas cachée.

D'innombrables reportages ont déjà décrit, depuis plus d'une semaine, l'impatience du retour dans les unités. Pas un seul article ne laisse penser qu'on se retire victorieux. On ne cesse de dénoncer le refus de la résistance de négocier et de louer la volonté de compromis du régime de Kaboul.

Tout est clair, mais rien n'est dit, en vérité, l'aveu en bonne et due forme n'est indispensable à aucun Soviétique. Chacun sait que la cause était mauvaise, qu'il n'y avait plus d'autre choix, que cette guerre coûtait trop cher, qu'on ne pouvait pas la gagner et qu'il était plus que temps de partir. Cette guerre était totalement impopulaire, et pas seulement parce que des jeunes gens y tombaient tous les jours pour rien.

Plus profondément encore, en quatre ans de perestroïka, cette guerre était devenue un anachronisme, un très mauvais souvenir du brejnevisme dans un pays en pleine mutation. Samedi matin, un gros titre barrait la une de la *Komsomolskaja Pravda* : « L'honneur de l'union forme ». Un hommage aux internationalistes ? Pas tout à fait.

Inspecteur dans un commissariat de quartier de la ville de Simféropol, le capitaine de milice Vladimir Goubenko s'indignait de ce qu'« à dire les choses, on nous transforme d'organe de protection de l'ordre légal en un corps particulier dirigé contre toute action populaire non autorisée par le sommet ». « Personne, continuait l'inspecteur, dont le quotidien publie une avantageuse photo en uniforme, ne se soucie de savoir si cela se fait en accord avec la loi, la Constitution et le sens commun. » « Disperser, arrêter ! » — un point c'est tout [et] l'ordre est placé plus haut que la loi. »

La *Komsomolskaja Pravda* n'étant pas un journal confidentiel, l'inspecteur Goubenko est instantanément devenu célèbre et même très célèbre car il sait ce que parler veut dire. « Je ne veux pas que moi et mes camarades de service soyons utilisés comme pions dans un jeu bureaucratique », écrit-il notamment, après

avoir raconté comment les autorités de sa ville ont fait appel à la milice lorsque la population a voulu, à l'issue de la dix-neuvième conférence du parti, organiser un meeting, parfaitement légal et pacifique et dont son propre frère était l'un des initiateurs.

Manifestation de musulmans

L'inspecteur n'a pas aimé non plus qu'on lui ordonne, l'année dernière, d'interdire aux Tatars qui voulaient aller manifester à Moscou (« Un ordre complètement illégal »). Il a été choqué d'apprendre par la presse qu'on avait brutalement réprimé, à Minsk, des citoyens qui voulaient rendre hommage aux victimes de Staline. Il est conscient qu'il n'y a pas qu'à Simféropol qu'on utilise les miliciens contre la loi, et son constat est formel : « Avant, s'il y avait un ordre, on obtempérait et exécutait. Maintenant, les gars, les jeunes officiers en particulier, ont commencé à s'intéresser à ce qui se passe autour d'eux, à penser et à poser des questions. »

Quelques heures après la parution de cet article, l'agence Tass communique de Tachkent qu'une manifestation de musulmans, non autorisée par les autorités locales, s'est déroulée la veille dans la capitale de l'Ouzbékistan. Il n'y aurait eu, selon l'agence, que deux cents participants, mais il y avait tout de même des gens venus du Kazakhstan et du Tadjikistan. Raisons de cette manifestation ? Totale obscurité à lire la dépêche, mais les slogans avaient « un caractère strictement religieux », précise Tass en se félicitant implicitement qu'ils n'aient pas été politiques.

Dimanche, autre nouvelle religieuse, de Lituanie cette fois-ci : pour la première fois depuis 1949, un défilé du peuple du PDPA a eu lieu. Lundi matin, courrier des lecteurs de la *Pravda* : un secrétaire du parti de la région de Penza déplore que les jeunes ne veulent plus adhérer. Les jeunes membres des Komsomols disent, raconte-t-il : « Je suis un actif partisan du renouveau mais j'attends encore pour m'inscrire, car un certain courant du parti ne me convient pas. »

La veille au soir, les téléspécialeurs avaient entendu le général

Jaruzelski longuement expliquer que Solidarité avait beaucoup changé et qu'on pouvait tout compte fait vivre avec le pluralisme syndical. En Pologne, cela n'émouvait plus personne, mais en URSS il y a la matière à réflexion.

Et puis enfin, samedi, la Tribune de Moscou, le club de discussion fondé en octobre dernier par la fine fleur de l'intelligentsia réformatrice de la capitale, était réunie à la Maison des savants. Principaux points du rapport introductif présenté par l'historien Léonid Baïkin : l'enjeu de la période c'est le pouvoir du peuple, pas seulement la liberté d'exprimer des revendications, mais celle aussi de les réaliser : une « société civile », c'est-à-dire indépendante de l'Etat, est en train d'émerger à travers le mouvement coopératif, l'association Mémorial, les différents Fronts populaires, notamment ceux des pays Baltes, le mouvement arménien et les clubs politiques qui foisonnent ; il faut en conséquence poursuivre ce travail d'organisation et prendre activement part aux élections car même si la nouvelle loi électorale est loin d'être démocratique, les gens s'en servent déjà pour s'exprimer ; il faut plus précisément non pas œuvrer au multipartisme qui « compliquerait seulement le processus en cours », mais renforcer l'opposition et faire

retirer de la Constitution la notion de rôle dirigeant du parti.

Personne n'a trouvé cela trop radical, irréaliste ou trop optimiste. M. Baïkin, au contraire, a été critiqué dans les couloirs pour timidité et, venus des quatre coins du pays, les représentants de diverses organisations ont décrit leurs luttes quotidiennes — dans des conditions quasi désespérées au Daghestan, plutôt bonnes à Kouïbichev, excellentes dans les pays Baltes, sinistres en Arménie, plutôt bonnes aussi à Leningrad.

Il n'y a plus une Union soviétique. Il y en a plusieurs, mais rares sont les endroits où les choses ne bougent pas, car même au Daghestan, il y a un mouvement à même d'envoyer un représentant témoigner de sa lutte. Ce n'est pas la liberté. Ce n'est pas la démocratie. C'est une bataille pour la liberté et la démocratie, et la réunion s'est achevée sur l'adoption d'une résolution condamnant très vigoureusement l'arrestation des nationalistes arméniens et demandant leur libération immédiate.

C'était un week-end politique en URSS. Week-end marqué entre autres par la fin du rapatriement des troupes soviétiques de Kaboul.

BERNARD GUETTA.

Le CICR est présent dans les deux camps

GENÈVE
de notre correspondante

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de Genève renforce son activité et sa présence en Afghanistan. Il concentre ses efforts sur l'aide médicale et la protection des prisonniers. Il maintient dans le pays une quarantaine de délégués, dont dix-sept médecins prêts par les sociétés de Croix-Rouge. Outre son hôpital chirurgical de Kaboul, dont le nombre de lits a doublé depuis décembre, le CICR a installé deux autres importants hôpitaux de l'autre côté de la frontière avec le Pakistan, à Peshawar et à Quetta.

D'autre part, plus d'une dizaine de postes de premiers secours fonctionnent sous leur direction tout au long de la frontière avec le Pakistan. A l'intérieur même de l'Afghani-

stan, les hôpitaux de campagne, dépendant de la délégation du CICR au Pakistan, ont également été mis sur pied. Ils se consacrent en particulier à l'orthopédie, en raison du grand nombre de mutilés par mines.

Soucieux, comme toujours, de leur neutralité, les médecins du CICR et leurs aides soignent les blessés des deux camps. Le CICR maintient en permanence des contacts tant avec le pouvoir central qu'avec toutes les factions de la résistance, ce qui lui a permis de visiter les prisonniers des gouvernements, ainsi que des soldats afghans capturés par les moudjahidines, mais ses délégués n'ont pas réussi à rencontrer les prisonniers soviétiques, qui devraient se trouver dans divers camps au Pakistan.

I. V.

Fin de règne à Kaboul

Shah et Sultan Ali Kuchmand, le ministre de la défense, le général Shanzawaz Tanai, le ministre de l'intérieur, le général Aslam Watanjar, M. Habibi, le président du Sénat, haute taille, échappe à la foule, et « Monsieur Frère », lui aussi en treillis, qui ressemble tant au président, mais en moins corpulent.

Les discours sont brefs, à l'image du message (c'est vous les défenseurs de la révolution), et le président choisit de se rendre à pied jusqu'au palais présidentiel, distant de quelques centaines de mètres, précédé d'une nuée de journalistes étrangers.

Sur une estrade, le président Najibullah, entouré des mêmes compagnons, assistera alors, la main levée, et cette fois avec un couvre-chef, au défilé du peuple du PDPA en armes. Dans un silence « religieux », ponctué par la musique, les kalachnikov brandies à bout de bras, en rang serré, les militants défilent pendant quinze minutes. Aucun mot, aucune émotion, aucune expression sur les visages, et les mains dans les poches pour ceux qui n'ont pas d'armes.

Le dernier militant passé (il y en avait 60 000 à Kaboul), le président, entouré d'innombrables gardes

du corps armé de petits fusils-mitrailleurs Heckler-Koch de fabrication ouest-allemande, quittera les lieux, le visage épanoui. Face à la tribune et donc au palais, il y a un char, monté sur une estrade de pierre. Ce blindé a une histoire : lors de la révolution du 27 avril 1978, ce fut le premier char soviétique (commandé alors par l'actuel ministre de l'intérieur, M. Watanjar) à mettre en joue le palais où siégeait le président Daoud. Aujourd'hui encore, son canon est tourné dans la même direction.

LAURENT ZECCHINI.

Les difficultés du ravitaillement de la capitale

KABOUL
de notre envoyé spécial

Si le prince Sadraddin Aga Khan, coordonnateur des Nations unies pour les opérations humanitaires et de réhabilitation en Afghanistan, parvient à obtenir l'accord de toutes les composantes de la résistance afghane, une première « opération Salsam » pourrait se mettre en place dans les tout prochains jours. Son objet est l'organisation d'un pont aérien limité pour acheminer sur Kaboul 390 tonnes de nourriture destinées à une partie de la population que les experts qualifient de « vulnérable ». En tout, environ trente mille personnes, enfants, femmes enceintes ou allaitantes, malades des hôpitaux.

Cette catégorie de la population se trouverait dans une situation criti-

que si la capitale, en raison des combats ou à la suite d'un blocus économique, ne pouvait plus être ravitaillée de l'extérieur. L'opération Salsam vise à fournir à peu près 13 kilos de nourriture par personne pendant un mois, les trois hôpitaux pour enfants de la ville recevant, pour leur part, deux mois de nourriture. Cette aide d'urgence serait composée de 300 tonnes de farine, 45 tonnes de sucre et 45 tonnes d'huile végétale.

Autant la mobilisation de la nourriture ne pose pas de difficultés majeures autant son acheminement sur Kaboul est loin d'être résolu. Sur le plan matériel, il faut d'abord trouver des avions et des équipages qui acceptent de prendre le risque de se poser, le risque d'atterrir ici. Reste le plus important, la question de la sécurité. Pour résumer, il faut éviter

qu'un « commandant » moudjahidin isolé ne tire un missile Stinger sur l'avion « humanitaire ».

L. Z.

INDE

Deux dirigeants sikhs modérés assassinés

Deux dirigeants du parti sikh modéré Akali Dal ont été assassinés dimanche 5 février, à leur sortie d'une cérémonie organisée dans une école du Pendjab, a annoncé la police, qui soupçonne leurs trois agresseurs d'être des extrémistes sikhs. Les victimes sont Baldev Singh Khokhar, chef de l'Akali Dal pour le Pendjab, et Rajinder Kaur, fille de l'ancien dirigeant de l'Akali Dal Tara Singh et ancienne députée au Parlement du Pendjab. L'extrémisme sikh a fait six autres victimes pendant le week-end. — (Reuters.)

en février, sur présentation de cette annonce

Votre 405 Break
suivant modèle de votre choix

avec l'intérieur en CUIR
GRATUIT
(sièges et panneaux de portes)

- les avantages d'un break
- le raffinement du cuir

la griffe du lion

NEUBAUER
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Diplomatie

Les relations sino-soviétiques

● M. Gorbatchev à Pékin du 15 au 18 mai

● Divergences persistantes sur le Cambodge

La Chine et l'Union soviétique ont de facto normalisé complètement leurs relations, trente ans après leur brouille et dix-sept ans après le rapprochement entre Pékin et Washington.

PEKIN
de notre correspondant

La conclusion du processus de normalisation est venue avec l'annonce chinoise, peu après minuit dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février, que M. Mikhail Gorbatchev viendra en visite officielle à Pékin, en sa double qualité de chef de l'Etat et de secrétaire général du Parti communiste soviétique, du 15 au 18 mai prochain.

Cette annonce a mis fin aux incertitudes des heures ayant immédiatement suivi le départ du chef de la diplomatie soviétique, samedi à l'issue de sa visite à Pékin. M. Chevardnadze avait évoqué la date approximative de la « mi-mai ». Son entourage avait tenté de faire croire que le fil sur la date exacte était le fruit d'une précaution destinée à ménager la possibilité de tout changement de calendrier imprévu dans les semaines à venir. Le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Tian Zengpi, avait tenté de semer le doute en déclarant de son côté que la date avancée par Moscou n'était qu'une « proposition » et que de nouvelles consultations étaient nécessaires.

Il n'en était rien. Le « cafouillage » chinois semble avoir été dû à la volonté de Pékin d'associer cette annonce à la publication, intervenue peu après, du communiqué conjoint sino-soviétique sur le Cambodge, seule véritable pomme de discorde qui, après la disparition des autres « obstacles », restait à surmonter.

pour la réalisation du sommet entre MM. Gorbatchev et Deng Xiaoping. Ce texte en neuf points ne recèle qu'une seule nouveauté de fond : la Chine et l'URSS sont d'accord pour être en désaccord.

Il reprend les positions connues des deux pays. Le cœur du problème est résumé dans le quatrième point, traitant de la forme de l'administration intérimaire à mettre en place avant la tenue d'élections générales dans l'hypothèse d'un retrait militaire vietnamien. La Chine, y lit-on, « est favorable à l'établissement d'un gouvernement de coalition provisoire, dirigé par le prince Sihanouk et à représentation quadripartite ». L'URSS, quant à elle, n'accepte pas le terme de « gouvernement » (rejeté par le Vietnam) et lui préfère celui d'« organe provisoire sous l'autorité de Sihanouk ». Moscou concède cependant que cet organe « ne doit pas être subordonné à une quelconque partie » en présence.

Dans le point qui suit immédiatement l'aveu de ce désaccord, la Chine et l'URSS font part de leur souci commun que le départ des troupes vietnamiennes ne soit suivi « d'aucune situation dangereuse », et qu'« une guerre civile n'y éclate pas ». Pékin exclut, à l'unisson avec Moscou, un retour « aux politiques et pratiques d'un passé récent » : en clair, la Chine s'engage formellement à ne pas soutenir les Khmers rouges si d'aventure ils reconquerraient le pouvoir. Les deux parties acceptent la nécessité d'un « mécanisme international de contrôle » qui « pourrait » relever des Nations unies, mais le communiqué, s'il envisage la convocation à terme d'une conférence internationale, ne mentionne pas l'envoi d'une force internationale armée.

L'espoir d'un accord entre Khmers rouges et Mongolie extérieure. Les unités restantes seront restructurées selon un dispositif « défensif », a ajouté le ministre soviétique en confirmant implicitement, dans un petit clin d'œil aux reproches chinois, le caractère « offensif » qu'il revêtait par le passé. Enfin, Pékin et Moscou envisagent de mettre sur pied des organismes conjoints en vue de réduire une tension frontalière qui, au demeurant, n'a plus rien à voir avec les affrontements armés d'il y a bientôt vingt ans sur l'Oussouï ou dans les hauts plateaux d'Asie centrale.

Retrait de troupes soviétiques

Dans ces conditions, le fait que la Chine ait accepté la tenue de ce sommet relève à la fois d'une vision plus large des nouveaux équilibres des forces qui se dessinent et de son analyse sur les limites de l'influence dont Moscou peut se prévaloir publiquement sur le Vietnam. Pour Pékin, les Soviétiques sont allés aussi loin qu'ils le pouvaient pour le moment. La pression internationale sur le Vietnam doit à présent prendre le relais de la volonté commune à la Chine et à l'URSS de voir le conflit cambodgien se régler. C'est vraisemblablement le sens de la lettre adressée le 3 février par le prince Sihanouk au nouveau secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, dans laquelle l'ancien monarque appelle Washington à jouer « un rôle de plus en plus important et actif » dans la recherche d'un règlement.

Si Pékin n'a pas insisté pour que M. Chevardnadze rencontre le prince Sihanouk, c'est aussi que M. Deng est pressé de sceller cette réconciliation sino-soviétique. Le chef de la diplomatie soviétique a confirmé que Moscou continuait à réduire ses effectifs militaires le long de la frontière chinoise. Au total, ce sont 260 000 hommes qui seront évacués des secteurs frontaliers soviétiques, à quoi

s'ajoutent les trois quarts des forces soviétiques en Mongolie extérieure.

Les unités restantes seront restructurées selon un dispositif « défensif », a ajouté le ministre soviétique en confirmant implicitement, dans un petit clin d'œil aux reproches chinois, le caractère « offensif » qu'il revêtait par le passé. Enfin, Pékin et Moscou envisagent de mettre sur pied des organismes conjoints en vue de réduire une tension frontalière qui, au demeurant, n'a plus rien à voir avec les affrontements armés d'il y a bientôt vingt ans sur l'Oussouï ou dans les hauts plateaux d'Asie centrale.

C'est dans cette perspective que se place vraisemblablement M. Deng en accueillant en M. Gorbatchev un « camarade », titre qui revêt bien plus de valeur aux yeux des Soviétiques qu'à ceux des Chinois (on se donne du « camarade » aussi bien à Taiwan...). Après le retrait d'Afghanistan et l'évolution d'autres pays dont Pékin craignait qu'ils ne servent une stratégie soviétique d'encerclement, à commencer par l'Inde, le poids de la confrontation sino-vietnamienne a fini par s'atténuer dans l'ensemble des rapports de forces aux yeux des Chinois.

En même temps, sans le dire, la Chine n'est pas mécontente de la gêne qu'occasionne ce rapprochement chez certains de ses partenaires du camp occidental, en particulier son voisin japonais, envers qui elle conserve une méfiance sous-jacente comme en témoigne le choix d'une personnalité de rang modeste, le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, pour assister aux funérailles de Hirohito. Dans ce contexte, Pékin juge probablement que ce n'est plus qu'une question de temps pour que le Vietnam s'ajuste de lui-même aux nouvelles réalités asiatiques.

FRANCIS DERON.

Après treize ans de brouille

La première visite du président Chadli au Maroc concrétise le rapprochement entre Alger et Rabat

ALGER
de notre correspondant

Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, il y a dix ans, le président Chadli se rend en visite officielle d'« amitié et de travail » au Maroc, lundi 6 février, pour quarante-huit heures.

Cette visite du chef de l'Etat algérien vient couronner un processus de rapprochement amorcé le 16 mai 1988, par la décision de renouer des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. Auparavant, les deux chefs d'Etat ne s'étaient rencontrés, à Akid Lotfi, une petite localité située sur la frontière algéro-marocaine, le 26 février 1983 et le 4 mai 1987 en présence du roi Fahd d'Arabie Saoudite, qui n'a pas ménagé ses efforts pour réconcilier les deux voisins.

Les points n'avaient cependant jamais été complètement coupés entre les deux capitales et quelques discussions avaient eu lieu lors de rencontres internationales, pendant la longue période de brouille qui a obscurci les relations bilatérales durant plus de douze ans, après que Rabat eut décidé de rompre, en février 1976, ses relations avec Alger qui venait de reconnaître la République arabe sahraoui démocratique (RASD). Il est même avéré que plusieurs ententes discrètes d'ambassadeurs auraient dû aboutir à des entretiens Hassan II - Boumedienne avant la mort de celui-ci. Deux tentatives capotèrent.

La première parce que le roi ne pouvait accepter l'idée de la création d'un Etat sahraoui, prôné par

Alger. La seconde parce que Boumedienne faisait grief au souverain marocain de soutenir la position de l'Egyptien Anouar El Sedate après la signature des accords de Camp David, en septembre 1978.

La tension devait du reste monter d'un cran lors d'accrochages frontaliers entre les forces armées royales et l'armée algérienne. La crise entre les deux pays allait connaître un nouveau paroxysme, alors que le président Boumedienne était hospitalisé depuis le 18 novembre 1978, lorsqu'un avion militaire marocain largua au cap Sigli, sur la corniche kabyle, le 10 décembre, suffisamment d'armes et de munitions pour équiper quelques centaines d'hommes.

L'accession du colonel Chadli Bendjedid à la présidence de la République algérienne fut accueillie plutôt favorablement par le Maroc bien qu'Alger continuât de soutenir indéfectiblement le Front Polisario. Le conflit du Sahara occidental restait l'insurmontable obstacle à l'amélioration des rapports entre les deux pays.

Les deux « sommets » d'Akid Lotfi furent présentés par les Algériens comme un échec. Mais la rencontre du 4 mai 1987 semble bien, aujourd'hui, avoir été le réel point de départ du processus de rapprochement. Le premier geste de bonne volonté ne devait pas tarder. A l'initiative de l'Algérie, les deux pays procédaient, le 25 mai 1987, à un échange de prisonniers.

La cause sahraoui

Les Algériens qui se montraient inflexibles sur la question sahraoui expliquèrent, après la reprise des relations diplomatiques, qu'en fait, le processus de règlement du conflit était lancé depuis la veille du départ du roi Hassan II pour Londres, au mois de juillet 1987. Le souverain avait effectivement déclaré à la presse britannique que l'Algérie n'était pas « partie prenante » au conflit, mais « partie concernée ». La question du Sahara occidental n'est pas réglée pour autant.

Dans le cadre logique de l'amélioration des relations bilatérales, le roi Hassan II a participé au sommet de la Ligue arabe, au début du mois de juin 1988 à Alger, au terme duquel il a également pris part à la première rencontre « historique » des cinq chefs d'Etat maghrébins, le 10 juin, dans la résidence du président Chadli, à Zéralda. Ces deux sommets tombaient à point nommé pour banaliser ce qui était malgré tout considéré comme un spectaculaire revirement diplomatique. Les Algériens ne s'y trompèrent pas, qui firent au roi Hassan II un accueil chaleureux. Les youyou des femmes célébraient, en fait, la réconciliation avec le Maroc plus qu'il ne saluait l'arrivée d'un chef d'Etat.

Depuis la visite à Alger du roi Hassan II, les relations entre les deux pays n'ont cessé de s'améliorer. Le plus important protocole d'accord signé jusqu'à présent concerne un rapport technique établi par une commission mixte sur la création d'un gazoduc devant relier l'Algérie à l'Espagne à travers le territoire marocain. Une société d'économie mixte devrait être prochainement créée pour réaliser ce projet qui permettra également d'alimenter le Maroc en gaz algérien.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Le voyage de M. Dumas à Téhéran

La France et l'Iran veulent apurer le contentieux financier avant de relancer la coopération

TÉHÉRAN
De notre envoyé spécial

Sur la route de l'aéroport, dans la Mercedes qui l'emmène vers le centre de Téhéran, M. Roland Dumas a peut-être aperçu les caricatures géantes qui, sur certains murs, rappellent l'époque - c'était hier - où la République islamique maudissait dans un même élan tous les satans, petits et grands. On y voit en bonne compagnie, entre l'oncle Sam et le « traître » irakien Saddam Hussein, M. François Mitterrand, chapelain d'une grande incandescence. Images sarcastiques et dérisoires d'un passé franco-iranien, pas si lointain, qu'on s'applique pudiquement de part et d'autre à oublier.

Une phase nouvelle

Car, entre Paris et Téhéran, le temps n'est plus aux anathèmes et aux rancœurs. Si, comme c'est probable, une sourde amertume persiste chez certains dirigeants iraniens, ceux-ci donnent étonnamment le change en honorant leurs hôtes français de larges sourires qui semblent aller au-delà des politesses d'usage. Le temps est au réalisme, à l'apurement des comptes, à l'inventaire prudent des intérêts mutuels. Français et Iraniens affirment leur volonté de tourner la page avant d'envisager l'avenir ensemble. Tel est le principal enseignement qui se dégage de la première journée - la plus importante - passée dimanche 5 février à Téhéran par le ministre des affaires étrangères, au cours de laquelle il a fait un long tour d'horizon avec son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati, avant d'enchaîner trois entretiens avec plusieurs personnalités-clés du régime : M. Ali Khamenei, président de la République - qui demanda en préambule au ministre : « Avez-vous un lien de parenté avec Alexandre Dumas ? » - M. Hachemi Rafsanjani, président du Parlement, et M. Mir Hossein Mousavi, premier ministre.

Encore faut-il, avant de relancer la coopération sur des bases saines,

« purger », selon le mot de M. Dumas, le contentieux financier. Pour hâter cette délicate liquidation du passé, Français et Iraniens ont défini une méthode de travail et mis en place un dispositif. Première décision : la République islamique a désigné une personnalité de rang ministériel - dont le nom n'a pas été communiqué - qui sera chargée de mener à bien l'opération, et la France nommera prochainement à son tour un maître d'œuvre. Ces interlocuteurs auront pour tâche de coordonner l'apurement du contentieux financier : d'une part, le remboursement des reliquats du prêt iraniens à EURODIF, d'autre part, l'évaluation des compensations dues par l'Iran aux entreprises françaises.

« Les Iraniens, souligne M. Dumas, ont accepté la globalisation du contentieux. Cela prouve leur désir de débayer le terrain. Ils ont, en outre, l'air de vouloir aller vite. La France est disposée à examiner de manière favorable les mesures d'accompagnement financier des projets iraniens. Paris dépêchera un nombre important de missions pour explorer les besoins de l'Iran ». M. Dumas n'a pas caché, néanmoins, que tout cela prendra quelque temps et que en tout état de cause, l'ouverture d'une phase nouvelle des relations franco-iraniennes suppose au préalable le règlement satisfaisant du contentieux. Alors, et alors seulement, la France pourra envisager d'accorder à Téhéran des crédits, notamment par la COFACE. En attendant, l'Iran demeure, aux yeux du gouvernement français, un « pays à risques ».

Mais, ce qui prime aujourd'hui pour M. Dumas, c'est tout de même la « nette volonté de l'Iran de faire appel à la France pour sa reconstruction ».

Intensification des contacts politiques

Les deux pays vont également intensifier leurs contacts politiques. M. Dumas a convié son homologue iranien à venir en France. M. Rafsanjani invitera le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent

Fabius, à se rendre à Téhéran, tandis qu'une délégation parlementaire iranienne fera le voyage inverse. M. Dumas n'a évoqué, dimanche, avec ses interlocuteurs, ni le cas d'Anis Naccache, ce terroriste libanais condamné à la prison à vie, et qui réclame sa libération (le Monde daté 5-6 février), ni le sort d'Anie Esbert, l'infirmière française disparue en Iran en juillet 1988, et dont on est sans nouvelles. Le problème des droits de l'homme devait être abordé lundi matin, lors d'un second entretien avec M. Velayati.

Le Golfe et l'Afghanistan

Deux sujets ont dominé dimanche la rencontre Dumas-Velayati : la situation dans le Golfe et l'Afghanistan. Sur le premier chapitre, M. Dumas a relevé tout à la fois un élément rassurant - le fait que ni l'Irak ni l'Iran ne veulent rallumer le conflit - et un facteur d'incertitude : l'absence de progrès dans la négociation. Il a proposé à son hôte, pour sortir de l'impasse, que la liberté de navigation dans le Golfe, à laquelle Bagdad tient tellement, soit reconnue en même temps que les troupes commenceraient à se retirer aux frontières et que les travaux de déblaiement du Golfe reprendraient. Tout cela ne préjuge pas du statut final du Chah et d'Arab. Prudent, M. Dumas a pris soin d'ajouter : « La France ne veut pas s'entremettre, mais seulement lancer des idées ».

Dimanche, après ses entretiens, M. Dumas a rencontré la communauté française en Iran. Forte de deux cent quatre-vingt personnes, dont deux cent vingt-douze doubles nationaux, elle comprend notamment seize religieux. Lundi matin, le chef de la diplomatie française devait rencontrer, outre M. Velayati, les ministres du pétrole et des industries lourdes. Il devait quitter Téhéran en milieu de journée, puis faire escale de quatre heures dans l'émirat de Koweït, avant de regagner Paris en fin de soirée.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

CEE

L'Espagne va faire des propositions en vue de la suppression des contrôles aux frontières

La Grande-Bretagne va faire l'objet de pressions accrues de la Communauté à propos du projet d'abolition des frontières en 1993. L'Espagne, qui préside la CEE jusqu'à la fin de juin 1989, doit en effet soumettre à ses partenaires un Livre blanc sur les moyens d'assurer la libre circulation des personnes sans nuire à la sécurité. Ce document fera l'objet d'un premier examen lors d'une réunion, le 22 février à Madrid, des responsables désignés par chaque gouvernement après le sommet européen de décembre à Rhodes, pour suivre ce dossier. Il en sera également question lors de la rencontre des ministres chargés du grand marché, le 27 février à Bruxelles et, vraisemblablement, au sommet de juin prochain à Madrid.

Les propositions espagnoles n'ont été jusqu'à présent qu'ébauchées dans une lettre confidentielle adressée par Madrid aux ministres de l'intérieur de la Communauté. L'idée est de supprimer les frontières internes de la CEE en renforçant ses frontières externes, d'assouplir les contrôles tout en renforçant la sécurité au moyen d'une coopération policière et judiciaire plus intense. Madrid devrait proposer notamment d'harmoniser les procédures d'extradition (une idée que les Britanniques avaient rejetée en décembre au moment de leur querelle avec les autorités belges à propos d'un présumé soupçonné d'appartenance à l'IRA).

Les Espagnols proposeront également un renforcement du groupe de

Trevi (qui réunit les ministres de l'intérieur et de la justice de la CEE), ainsi que la mise à l'étude de la proposition faite par le chancelier Kohl de créer une police fédérale européenne sur le modèle du FBI, pour combattre le terrorisme, la criminalité organisée et le trafic de drogue.

D'autre part, un diplomate espagnol a indiqué que Madrid souhaitait adhérer à l'accord de Schengen qui prévoit la suppression des frontières dès 1990 entre les cinq pays signataires (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, France et RFA). Ces pays ont notamment décidé de créer en commun un fichier de police informatisé.

Rencontre entre M. Kohl et M. Gonzalez

Ces questions ont été abordées au cours des entretiens qu'ont eus MM. Kohl et Gonzalez dimanche 5 février près de Séville et qui devaient se poursuivre lundi. Les deux hommes ont également parlé des futures négociations sur les armes classiques, qui doivent s'ouvrir début mars dans le cadre de la CSCE et des questions internes à l'OTAN. A cet égard M. Gonzalez, sans se prononcer directement sur la question de la modernisation des armes nucléaires à courte portée, a souligné que l'OTAN examine la possibilité d'une réduction de ces armes ; il a cependant rejeté l'idée d'une troisième « option zéro ».

M. Richard Burt dirigera la délégation américaine aux négociations STAR

M. Richard Burt a été nommé, jeudi 2 février, chef de la délégation américaine pour les négociations américano-soviétiques sur les armes stratégiques (START), en remplacement de M. Stephen Hammer. On ignorait cependant si M. Max Kampelman, conseiller au département d'Etat, qui supervisait toutes les négociations nucléaires et spatiales à Genève et à la démissionnée le 20 janvier, sera remplacé.

L'administration Bush a demandé récemment aux Soviétiques de

reporter la date prévue pour la reprise des négociations START (à la mi-février), de façon à laisser le temps à la nouvelle équipe de s'installer. L'annonce de la nomination de M. Burt a surpris. Il avait fait ses adieux à Bonn, où il était ambassadeur depuis la fin de 1985, en laissant entendre qu'il partirait diriger l'agence londonienne d'une société financière américaine. Le caractère tardif de sa nomination pourrait s'expliquer, selon le Washington

Post, par les critiques qu'elle a pu susciter. M. Burt est considéré comme assez sceptique, voire conservateur, sur les questions de désarmement. Cette attitude, lors de son arrivée à Bonn, lui avait valu des relations difficiles avec M. Gonzalez en particulier. On fait valoir cependant que son expérience en RFA, c'est-à-dire sur la « ligne de front » des questions de désarmement, de même que son tempérament pragmatique l'ont conduit à tempérer ses positions.

Maintenant, FRANCE-INFO, c'est l'information continue 24 h sur 24...

FRANCE
info

Europe

POLOGNE

Ouverture de la table ronde entre le pouvoir et Solidarité

Chaque sept représentants du pouvoir, de l'opposition et de l'Eglise devaient ouvrir, lundi 6 février, à Varsovie, les négociations de la « table ronde » sur les conditions du rétablissement du pluralisme syndical en Pologne.

Solidarité a nommé vingt-cinq personnalités, parmi lesquelles Adam Michalski, Jacek Kuron, Zdzisław Bajak et Jerzy Turowicz, pour ces discussions qui pourraient durer six semaines. Selon Lech Wałęsa, le succès de la « table ronde »

dépendra de l'état d'esprit de la société polonaise.

Celle-ci, d'après l'agence officielle PAP, aborde avec « appréhension » et un « optimisme prudent » ces pourparlers qui mettent fin à sept ans de rupture.

Une page tournée

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Baromètre assez fiable de la hausse du coût de la vie, la somme inscrite au compteur des taxis de Varsovie, ces jours-ci, est à multiplier par douze — il y a six mois, c'était par sept. Devenus trop chers pour une partie des habitants de la capitale, les taxis se trouvent à présent dans la situation tout à fait inhabituelle pour cette ville d'attendre le client. Un étage entier d'un grand magasin de l'avenue Marszałkowska, fait désormais son commerce exclusivement en dollars; on y trouve, il est vrai, des marchandises de fabrication occidentale. Un nouveau magasin polonais en langue anglaise, le *Warsaw Voice*, présentation et contenu tout ce qu'il y a de plus branché, offre les taux de change au cours officiel et à celui du marché noir, dont la différence va de un à sept.

Plus que jamais, le dollar est roi. Confronté avec la grisaille des files d'attente et des rayons vides, de superbes Mercedes ou BMW dernier modèle transportent d'élégants Polonais emmitouflés dans leur vision, ou des hommes d'affaires à l'air sérieux. Car si la Pologne s'entasse chaque jour un peu plus dans la crise, une minorité de Polonais continue de s'enrichir, essentiellement grâce à des activités de production dans le secteur privé. « On se dirige vers une économie à deux vitesses », celle des riches et celle des pauvres, remarque un économiste occidental.

Ce ne sont pas quelques-uns des paradoxes de la Pologne d'aujourd'hui, celle dont le premier ministre, M. Mirosław Rakowski, avertit qu'elle est « au bord de l'abîme ». Ce même premier ministre, comptabilisant le pluralisme comme d'autres l'inflation, énonçait il y a peu de temps devant des journalistes : « Même si nous introduisons 350 % de pluralisme dans les syndicats et 200 % de pluralisme politique, ne croyez pas que les dollars commenceront à pleuvoir sur la Pologne. »

Car c'est bien, semble-t-il, la prise de conscience de la gravité de la crise, brutalement révélée par deux vagues de grèves l'année dernière, qui a poussé les dirigeants du POUF (le PC au pouvoir) et de Solidarité vers la table ronde où ils devaient entamer, lundi 6 février, plusieurs semaines de négociations sur leur avenir commun. « Nous sommes condamnés à nous entendre », dit Lech Wałęsa, qui a accédé en moins de deux mois au statut tout à fait officiel de leader de l'opposition. Un statut auquel il a le bon goût de se conformer sans triomphalisme, face à des gens qui, comme le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, déclarent qu'il y a encore un mois qu'il préférait « se pendre plutôt que d'être considéré comme un traitre ». Il est vrai que les choses vont si vite aujourd'hui en Pologne que plus d'un pourrait se faire piéger au petit jeu des déclarations intempestives : M. Rakowski lui-même ne déclarait-il pas le 12 décembre dernier, dans une interview à *Die Welt*, que le rétablissement de Solidarité était inimaginable ? Deux mois plus tard, il montait en première ligne devant le comité central du POUF pour convaincre ses collègues frileux de la nécessité de légaliser Solidarité.

L'intérêt des Soviétiques

Verra-t-on bientôt, pour rendre compte des discussions de la table ronde, M. Janusz Onyszkiewicz, le porte-parole de Solidarité, « exécuté » par l'Occident ? Succéder à M. Urban au micro de la salle de conférences de la très officielle organisation Interpress ? Cela s'étonnerait pas plus grand monde à Varsovie, pas plus que l'interview accordée par Lech Wałęsa au magazine soviétique *Novoye Vremia*, ou la visite faite en décembre par l'un des responsables de l'Institut soviétique d'études « sociologiques », les académiciens de l'URSS, à la capitale polonaise, où elle a eu un entretien de deux heures avec la section de Solidarité. « Les Soviétiques respectent notre décision souveraine de négocier avec Solidarité, nous a

déclaré un membre du bureau politique du POUF, M. Józef Ceyrek, et il s'y intéresse énormément ».

La page de la loi martiale ouverte par le coup de force du 13 décembre 1981 est tournée, affirment les dirigeants de Solidarité, qui se retrouvent aujourd'hui face à leurs anciens collègues autour de la table ronde. « Nous avons tous mûri pour mettre fin à ces conflits », assure M. Stanisław Ciolek, membre du bureau politique et l'un des principaux négociateurs du POUF. « Chirurgicalment », le 13 décembre était nécessaire.

En fait, l'opération « chirurgicale » du 13 décembre relève plutôt de la lobotomie sur une société qui, comme le héros de *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, avait été jugée trop agitée par ses médecins. Sept ans après l'intervention, la société polonaise est largement dépolitisée, obnubilée par ses problèmes quotidiens. Cet élément n'est sans doute pas étranger, d'ailleurs, à la volonté du pouvoir d'attirer l'opposition dans des élections législatives anticipées : personne ne s'attend à y voir Solidarité provoquer un raz de marée électoral, à fortiori si la proportion — minoritaire — de sièges susceptibles d'être remportés par l'opposition est fixée à l'avance, comme il en est l'usage en Pologne.

Une visite à la section de l'OPZZ (syndicat officiel créé après la dissolution de Solidarité) dans une grande entreprise de Varsovie, celle des tracteurs Ursus, est à cet égard très instructive. On y trouve des très jeunes gens, anciens membres de Solidarité, qui tiennent un langage beaucoup plus enflammé que leur direction nationale et le président de l'OPZZ, M. Alfred Miodowicz, membre du bureau politique du POUF, parti en guerre contre le pluralisme syndical. Avant 1980, 90 % des 14000 employés d'Ursus étaient syndiqués; contre 30 % aujourd'hui. En 1981, 80 % avaient adhéré au syndicat libre.

Il n'y a plus ici de véritables conflits, et les délégués de l'OPZZ parlent sans difficultés de leurs contacts avec leurs collègues de

Solidarité. « Ils ont plus la pêche, on voudrait bien les avoir dans notre syndicat », dit un délégué de l'OPZZ qui avoue ignorer encore s'il changera de syndicat si Solidarité est légalisée. Ce qu'ils craignent, ce sont de nouveaux conflits qui mettraient en péril l'entreprise, déjà dans une situation difficile. « Il y a des jeunes, ils ne sont pas comme nous, ils n'ont pas d'appartenance, ils ne sont pas attachés à l'entreprise, et ils foutent le bordel », dit l'un des syndicalistes, Ryszard Zdanowski. Vous savez bien de quoi on a besoin en Pologne : de meilleurs salaires, des appartements et des magasins plus ou moins pleins. La table ronde ? Ils sont pour. « Mais si Solidarité n'est pas légalisée, quel va être le modèle syndical, et on commence déjà à discuter. Si on savait, ce serait mieux ».

L'incertitude sur les termes de la négociation inquiète aussi les jeunes du NZS, l'association indépendante des étudiants, dissoute sous la loi martiale et qui s'est reconstituée au grand jour l'an dernier. Le 27 janvier le NZS de l'université de Varsovie a élu sa direction et un nouveau président, Tomasz Ziemiński, « un faucon », mais responsable. « L'explique Alexandre, étudiant en histoire. Les résultats ont donné 60 % aux « faucons », 40 % aux « colombes ». Marciniak, vingt ans, se classe parmi les « faucons » tout court et voit « l'avenir en noir, un gros bazar ». Solidarité devra bien payer quelque chose pour sa légalisation », dit-il, et cela pourrait susciter la création d'un front commun contre Wałęsa. Les élections ? Si on décide à l'avance que l'opposition ne peut pas avoir plus de 40 % des sièges, ce n'est pas la peine. Quant à la mobilisation des étudiants, « vous savez, on n'est pas en 1980, on peut-être 15 % des étudiants sont politiquement actifs. Et 50 % quitteraient la Pologne pour l'Occident s'ils le pouvaient ». Mais si moins de gens s'intéressent à la politique qu'il y a cinq ans, disent-ils, les courants extrêmes sont plus forts. La lobotomie n'a peut-être que partiellement réussi.

SYLVIE KAUFFMANN.

COHABITATION: un témoin nommé BALLADUR



Edouard Balladur Passion et longueur de temps

Dialogues avec
JEAN-PIERRE ELKABBACH

Examen de conscience
sur la cohabitation

Fayard

372 p.
98 F.

Sans doute le premier ouvrage rigoureux et modeste sur cet étrange épisode de notre vie politique : la cohabitation. A l'usage du grand public et des historiens...

Elkabbach pose toutes les questions. Balladur répond avec précision et simplicité... Un livre-dialogue assez exceptionnel...

Décidément, Edouard Balladur n'est pas tout à fait un homme politique comme les autres.

Georges Suffert, *Le Figaro*.

FAYARD

THÉRIE MALINAK.

CORRESPONDANCE

RFA

L'extrême droite au Bundestag

A propos de notre éditorial dans lequel nous écrivions que l'extrême droite allait être représentée pour la première fois au Bundestag (le Monde du 31 janvier), M. Emile Rikht nous écrit :

Dès 1949, des représentants nazis entrèrent au Bundestag sous les étiquettes successives de Deutsche Reichspartei (Parti du Reich allemand), puis Sozialistische Reichspartei (Parti socialiste du Reich). Ils furent finalement expulsés du Bundestag vers 1951, en même temps d'ailleurs que le chancelier Adenauer demandait l'interdiction du Parti communiste (...).

Dès lors, affirmer que c'est la première fois que l'extrême droite entrera au Bundestag n'est pas conforme à l'histoire.

[La barre des 5 % n'étant instaurée en RFA qu'à partir des élections de 1953, certains groupements fascistes représentés au premier Bundestag de 1949. A l'extrême droite de l'échiquier, le Deutsche Reichspartei (DRP), avec 1,8 % des voix, obtint ainsi cinq députés. Ce parti regroupait des conservateurs et d'anciens nazis qui furent schématisés en octobre de la même année pour fonder un parti plus radical, Sozialistische Reichspartei (SRP). Inséré en 1952, il n'est jamais le lauréat de l'élection. Des dirigeants du SRP et du DRP fondèrent cette même année le Deutsche Reichspartei, mais aussi le Deutsche Reichspartei, qui ne dépassa jamais les 1 %. Le Parti communiste d'Allemagne, qui avait obtenu 15 sièges et 5,7 % des voix en 1949, perdit sa représentation au Bundestag en 1953 avec 2,2 % des voix, a été interdit en 1956.]

• URSS : M. Sakharov à Rome. — L'académicien soviétique Andreï Sakharov est arrivé dimanche 5 février à Rome accompagné de sa femme Elena Bonner. Il doit recevoir mercredi à l'université de Bologne le titre de docteur honoris causa. (AFP.)

ESPAGNE : espoir au Pays basque

Une nouvelle rencontre entre les représentants de Madrid et ceux de l'ETA est prévue à la mi-février à Alger

BILBAO
de notre envoyé spécial

De l'avoir tant répété en vain, on hésite à y croire, mais l'espoir semble cette fois timidement renaitre au Pays basque, avec la reprise des conversations d'Alger entre émissaires du gouvernement espagnol et de l'ETA militaire. Comme l'affirme un nationaliste à Bilbao, « ce n'est pas encore la dernière ligne droite, mais ce pourrait être le début du dernier zig-zag ».

Il semble en tout cas avoir eu deux rencontres ont déjà eu lieu : la première le 14 janvier, lorsque l'ETA a remis un plan de travail à ses interlocuteurs, et la deuxième à la fin de janvier, vraisemblablement le 28. Fait encourageant, une troisième rencontre est prévue pour la mi-février. Du côté de l'ETA, les conversations sont menées par un des dirigeants historiques, Eugenio Elorza, et, du côté du gouvernement, par deux anciens membres du « commando Madrid », Ignacio Aracama Mendia, alias Macario, et Maria Belen Gonzalez. La délégation du gouvernement comprend notamment M. Rafael Vera, secrétaire d'Etat à la sécurité et numéro deux du ministère de l'Intérieur, ainsi que M. Juan Manuel Eguiluz, l'un des principaux dirigeants jusqu'à y a peu, des socialistes basques.

Depuis 1976, les négociations et les conversations avec l'ETA ont été aussi nombreuses qu'infructueuses. Entamées avec Txomin en 1986 et poursuivies avec Antxon en 1988, elles s'étaient interrompues il y a près d'un an, en février 1988.

Depuis, un fait nouveau est venu bouleverser la situation : la trêve inconditionnelle décrétée par l'ETA le 8 janvier dernier, pour quinze jours d'abord, pour deux mois ensuite. Le gouvernement allait saisir la balle au bond. Moins d'une semaine après la proclamation de la trêve, M. Vera débarquait à Alger.

Du coup, tous les obstacles d'ordre formel qui semblaient le veiller encore infranchissables, disparaissent en un tour de main.

L'ETA exigeait des « négociations politiques », tandis que le gouvernement refusait toute autre chose que des « conversations ». On parlait donc de « conversations politiques » ou de « conversations politiques ». La question de la composition de la délégation envoyée par Madrid, autre motif traditionnel de bêtise, était elle aussi résolue : on envoyait à la fois un membre du ministère de l'Intérieur, comme M. Vera, selon le vœu du gouvernement, et un « politique », comme M. Eguiluz, ainsi que le demandait l'organisation séparatiste.

Un débloqué

Comment expliquer un tel débloqué ? De part et d'autre, on affirme bien sûr avoir maintenu ses positions et on attribue à l'autre l'essentiel des concessions. Mais il est indéniable que la plus substantielle d'entre elles est venue de l'ETA, qui a renoncé à sa thèse traditionnelle selon laquelle seule la « pression armée » allait amener la reddition de l'adversaire. Les injonctions du gouvernement algérien — qui avait menacé d'expulser les membres de l'ETA réfugiés sur son territoire s'ils ne renouaient pas les contacts avec Madrid — la lassitude évidente de la population basque face à la violence, les coups portés contre l'organisation séparatiste des deux côtés des Pyrénées, tout cela a joué son rôle même si, comme on l'affirme dans les milieux qui lui sont proches, « l'ETA a démontré sa capacité de recyclage face à l'offensive politique ».

Depuis quelque temps, les dirigeants les plus lucides de Herri Batasuna, la coalition politique proche de l'ETA, affirmaient en privé que « le modèle latino-américain de guerre populaire prolongée n'a pas de sens au Pays basque » et qu'« il s'agit de négocier tant que l'on peut obtenir davantage du gouvernement ». Aujourd'hui, ils font valoir que leurs thèses se sont finalement imposées.

Reste que la reprise des conversations n'engage pas encore, loin de là, de leur succès. De part et d'autre, on

diffère même officiellement quant à leur objet, « comme dans une partie de football où chacun voudrait jouer avec son propre ballon ». Pour l'expression d'un observateur, pour le gouvernement, il s'agit de converser exclusivement à l'ETA des conditions de la libération et de la réinsertion dans la société des membres de l'ETA aujourd'hui en prison ou en exil.

Du côté de l'ETA, en revanche, on se montre bien décidé à traiter, à Alger, une solution qui permette à la fois au gouvernement d'affirmer qu'il n'a fait aucune concession politique... et à l'ETA de prétendre qu'elle en a obtenu.

Des compromis à l'étude

« Tout est affaire de volonté politique et d'imagination », soulignent les plus optimistes des deux camps. Des solutions de compromis sont même déjà envisagées. L'une d'entre elles, à deux volets, est concrètement à l'étude : les conclusions des conversations d'Alger ne porteraient, comme le prétend le gouvernement, que sur la « réinsertion sociale » des prisonniers. Mais il serait fait allusion à l'ouverture de négociations entre toutes les forces politiques basques afin d'examiner de concert le futur de la région et, dans ce cadre, le possible exercice à moyen terme (entre dix et vingt ans) du droit à l'autodétermination. Le gouvernement maintiendrait ainsi sa position de principe tout en prenant en considération la revendication principale des indépendantistes. A condition, toutefois, que l'ETA cède progressivement dans cette deuxième phase la place à Herri Batasuna : une hypothèse qui ne déplaît pas d'ailleurs à certains dirigeants de cette coalition.

THÉRIE MALINAK.

هكذا من الأصل

Politique

La préparation

Une fois de plus, la France a les yeux fixés sur Marseille. Avec une élection municipale qui opposera le maire sortant, socialiste en rupture de parti, M. Robert Vigouroux, l'homme fort de la fédération PS, M. Michel Pezet, et le porte-parole de la droite, M. Jean-Claude Gaudin, Marseille reste fidèle à la tradition de son particularisme politique.

M. Gaudin prendra-t-il sa revanche de 1983 ? Battu alors de peu, dans des conditions contestables, réussira-t-il, cette fois, à arracher la mairie à la gauche désunie ? Outre la perte de la deuxième — ou troisième, le débat est sans fin — ville de France, l'entrée de la droite à la mairie du Vieux Port symboliserait un double déclin socialiste : déclin du PS dans les grandes métropoles (au profit des barreaux), déclin de la gauche, empêtrée dans ses divi-

Les yeux fixés sur Marseille

sions fratricides, dans l'ensemble de l'ancien « Midi rouge », même si les dernières élections ont vu la gauche reprendre de la vigueur.

Depuis les élections municipales de 1983 le paysage politique marseillais n'a cessé de se recomposer. Alors que, depuis les soubresauts de la Libération, il avait obéi à une grande permanence, il est entré dans une période de turbulences électorales traduisant une « crise de représentation politique » liée aux mutations socio-économiques. En six ans, que d'évolutions et que de renversements de situation ! Jamais encore le corps électoral marseil-

lais n'avait été traversé, dans une aussi courte période, de tant de courants contraires : de la montée de la droite à l'émergence puis au déclin de l'extrême droite, de la perte puis de la reconquête de la majorité par la gauche à la confirmation du recul de l'influence communiste. Dans peu de villes, aussi, querelles personnelles et luttes de clans n'ont été aussi persistantes.

Marseille n'en finit pas de se lamenter de la mauvaise image que lui donnent ces disputes permanentes. Avec une sorte de masochisme, elle se com-

plaît même à exagérer ses défauts, à noircir un tableau qui s'est pourtant nuancé ces dernières années. Mais la fragilité économique de la ville reste réelle, alimentée par une incompréhension persistante entre politiques et agents économiques. Une fragilité rendue d'autant plus spectaculaire par le dynamisme de Montpellier, à l'intérieur des frontières, ou de Barcelone, plus au Sud.

A Marseille même, le contraste est frappant entre le climat politique — détestable — le climat économique — maussade — et l'intensité de la vie culturelle. Si Marseille a réussi quelque chose, c'est bien son réveil culturel. Ce dynamisme-là montrera-t-il la voie aux autres secteurs ou restera-t-il un îlot de réussite dans le marasme ambiant ?

J.-L. A.

La Canebière dans tous ses états

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Sur la Canebière, les amuse-gueule de la politique sont déjà avancés. Marseille prépare ses élections municipales comme une partie de Tac-O-Tac, que la France traite avec dérisoire. Vigouroux-Pezet, faites vos jeux. Rien ne va plus ! Tapie, Tapie Vert ! Une chance au gratage pour Gaudin !

Marseille s'amuse, possédée par son tropisme, son Midi et son goût inné pour l'exotisme. Comme si la politique n'était toujours pour elle qu'un jeu. Comme si personne ne lui avait jamais expliqué qu'à trop jouer, elle risquait bien un jour de tout perdre, que la trop se bafre de ses amuse-gueules politiques, les plats de l'histoire risquaient pour longtemps de s'éloigner d'elle.

« Marseille forte », « Voir plus loin et plus grand », bien sûr ce ne sont pas les slogans ronflants et concurrents qui manqueraient. Mais ne seront-ils pas réduits dans cinq semaines, une fois les maïs de Cocagne démontés, à l'état de vœux pieux ?

Les hommes politiques de la deuxième ville de France peuvent-ils être de leurs mauvaises habitudes ? Parler de leur ville plutôt que d'autres ? Les Marseillais sont-ils prêts à entendre d'autres discours que ceux qui se développent en dessous de la ceinture ? En un mot, Marseille peut-elle devenir enfin majeure ? Tel est l'enjeu essentiel qui liera son destin.

Car Marseille est en mauvaise santé. Ses voyants rouges ne sont que trop voyants. Une ville qui perd ses habitants, 10 000 à 15 000 par an. Une ville abandonnée par ses entreprises qui ont fini par préférer le confort de sa banlieue. Une ville alourdie par un tertiaire envahissant (75 % de son activité), atrophiée par un urbanisme débridé et une circulation sans plan. Une ville coupée de son cœur, le port qui a été pompé par Fos et ne subsiste plus qu'avec dans le ventre, la sonde du pétrole. Une ville endettée (7,5 milliards de francs, l'équivalent d'un budget annuel), contrainte aujourd'hui d'emprunter pour rembourser. Une ville frappée aussi par le chômage avec, plus grave, sur le marché, des jeunes sans qualification. Sur 100 jeunes chômeurs se présentent aux bureaux d'emplois : 1 diplômé d'études supérieures, 1 bachelier, 98 sans le moindre certificat d'aptitude.

La faute à quoi ? La faute à qui ? La faute certainement à l'histoire, à la géographie puisque la première est souvent inscrite dans la seconde. L'histoire de cette décolonisation des années 50-60 qui fut perdue à Marseille son statut si privilégié de ville de transit. Le port s'écroula. La cité ne s'en est jamais remise. Exposée à 180 degrés vers la mer, coincée au nord par cet axe de montagnes qui la coupe de la Provence, Marseille s'est toujours moquée de ce qui s'est passé dans son dos. Par delà ses montagnes, l'économie a prospéré. Les zones industrielles se sont créées. Les nouvelles industries ont débarqué. L'étang de Berre s'est étendu. Marseille, elle, s'est isolée.

La faute aussi aux politiques et aux responsables économiques qui n'ont jamais réussi, à la différence de Lyon, à marcher main dans la main pour servir les intérêts de cette ville, mais qui auront réussi tout de même à se tromper en même temps.

Aujourd'hui encore, ces deux mondes vivent dans leurs donjons, s'ignorent, ce qui est bien le drame de Marseille. Les premiers se plaignent de n'avoir pas en face d'eux des interlocuteurs économiques dignes de ce nom. A les entendre, la chambre de commerce ne gère plus que ses archives. Les nouveaux industriels arrivant ont une « mentalité de coopérants ». Ne voulant pas s'impliquer dans la vie de la cité, les hommes d'affaires reprochent, eux, aux politiques, de faire trop de poli-

tique, de ne penser qu'à leur réélection et « de n'avoir plus le temps de faire leur boulot ». Les uns et les autres oublient que, pour le moins, les torts sont partagés.

Les hommes politiques marseillais ont en effet trop fonctionné sur le clanisme et le clientélisme, en s'appuyant sur ce tripotage solide : médecin, avocat, banquier.

Les hommes d'affaires marseillais, marqués par le poids de ces grandes familles bourgeoises, se sont, eux, trop souvent contentés de gérer leurs rentes en vivant dans leur petit cercle, fermé mais prospère. Les huiliers, savonniers, armateurs, sucriers, toutes ces grandes puissances traditionnelles de l'économie locale n'ont pas senti venir le vent tournant de la décolonisation, et préparé de nouveaux terrains d'expansion. Ils ont vécu comme au dix-neuvième siècle en oubliant le vingt-et-unième.

Le véritable enjeu

L'exemple des relations de ces milieux d'affaires avec Gaston Defferre durant près de trente ans, qui continue fatalement de peser aujourd'hui, est tout à fait significatif de ce partage ambigu des responsabilités. Pendant longtemps, une sorte d'alliance objective, de gentleman's agreement bien réfléchi, régna. Arrivé en 1954 à la mairie avec des caractéristiques du MRP et les gaullistes, Gaston Defferre fera figure durant des décennies, pour ce milieu économique marseillais, de



rempart contre le communisme, contre ce parti communiste de Marseille des docks et du port qui navigue à l'époque entre 28 % et 30 %.

En échange, Gaston Defferre pourra toujours compter sur leur tranquillité et leur soutien. Une paix armée qui durera jusqu'en 1977, quand, pour être conforme à la politique décrétée à Paris, la mairie de Marseille se mettra à l'heure de l'union de la gauche. On peut se demander avec le recul, si ce pacte de non-agression n'a pas endormi Marseille.

Il y a, en effet, quelque chose de subjugant à voir, Gaston Defferre ministre de Guy Mollet, se comporter en homme d'Etat en défendant sa loi de décolonisation de 1956, et ne pas se rendre compte qu'il est dans le même temps en train de

scier la branche sur laquelle il est assis en ne voyant pas les implications fatales pour sa ville.

Les industriels marseillais ne bougeront pas. Le boum sur l'immobilier consécutif au rapatriement, dans les années 60, des Français d'Algérie, endormira tout le monde.

Les bourgeois marseillais en ont profité, mais ce ne sera pour eux que le début de la fin. Dix ans plus tard, ce milieu d'affaires ne réagira pas non plus, lorsque Gaston Defferre refusera à Marseille la création d'une communauté urbaine. Tra-

ture rouge des communistes des communes environnantes.

Cette communauté urbaine ne s'est jamais réalisée. Les entreprises ont répandu leur masse sur Vitrolles, Berre ou encore Les Pennes-Mirabeau. Marseille est passée à côté. Alors, comment aujourd'hui alléger le poids de l'histoire et des habitudes ? Comment amener les Marseillais à regarder en face leurs problèmes ?

Les milieux industriels attendent, à l'occasion des élections municipales, « l'impulsion politique capable de provoquer l'étincelle ». Beaucoup de Marseillais sentent aussi, confusément, que leur ville ne peut plus en rester là. Que Marseille se mue de sa mauvaise image de marque. Qu'à l'aube du vingt et unième siècle, Marseille ne peut rester la ville du Pastis et du foot.

Concurrence du voisinage

Les Marseillais, commencent à souffrir de la concurrence de villes comme Montpellier, Nice, Lyon, Grenoble. Ils risquent de souffrir encore plus demain de la concurrence de Barcelone ou de Gènes, qui revendiquent à leur tour la première place portuaire sur le pourtour méditerranéen. Marseille va-t-elle devenir Naples, ville en perdition dans le cul-de-sac de l'Europe, ou parviendra-t-elle au contraire, à se préparer à sa façon, à l'Europe de 1992 en s'imposant comme la « Porte du Sud ».

Tel est bien le véritable enjeu qui commence à Marseille à en faire

réfléchir plus d'un. Les idées ne manquent pas. Ouvrir Marseille sur l'avenir en y développant les technologies. Rendre Marseille désirable, en ayant enfin ce que le Parti communiste a toujours refusé aux socialistes, une véritable politique du tourisme. Redéfinir la vocation du port, faire aussi de cette ville un lieu d'expérimentation de nouvelles solidarités. Comprendre que l'immigration peut être aussi une chance. Marseille est une ville plus souple qu'il n'y paraît. Ce problème de l'immigration maghrébine y est déjà moins sensible qu'à Paris. Sortir enfin Marseille de son isolement en songeant à un redécoupage, en privilégiant l'axe Lyon-Marseille. On attend aussi que Paris défende Marseille dans l'Europe, moins tard qu'il ne l'a fait pour Strasbourg. Qu'il débloque le projet de liaison fluviale Rhin-Rhône. Bref, que Paris comprenne aussi que « la France a besoin de Marseille ».

Les candidats à ces élections municipales seront-ils enfin à la hauteur de ses attentes ? Sauront-ils sensibiliser la population à tous ses défis ? Ce sera la première campagne municipale sans Gaston. C'est plus important qu'il n'y paraît. Enfin, un véritable débat pourrait s'instaurer pour cette campagne.

En 1983, Jean-Claude Gaudin, il en convient lui-même, « n'était pas prêt ». Ce n'est qu'après la disparition de Gaston Defferre en 1986, que la chambre de commerce s'aventura à éditer enfin un contre-projet économique pour la ville, digne de ce nom.

Les candidats d'aujourd'hui sauront-ils faire autre chose que flatter ce nationalisme marseillais sans lequel ils se sont toujours dit qu'ils ne pourraient pas être élus ?

Jean-Claude Gaudin depuis quinze jours, répand son « Projet pour Marseille ». Ses listes seront ouvertes à des socio-professionnels. Il veut que cette campagne « soit l'occasion d'un travail d'explication », afin de provoquer la rupture avec la gestion socialiste, et donner à la ville « un souffle nouveau ».

Michel Pezet ne croit pas à cette « ouverture-gadget » aux socio-professionnels, mais revendique « un véritable choix de société » pour Marseille. Lui aussi pense qu'il s'agit aujourd'hui « de tirer Marseille par le haut ». « Les Marseillais », explique-t-il, « ont besoin de solutions concrètes. Les hommes politiques ne redeviendront pas crédules avec des affiches disant qu'on est le plus beau et le plus fort. Moi, je ne peux gagner cette élection que s'il y a une prise de conscience complète de la réalité ».

Dans quelques jours, le candidat PS éditera à son tour son projet, fortement inspiré des contributions socialistes.

Au moment où bon nombre de patrons marseillais rêvent, eux, au contraire, d'une entente Vigouroux-Gaudin, alliance de centre droit et du centre gauche comme au bon temps de Gaston, « seule possibilité intelligente disent-ils, pour la ville », Jean-Claude Gaudin et Michel Pezet se trouvent encore solidaires « tous ceux qui s'intéressent à la vie économique de Marseille ».

« Cet homme, c'est du gâchis », résume le premier. Un dissident, ironise le second. Il est fait pour faire de l'économie comme moi pour faire de la chirurgie dentaire. Campé sur ses trois années de gestion, Robert Vigouroux cultive son image de père tranquille en s'exposant le moins possible, et investit le créneau de l'apolitisme. Il se propose de rassembler « tous ceux qui s'intéressent à la vie économique de Marseille ».

A ce petit jeu, ce combat municipal risque de tourner à la bataille de Don Quichotte et de Sancho Pança contre le moulin à vent de l'histoire de ville où se réfugie Robert Vigouroux. Et Marseille risque d'être en définitive la grande perdante !

DANIEL CARTON.

Loin du désert culturel

Marseille
de notre correspondant

Le terrain culturel est probablement celui qui, pendant la campagne électorale, offrira le moins de prise à l'opposition pour critiquer la gestion municipale des socialistes marseillais. Il est vrai qu'on est parti de presque rien, voici vingt ans, mais il est bien fini le temps où l'on se lamentait en disant « qu'il ne se passait rien à Marseille ».

Où l'unique théâtre quotidien, porté par la foi d'un Michel Fontayne, mourait lentement d'anémie — face à une poignée d'inconditionnels déçus — dans la quasi-indifférence générale ; où la culture théâtrale des Marseillais dépendait des hasards de tournées qui faisaient escale dans l'unique salle du vieux Gymnase, inchangé depuis le Directoire ; où les mélomanes se déplaçaient sans se lasser pour écouter Beethoven ou Tchaïkovski, mais où la salle des concerts classiques voyait les abonnés fuir dès que Ravel ou Debussy — ces modernes — étaient au programme.

La génération qui atteint le demi-siècle aujourd'hui a connu dans les années 60 ces soirées désespérément vides où pas un seul spectateur digne de ce nom n'était à l'affiche — et qui étaient à Marseille sa réputation de grande ville « la plus culturelle de France ». Aujourd'hui il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas mesurer le chemin accompli.

Même le « Projet pour un million de Marseillais », que M. Jean-Claude Gaudin a généreusement fait distribuer pour établir un bilan-catastrophe condamnant trente années de défiance, n'est pas parvenu à dresser, pour la culture, l'équipement des tableaux apocalyptiques qu'il peint dans les domaines de l'équivalent, de l'économie, des finances, de la sécurité, ou de la circulation, où reviennent comme un leitmotiv les mots « dénutré », « épouvantable », « délabré », « catastrophique »...

Certes, un bilan n'est jamais pleinement satisfaisant dans pareil

domaine : Marseille souffre du manque flagrant d'un auditorium, véritable serpent de mer de tous les projets d'urbanisme depuis vingt ans et qui disparaît régulièrement au moment de la réalisation, obligeant le site de l'opéra et ses mille sept cent cinquante places à une double fonction et, une double programmation. La ville manque aussi d'une salle de grande capacité pouvant accueillir des spectacles de variétés obligeant jusqu'ici le public des jeunes (qui voit enfin un Zénith se profiler à l'horizon) à se réfugier de chapiteaux en halls de foires dans des conditions de confort, de sécurité et d'acoustique plus que précaires.

Il est vrai aussi que cette ville où les balletomanes sont nombreux et en dépit de la présence depuis 1972 du Ballet de Marseille Roland Petit (devenu national en 1981), voit le dossier de l'Ecole nationale de danse, dont les financements Etat-région-ville sont prêts, devenir l'enjeu des rivalités actuelles entre « frères ennemis » socialistes. Au point d'avoir été bloqué au niveau des crédits de fonctionnement lors d'un récent conseil municipal où les élus PS hostiles à M. Vigouroux l'ont mis en minorité sur un projet que l'on sait cher à Edmonde Charles-Roux...

Danse et politique

Cette péripétie, pourtant, n'entache pas un bilan globalement positif, un soutien aux compagnies travaillant au sein de Marseille-Objectif Danse étant assuré.

L'action culturelle est même bien souvent au cœur des opérations de réhabilitation et de reconquête du cadre de vie des Marseillais. Marseille, qui consacre 7,5 % de son budget à la culture, compte aujourd'hui — qui l'eût cru ? — une vingtaine de théâtres en activité permanente. L'arrivée de Marcel Maréchal et l'ouverture — en 1987 — du Théâtre national de la Crée (un des plus modernes d'Europe) a eu, en dépit des Cassandras, un « effet d'entraînement ». Il est des semaines où les créations théâtrales dépassent le nombre de

films nouveaux sur les écrans de la ville. De multiples salles — y compris dans le trop fameux quartier nord, impossible à citer tous — assurent le relais des théâtres institutionnels et la dispersion géographique des lieux culturels traverse la ville.

L'été de la cité phocéenne

Marseille ne connaît plus depuis des années le « désert culturel estival ». La politique initiée dans les années 70 par les festivals de quartiers regroupés sous l'appellation Marseille en fête a été amplifiée ces dernières années, sous l'impulsion de Dominique Wollon, dans le cadre de l'été marseillais, ensemble de manifestations qui font alterner spectacles invités et créations « maison ».

Si l'Opéra, l'un des deux piliers de ferveur populaire (l'autre étant l'OM), reste le cœur de la vie musicale avec ses cent dix représentations par an, dont cinq créations (1), auxquelles l'adjoint responsable, M. Marcel Paoli, a voulu conserver l'accessibilité au plus grand nombre, (les places les plus chères sont à 130 francs), le relais est bien assuré. Le Nouvel Orchestre philharmonique dirigé par James Furst et l'Ensemble orchestral confié à Jean Libert s'y emploient ainsi qu'une dizaine d'associations régulièrement aidées : pour la recherche et la création musicale, le Groupe de musique expérimentale, le Groupe de recherche et d'improvisation, ou pour la programmation de concerts, les Amis de Saint-Victor, Marseille-Concerts ou la société de musique de chambre. Le conservatoire national de région, avec à sa tête Pierre Barbizet, trouve dans le Centre provençal musique animation/sud musique une association complémentaire qui, en quinze lieux disséminés dans la ville, enseigne la musique à 10 000 enfants et adultes ; la création d'une cité de la musique dans le quartier de la porte d'Aix vient d'être décidée. Elle ouvrira dans trois ans.

Le passage de Germain Viatte (qui vient de rejoindre le Louvre)

comme directeur des musées a permis de mettre en valeur le patrimoine artistique marseillais sans pour autant négliger les opérations de prestige telles l'exposition « La planète effilée », qui rassemble à la Vieille Charité, — où sont désormais regroupées les collections permanentes d'archéologie — un ensemble exceptionnel d'œuvres surréalistes et d'arts plus de cinquante mille visiteurs. Quant au musée d'histoire, créé tout spécialement en bordure des vestiges grecs de la Bourse, il est devenu un des hauts lieux de la mémoire de Marseille. La prochaine étape sera la création d'un musée d'art moderne, qui s'impose compte tenu de l'exiguïté du musée Cantini.

Le présent, dans le domaine des arts plastiques et graphiques, est la création d'un musée des arts décoratifs au château Borély, qui accueille la collection Chanel l'installation d'un institut international de la mode sous l'impulsion de Marlyne Vigouroux, l'épouse du maire ; et le projet de création d'une maison de l'image à la Vieille Charité. La création, dans le quartier Belsunce en pleine rénovation, d'une grande bibliothèque de proximité, complémentaire de la bibliothèque Saint-Charles, véritable « vitrine grand public », viendra compléter l'action des bibliothèques de secteur (Merlan au nord, Bonneveine au sud), bientôt renforcées par deux nouvelles créations.

Marseille est « revenue de loin », c'est certain, en matière de culture. Mais les résultats d'une politique qui ne résulte pas de décisions administratives, mais d'un dialogue entre les « politiques » et les « artistes » par l'intermédiaire d'un office de la culture, se font sentir plus nettement encore depuis quelques années. C'est que, dans ce domaine, il faut sept à dix ans pour qu'une politique de fond produise au grand jour ses résultats.

JEAN CONTRUCCI.

(1) On peut lui reprocher peut-être un manque d'audace du côté des créations contemporaines.

Politique

Les suites financières de la libération des otages

M. Charles Pasqua nie avoir laissé une « ardoise » à M. Pierre Joxe

M. Charles Pasqua, qui était dimanche 5 février l'invité du « Grand-Jury RTL-le Monde », a nié avoir laissé à son successeur au ministère de l'intérieur, M. Pierre Joxe, une note impayée de plus de 1 million de francs relative aux frais de transport aérien occasionnés par les déplacements de ses émissaires entre la France et le Liban lors des négociations menées fin 1987 et début 1988 pour la libération des otages français. Répondant aux informations publiées à ce sujet par le *Canard enchaîné* daté du 1^{er} février,

Une facture de 1 435 591 F

Quoi qu'en dise aujourd'hui M. Charles Pasqua, les émissaires qui ont agi secrètement pour le compte du gouvernement de M. Jacques Chirac entre le mois d'octobre 1987 et le mois d'avril 1988 ont laissé une « ardoise » importante. Son montant s'élève en effet à 1 435 591 francs, selon la facture présentée au nouveau ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, par M. Albert Pukacz, le propriétaire de la Trans Oceanic Aviation, une petite compagnie aérienne du Bourget qui a notamment assuré le rapatriement de Roger Auque et Jean-Louis Normandin, le 28 novembre 1987, puis a prêté son hangar pour « faciliter » dans la nuit du 29 novembre, le retour en Iran de Walid Gerdji, nos propres sources confirment, sur ce point, les révélations du *Canard enchaîné*.

M. Joxe a été officiellement saisi d'une demande de paiement, par une lettre de M. Pukacz en date du 25 novembre dernier. Le patron de la Trans Oceanic Aviation y racontait notamment comment il avait été approché, à la fin octobre 1987, d'abord par le pilote privé du brasseur d'affaires saoudien Adnan Khashoggi, puis par un certain « M. Joseph », présenté comme « l'homme de confiance » de M. Manucher Ghorbanifar, l'intermédiaire iranien cité dans l'affaire de l'Iran-gate. Ces demandes d'affrètement avaient été « authentifiées » par le négociateur spécial de

M. Pasqua, M. Jean-Charles Marchiani, alias Alexandre Sieff.

L'avion de la Trans Oceanic Aviation — un Hawker Siddeley HS 125 — a ainsi effectué, entre le 18 novembre 1987 et le 18 avril 1988, dans le cadre des transactions menées avec les preneurs d'otages, une série de vols entre le Bourget et le Liban, tantôt via Genève, Kerkira, Larnaca, tantôt via Brindisi, parfois via Nice, Francfort, Cologne, Londres, avec des « escales » à destination de Biarritz, Marrakech, Ouazzate, Tanger et Ajaccio. Comme si M. Marchiani et ses « contacts » libanais en France, MM. Iskandar et Akram Safa, deux riches frères, avaient agréé leur mission de détention.

Dans la même lettre, M. Pukacz expliquait à M. Joxe que M. Marchiani lui avait initialement demandé d'adresser ses factures à une société des frères Safa, la Triacorp, sise avenue Franklin-Roosevelt, à Paris. Les règlements avaient été effectués sans difficulté jusqu'à ce que deux chèques reçus à titre d'acompte soient revenus non provisionnés à la Trans Oceanic Aviation, dont un de 50 000 dollars des États-Unis demeure impayé à ce jour.

Selon le patron de la compagnie, ses relations avec les émissaires de M. Pasqua se sont dégradées au moment du rapatriement de Roger Auque et

l'ancien ministre de l'intérieur a déclaré : « J'ai l'habitude de payer mes dettes et lorsque je suis parti de la place Beauvau, les choses étaient bien en ordre et nous ne devions rien à personne. C'est très possible. J'ai d'ailleurs dû faire savoir au ministère de l'intérieur et à ses principaux responsables qu'il n'y avait pas lieu de payer quoi que ce soit. Je ne sais pas s'ils étaient disposés à aller jusqu'à payer. C'est possible, après tout, mais j'espère bien que non. »

triement de Roger Auque et Jean-Louis Normandin. M. Pasqua ayant mis un terme à une tentative d'exploitation médiatique de cette libération, MM. Marchiani et Safa auraient essayé, selon M. Pukacz, de vendre à la Cinq, pour 2 millions de dollars, l'exclusivité du reportage télévisé du retour des otages français à la base de Solenzara, ce que démentent les intéressés.

Il n'en reste pas moins que le nouveau ministre de l'intérieur a accepté, après étude de ce dossier et vérifications des assertions du plaignant (délai de 10 jours), de verser à une compagnie suisse pour le rapatriement de Jean-Paul Kauffmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine) de régler l'essentiel de l'« ardoise » ainsi laissée par les émissaires de M. Pasqua, auxquels s'était joint, en novembre 1987, entre Le Bourget et Lacarna, un certain Hankas Boulos.

Les services financiers de M. Joxe ont admis que l'Etat français se trouvait débiteur à l'égard de la Trans Oceanic Aviation, d'une somme de 1 285 591 F. Le ministère de l'intérieur a simplement déduit de la facture présentée par M. Pukacz une somme de 150 000 F qui ne lui paraissait pas justifiée. C'est la première fois, semble-t-il, que M. Joxe règle ainsi une dette imputable à son prédécesseur.

A. R.

Le redécoupage régional

M. Charasse plaide pour un « bilan des compétences »

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Tout en se gardant bien de porter un quelconque jugement sur le manifeste que vient de diffuser le PS, et qui porte, notamment, sur l'organisation des collectivités territoriales dans la perspective de l'Europe de 1993, et souhaite la réduction du nombre des régions, M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, a rendu publiques, vendredi 3 février, quelques réflexions sur le sujet sensible de l'institution régionale.

En premier lieu, le ministre, qui s'exprimait dans sa mairie de Puy-Guillaume, a remarqué que « la fiscalité régionale en France s'est considérablement alourdie lors de ces dernières années » et constate que « le plus périlleux pour la fiscalité locale est d'avoir à ajouter une ligne trop forte de fiscalité régionale à celle qui existait déjà ». C'est peut-être trop sur une feuille d'impôts, explique en substance M. Charasse, et les lois de décentralisation (1982-1983) ont donné quelques peu. C'est pourquoi « le moment est venu de faire le bilan des compétences entre les différents étages des collectivités ».

« Sans engager le gouvernement, a encore souligné le ministre du budget, j'ai personnellement la conviction qu'avec Gaston Defferre nous avons fait une erreur en donnant, par exemple, les collèges aux départements et les lycées aux régions, alors que, dans ce domaine, une politique absolument coordonnée est indispensable. Ce qui n'est pas le cas actuellement. » C'est l'absence de dialogue, constate M. Charasse, conduit à un gaspillage d'argent, faute d'une évidente et nécessaire coordination. « Le ministre pense donc que « le moment est venu d'établir un bilan et d'opérer un reclassement des compétences entre les départements et les régions ». « Cela, conclut-il, est peut-être plus urgent que de se lancer dans un nouveau découpage électoral. »

J.-P. R.

Mitterrand 2 : la cote d'alerte

(Suite de la première page.)

Ce schéma idéal est pourtant menacé de n'être qu'un château de cartes si le chef de l'Etat tarde à clarifier son attitude à l'égard des « affaires » (financières celles-là), sa conception de la reconstitution du paysage politique ainsi que sa relation avec les Français. Dans ces trois domaines, en effet, la cote d'alerte est atteinte.

Les « affaires » Pechiney et Société générale ont ceci d'embarrassant pour le président qu'elles le prennent à contrepied. Lui qui déteste l'argent (sa possession, mais point, comme tout un chacun, son usage), le voilà sans doute privé, par la faute d'un ami proche, du ton emphatique et lyrique qu'il avait coutume d'employer pour en parler. A son tour, il devra comme l'a suggéré Jacques Delors à l'adresse des socialistes — adapter son discours à une période qui est celle de « l'apprentissage », par le pays, et par la gauche qui le gouverne, du « capitalisme financier ». Il lui faut surtout faire face à une situation rigoureusement inverse de celle qui prévalait il y a un an : à l'approche de sa propre campagne présidentielle, il dénonçait, à la faveur des privatisations à la mode Balladur, la confusion entre le pouvoir et l'argent. C'est aujourd'hui le RPR qui lui retourne le compliment à la faveur de la tentative de « dénoyautage » de la Société générale. Il y a un an, il a fait campagne, avec M. Raymond Barre, pour restaurer « l'impartialité de l'Etat ». Le voilà soupçonné de partialité à travers l'utilisation, pour ce même dénoyau-

tag, des fonds de la Caisse des dépôts.

Il n'y a certes pas péril en la demeure. Mais le président court le risque de perdre certains des siens en cours de route. Le PCF l'a fort bien compris, qui appuie de toutes ses forces là où ça fait mal, et Georges Marchais assure, goguenard, que le rapport de la COB ouvre des pistes : traduisez qu'il ouvre à son parti de belles perspectives. L'actrice Isabelle Huppert, qui était dimanche soir l'invitée de « 7 sur 7 », a justifié son vote Mitterrand du 8 mai 1988 par l'appartenance à une « communauté culturelle ». La polémique sur l'argent et le pouvoir risque précisément de briser celle-ci, et de démobiler l'électorat du PS. Il s'agit moins, d'ailleurs, d'un risque immédiat — comme le montre la victoire de Bernard Tapie à Marseille — que d'un danger d'ébranlement en profondeur et à moyen terme. La victoire elle-même, dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône, nous ramène en effet à l'argent. Bernard Tapie, dans un entretien au *Monde* du 5 juillet 1983, n'affirmait-il pas, il y a longtemps il est vrai : « Quand nous sommes sur une affaire, nous n'avons plus aucune éthique ! C'est une véritable chasse à mort... »

Pour retrouver les chemins de l'éthique, et plus prosaïquement pour éviter que la « communauté culturelle » de la gauche ne se disperse, le pouvoir a choisi la contre-attaque et le recours à l'idéologie, au risque, comme l'a souligné Jacques Delors, de « revenir aux vieilles querelles ».

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

« Le président est essoufflé et désenchanté » déclare l'ancien ministre de l'intérieur

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, du Sénat et ancien ministre de l'intérieur, invité le 5 février du « Grand-Jury RTL-le Monde », a tout d'abord affirmé que le gouvernement Chirac n'avait « pas demandé » au président de la République de gracier Anis Naccache ajoutant : « Nous n'avons jamais pris aucun engagement ni concernant M. Abdallah ni encore moins concernant M. Naccache. »

A propos de la Légion d'honneur de M. Traboulsi il explique : « Je crois que M. Traboulsi a rendu des services importants au gouvernement de 1981 à 1986. Je pense que, si M. Traboulsi l'avait pu, il aurait naturellement rendu d'autres services, mais les choses s'arrêtent là. Moi, je n'ai pas eu à proposer M. Traboulsi dans l'ordre de la Légion d'honneur. Il a été décoré. Cette proposition émane à l'origine de la présidence de la République et la décision a été prise par le ministre des affaires étrangères. J'ai été consulté pour savoir s'il y avait des motifs de s'opposer à cette décoration. J'ai répondu qu'il n'y en avait pas. »

A propos des « affaires », M. Pasqua estime que la Caisse des dépôts « avait participé à une entreprise de renationalisation déguisée, mais surtout qu'elle était largement sortie de son rôle ». Il assure que la commission sénatoriale de contrôle fera apparaître « la nécessité de procéder à une modification du rôle de la Caisse des dépôts par la loi ». L'ancien ministre ajoute : « Je ne ménage pas M. Mitterrand dans le combat politique et je n'ai pas l'intention de le ménager. Je pense notamment à son incapacité actuelle à impulser l'action gouvernementale, ce qui fait que nous avons l'impression que ce nouveau septennat commence comme une fin de règne. Pour que les institutions fonctionnent, pour que la République marche, pour que la France soit entraînée, il faut que l'impulsion vienne du sommet. Or, manifestement, M. Mitterrand considère qu'il a atteint son but suprême. Il a été réélu, et il est alors un peu essoufflé et désenchanté. »

Mais, dans le même temps, il faut essayer de rester objectif. Autant le combat politique doit être conduit avec fermeté et avec force, autant on doit se rappeler que l'on a affaire au président de la République, au chef de l'Etat. Ainsi, tout ce qui peut porter atteinte à la considération et au renom de la France à l'étranger doit être évité. C'est ce que j'ai essayé de faire en ce qui me concerne. (...) »

L'ancien ministre ajoute : « Dans ce genre d'affaires », je ne crois pas que le ministre de l'intérieur, quel qu'il soit, puisse ne pas intervenir immédiatement alors que le président de la République est concerné. De plus, tous les soirs le ministre de l'intérieur fait remettre au président de la République un dossier dans lequel figurent les notes des renseignements généraux.

J'imagine mal que, dans celui qui a été remis au président de la République, ces notes n'aient pas figuré, ou alors les renseignements généraux n'auraient pas fait leur métier, ou alors le ministre de l'intérieur les auraient retirés au passage, ce qui me paraît hautement improbable. »

Evocant le projet socialiste de réduction des régions, M. Pasqua déclare : « Je crois que les régions et l'Europe n'ont strictement rien à voir. [En réalité], les socialistes poursuivent toujours le même but : lorsqu'ils n'obtiennent pas le pouvoir par le suffrage universel, ils essaient de l'obtenir par la combine. Nous détenons vingt présidences de région sur vingt-deux. Qui peut imaginer une seule minute que si le parti socialiste détenait vingt régions, Mauroy proposerait qu'on les ramène à dix ? Il n'y a qu'à voir ce qu'ils font à Lille avec la région et à quoi elle sert ! Elle sert notamment à payer des milliers de fonctionnaires pour faire la propagande du parti socialiste. »

En conclusion, M. Pasqua assure : « Les socialistes ont pu mesurer maintenant eux-mêmes la vanité de cette soi-disant ouverture et ils n'y croient plus. Par ailleurs, le président de la République souhaite davantage passer à la postérité sous les traits de l'héritier de Jean-Jaurès que sous ceux de Guy Mollet. Il sera donc conduit à orienter davantage à gauche l'action et la politique du gouvernement. »

Au premier rang de celles-ci, il y avait, et il pourrait y avoir de nouveau, les nationalisations et la place de l'Etat dans l'économie. Pour les adversaires de l'ouverture, c'est une occasion idéale de clivage avec le centre, qui, sur ce terrain, choisit inévitablement la droite : « Je suis tous les jours un peu plus dans l'opposition », confiait récemment Pierre Méhaignerie à TF 1.

Voilà qui mérite clarification. Car la relation du président au jeu politique est floue. On ne sait plus s'il veut encore de l'ouverture ni ce qu'il attend du PS.

La réussite du second septennat passait, et passe toujours, par l'ouverture, que celle-ci soit restrictive et se limite à entretenir la division de la droite, ou extensive, et permette d'élargir une majorité qui n'est que relative. Si la droite se ressource et si, comme l'espèrent tous ses dirigeants, de M. Pasqua à M. Létard, le centre rentre dans son giron, c'est une nouvelle cohabitation que M. Mitterrand devra préparer pour 1993. Ce qui ne saurait, à tout le moins, tenir lieu de grand dessein !

Pas de confusion avec le PS

Avec le Parti socialiste, M. Mitterrand a sans doute voulu éviter un mauvais remake de la période 1981-1984 : la confusion entre lui-même et le parti dominant lui avait été tout à fait préjudiciable. Il s'est donc, cette fois, éloigné du parti au point de devoir affronter une crise larvée avec M. Mauroy, avant que les deux hommes ne décident de se rapprocher, et de solenniser ce rapprochement lundi 6 février dans le fief du premier secrétaire, à Lille. Or, comme chacun sait, ce dernier n'est pas précisément un ardent défenseur de l'ouverture...

Ce va-et-vient n'est évidemment pas de nature à conforter la relation que le chef de l'Etat entretient avec le pays. Même si M. Mitterrand paraît avoir trouvé le secret d'une popularité stable, les signes de fragilité ne manquent pas. Ne serait-ce que parce que, selon la SOFRES, les Français satisfaits de son action depuis sa réélection et les Français déçus sont à égalité (38 %).

M. Mitterrand est en fait menacé d'une popularité analogue à celle dont a profité, pendant toute la durée de son mandat, le président italien Sandro Pertini : c'est-à-dire celle qui s'attache à un homme bénéficiant d'un grand crédit personnel, prompt à passer, au moins en paroles, les plumes de la société, attentif aux faibles et aux déshérités, mais sans prise sur la réalité. Son collègue italien était prisonnier de la Constitution. La difficulté pour le président français est qu'il doit élaborer lui-même son propre dosage. Or, aux yeux des Français, il se comporte aujourd'hui trop en arbitre et pas assez en guide.

Tout se joue donc pour M. Mitterrand sur la capacité qu'il aura à imprimer à nouveau sa marque, à indiquer clairement ses objectifs, et à tirer les leçons d'un début de septennat aigre-doux. En sachant bien sûr que tout commencera vraiment pour lui au lendemain du scrutin européen, date à laquelle il prendra la présidence de la Communauté et entrera de plein-pied dans ce qui est, pour lui, l'essentiel.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Passages

Ce mois-ci

De
Jean-Jacques
Goldman à
Claude Levi-Strauss...

LES 100 JUIFS QUI COMPTENT

En vente dans tous les kiosques

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master Of Business Administration
Academic program, unique in concept, format and professional experience.
Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise.
Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San Francisco (10 - 12 mois).

2^e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle.
Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (Paris 16^e), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associés et accredités de MBA et de PhD - Europe et Asie.

A Tous Les Professionnels Qui Vous Facilitent Les Voyages...



Bravo!

Lorsque vous décidez de partir en voyage, personne ne peut vous aider mieux que votre Agent de Voyage. D'un billet sur le vol le plus pratique à une réservation dans le meilleur hôtel, il s'occupe de tout pour vous.

Ses compétences facilitent le voyage de chacun. Et ses conseils ne se contentent pas d'être gratuits ; ils n'ont pas de prix.

Chez Delta Air Lines, nous pensons qu'il est

temps de remercier les Agents de Voyage pour tout ce qu'ils font. C'est la raison pour laquelle nous célébrons du 6 au 10 février, la semaine des remerciements aux Agents de Voyage.

Alors, joignez-vous à nous pour cette fête. Et profitez de l'occasion pour remercier votre Agent de Voyage de ses précieux conseils qui vous rendent le voyage plus facile.



DELTA AIR LINES
We Love To Fly And It Shows.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Société

JUSTICE

La relance de la crise pénitentiaire

Le jusqu'au-boutisme contre la raison

Il y a quatre mois, l'image des surveillants de prison bloquant les entrées et les sorties des établissements pénitentiaires était insolite. Elle est aujourd'hui revenue ce lundi 6 février au petit matin un peu partout en France — et plus devant les « grosses prisons » que devant les « petites ». Les surveillants en colère ont repris leur mouvement qui, désormais, a des allures de dangereuse fuite en avant.

Rien n'y a fait. La mission Bonnemaison, quelles qu'aient été la bonne volonté, l'intelligence, l'imaginaire de ceux qui l'ont conduite, débouche sur une nouvelle crise. Avant même que le rapport du médiateur soit connu, certaines organisations syndicales amorcent la reprise du mouvement. Dès que les « cent propositions » de M. Bonnemaison ont été rendues publiques, les autres les rejoignent : ce sont, aujourd'hui, les représentants de 70 % des personnels pénitentiaires qui appellent à la révolte. L'entrevue de la dernière chance organisée le dimanche 5 février — à l'Assemblée nationale — par M. Gilbert Bonnemaison s'est soldée par un échec.

A peine le médiateur avait-il eu le temps de souhaiter la bienvenue à la trentaine de syndicalistes qui avaient répondu à son invitation que les plus déterminés d'entre eux — l'UFAP, la SPI et le SNIPP — quittent la salle en laissant une lettre incendiaire : « L'ex-médiateur que vous étiez, récemment promu profes-

seur, aurait-il la prétention d'enseigner aux organisations syndicales la bonne lecture et l'analyse de vos propositions ? (...) Vous avez brillamment réussi votre passage à l'administration pénitentiaire sur le chapitre des doléances de la population pénale. Par contre, vous avez lamentablement échoué sur celui des revendications [des personnels].

Accusant le médiateur de vouloir transformer les prisons en « bonnes maisons closes », sous prétexte qu'il aborde la question des parloirs sexuels, les syndicats exigent le retrait immédiat de ces « cent propositions ». Les autres, dans une ambiance plus courtoise, ont accepté de dialoguer plusieurs heures durant avec M. Bonnemaison. Mais l'explication de texte n'a pas porté ses fruits. Il est, en l'état actuel des finances publiques et devant le problème national des régimes de retraites impossible d'accorder le 1/5^e réclamé par les pénitentiaires, a plaidé M. Bonnemaison. Quant à la suppression de sept des vingt-cinq établissements neufs prévus par le plan Chalon, elle permettrait de répartir les crédits d'améliorer durablement les conditions de vie des surveillants, et de leur donner une formation digne de ce nom.

M. Bonnemaison a aussi tenté de dissiper les fantasmes : sur la présence de l'avocat au pénitencier, les « chambres d'amour ». En vain. Il

n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Indifférents au fait qu'ils ne seront plus compris de personne — pas plus des pouvoirs publics, qui en décident de mettre en place une mission ambitieuse, en ayant l'intelligence de la confier à M. Bonnemaison, ont montré qu'ils souhaitent aller au fond des choses, que de l'opinion qui ne pourra que s'interroger devant un tel jusqu'au-boutisme, les syndicats ont maintenu leur mot d'ordre d'ordre d'ordre qui ne veut pas dire son nom. Dès lundi 6 février à 7 heures, les personnels étaient appelés à reprendre le mouvement interrompu le 8 octobre dernier après la signature d'un protocole d'accord avec le médiateur. Blocage des écrous, des extraditions, des parloirs avec les avocats, des transferts (sauf les infirmiers ou les socio-éducateurs), le blocage en fait à très court terme de la machine judiciaire pénale à qui fera vite défaut ce partenaire obligé que sont les prisons.

Comment le mouvement sera-t-il suivi ? Il était lundi 6 février en fin de matinée, encore difficile de le dire. Mais, selon les organisations syndicales, un peu partout en France des signes inquiétants de reprise de l'agitation pouvaient être perçus. Contraints par un choix stratégique discuté à faire de la surenchère, les organisations syndicales cette fois tentent de se mettre au diapason d'une base, faite de jeunes surveillants, qui semble prête à en découdre. Que les directeurs d'établissement, les personnels administratifs, les infirmiers ou les socio-éducateurs dans leur ensemble soient en accord avec le plan Bonnemaison ne modère pas leurs ardeurs. La seule question qui reste en suspens est de savoir s'ils fléchiront devant les menaces très claires de leur administration et de leur ministre. Dépassé à l'autonomie, le pouvoir a choisi cette fois la plus extrême fermeté (voir les consignes de la chancellerie). Il n'est plus question de « bricoler » des maisons d'arrêt provisoires pour remplacer les prisons défectueuses. Les gendarmes, mais surtout les policiers avaient déjà clairement fait savoir qu'ils n'étaient pas payés pour jouer les gardiens de prison.

Amertume

L'exception d'une telle situation — à la légalité discutée — ne peut devenir la règle. Le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintilhac, l'a dit sans ambages sur Antenne 2, dimanche soir : « la grève n'existe pas dans l'administration pénitentiaire, le statut spécial l'exclut (...) Une prison doit fonctionner, les juridictions doivent fonctionner (...) quel que groupe que ce soit qui bloque une prison, c'est inacceptable (...) Les gardiens, qui sont des person-

nels de justice, sont là pour faire respecter la loi ». Il serait « désastreux » pour l'image du personnel pénitentiaire « que l'on soit obligé de faire appel aux forces de l'ordre ».

M. Dintilhac, magistrat, n'a rien à voir avec son prédécesseur, M. François Bonnel, qui était préfet de police. Il connaît les prisons à merveille et a la confiance de leurs directeurs, mais aussi de son ministre. C'est un homme de terrain. Il n'est pas indifférent qu'il se soit rendu dès lundi matin 6 février à la maison d'arrêt de la Santé à Paris, ce qu'aucun responsable de l'administration pénitentiaire n'avait fait lors de la précédente crise. On sait déjà que si — comme c'est prévisible — des sanctions devaient être prononcées contre des surveillants, prévenus sans le dire, et si, par solidarité, leurs collègues devaient « déposer les clés » et quitter les détentions comme ils ont menacé de le faire par le passé, ils seraient immédiatement remplacés par les forces de l'ordre. Ces menaces semblaient commencer à porter leurs fruits, et l'annonce de sanctions — des suspensions pour le moment prononcées le 6 février au matin — semblaient conduire les surveillants à la prudence.

Alors que tout avait été fait pour sortir les pénitentiaires de leurs « coquilles », comme l'écrivait Gilbert Bonnemaison, la crise qui s'amorce paraît plus grave encore que la précédente. « La personnel ne devrait jamais accepter d'être représenté par des hystériques », dit-il aujourd'hui sans cacher une certaine amertume. Que deviendra en effet son plan si la fièvre gagne dans les prisons ? Fondées essentiellement sur la concertation, les mesures qu'il préconise seront bien sûr nulles et non avenues. On aura ainsi formellement raté une chance sans précédent.

Les pénitentiaires auront bien du mal à remonter la pente et à dissiper leur image de gens bloqués, butés, arc-boutés sur les revendications corporatistes, indifférents aux autres. C'était pourtant l'un de leurs espoirs les plus affichés : accéder à la dignité, à la reconnaissance. Le chemin qu'ils prennent n'y conduit guère. Dès jeudi — en phase avec les pénitentiaires, le garde des sceaux ne pourra que s'irriter de ce jusqu'au-boutisme aux relents politiques qui n'a, pour le moment, que le soutien du Front national.

Le ministre, qui jusqu'ici avait sans grand enthousiasme « laissé faire » M. Bonnemaison, va être à son tour contraint à l'engagement. Les consignes très strictes — signées de sa main — qu'il vient de transmettre aux préfets et aux procureurs sont un avertissement que les gardiens de prison gagneraient à entendre.

AGATHE LOSEART.

L'enquête sur les huissiers de Lyon

Saisie à FR 3 d'une interview du préfet délégué pour la police

Sur commission rogatoire de M. Jacques Hamy, juge d'instruction à Lyon, chargé de l'enquête sur l'activité de trois huissiers inculpés de vol, destruction d'indices et faux en écritures, le service régional de la police judiciaire a saisi, samedi 4 décembre, dans les locaux de FR 3-Lyon, une copie d'une interview de M. Georges Bastelica, préfet délégué pour la police, diffusée la veille par la station régionale dans son journal de 19 h 30. M. Jean-Pierre Bennechet, rédacteur en chef de la station, a accepté de laisser copier uniquement les enregistrements diffusés.

Au cours de cette interview, le préfet, répondant aux questions d'un journaliste de FR 3 à l'issue d'une conférence de presse (Le Monde daté 5-6 février), réaffirmait sa confiance envers M. Roland Prat, commissaire principal de police du

premier arrondissement de Lyon, entendu jeudi par le juge d'instruction.

Le préfet délégué pour la police confirmait aussi, au cours de cette interview, la présence, dans les locaux de la sûreté urbaine, d'un scanner ne provenant pas des services de l'administration. Ce scanner avait été « prêt », selon lui, aux policiers plusieurs mois auparavant par l'employeur du serrurier incriminé avec les trois huissiers. Le préfet indiquait, comme il l'avait fait au cours de sa conférence de presse, le fait que l'origine délicate du scanner n'avait pas été établie.

Interrogé par le quotidien Lyon-Matin, sur la saisie à FR 3, M. Bastelica s'est borné à indiquer : « Le juge Hamy a opéré dans le cadre de ses attributions. Il a fait ce qu'il a cru devoir faire ».

DÉFENSE

La France discute avec la Malaisie de la vente de douze Mirage-2000

La Malaisie discute de l'éventualité d'acheter douze avions de combat Mirage-2000 à la France pour un montant de l'ordre de 2,5 milliards de francs, qui serait partiellement ou totalement compensé par des exportations de certains produits de la Malaisie en direction de la France. Des pilotes des forces aériennes de la Malaisie ont déjà eu l'occasion d'évaluer l'avion français en Inde, lors d'une présentation à ce pays du Mirage-2000.

« L'achat de douze avions de combat Mirage-2000, baptisés « multirôles » à l'exportation et déjà en service dans l'armée de l'air française sous l'appellation Mirage-2000 DA (pour défense aérienne) ».

Face à l'offre française, les Américains proposent le F-16 et le F-18, et les constructeurs européens du Tornado présentent la version « air défense », différente de celle destinée à la pénitencier.

Un avion de chasse s'écrase au large de la Corse. — Un avion de chasse français de type Crusader, qui participait à des manœuvres avec le porte-avions Clemenceau, s'est écrasé, samedi 4 février, à 120 miles au large des côtes de la Corse du Sud. Des recherches ont aussitôt été entreprises par le Clemenceau et la corvette Georges Leygues. Le pilote, le lieutenant de vaisseau Patrick Kamara, vingt-neuf ans, marié et père de trois enfants, est porté disparu. Une enquête est en cours pour tenter de déterminer les causes de l'accident.

SOLIDARITÉ

A l'initiative de SOS-Racisme

La première Maison des potes a été inaugurée en Provence

TOULON
de notre correspondant

La première Maison des potes de France vient d'être inaugurée au Lac (Var), par M. Harlem Désir, président national de SOS-Racisme, implantée dans un local HLM de 120 mètres carrés, cette structure, animée par des bénévoles, vise à « créer des relais entre l'administration et le secteur social, sans se substituer aux associations et services existants. Parfois un peu de solidarité, de présence et d'écoute suffisent », disent les promoteurs. D'où la volonté de laisser les portes ouvertes aussi longtemps et tard que possible et de créer des ateliers, des

permanences (fiscale ou juridique), des ateliers (celui destiné à la réparation automobile est en cours) et un soutien scolaire avec les amicales de localités. « Nous ressemblons un peu aux anciennes Bourses du travail », explique Gérard Keff, président varois de SOS-Racisme.

Cette inauguration s'inscrit dans un projet national en cours, devant permettre l'ouverture prochaine d'autres Maisons des potes à Saint-Quentin, Saint-Denis et Grenoble, grâce à un partenariat entre SOS-Racisme, la Fondation de France et la délégation interministérielle à la ville pour les trois ans à venir.

J. L.

POINT DE VUE

L'enjeu d'une réforme

par Jean-Pierre Gualazzi
Secrétaire général
de la Fédération générale
autonome des fonctionnaires.

En avant-garde du « grand chantier de la rénovation du service public », trois dossiers sont exemplaires :

Le premier, celui de la revalorisation de la profession des infirmières est exemplaire en négatif, comme l'accumulation de tout ce qu'il ne faut pas faire.

Le second, celui de la revalorisation de la profession enseignante, paraît enfin pouvoir sortir de l'ornière, après avoir servi de récapitulatif à toutes les larmes du pouvoir, intra-gouvernementales comme intra-syndicales.

Le troisième, celui de la question pénitentiaire, est exceptionnel, en ce sens qu'il constitue la synthèse de toutes les attentes imaginables à partir d'un constat écorçant : vétusté et surpopulation des établissements ; manque de réactivité ; cumul de politique antérieure inadéquates et de frilosité gouvernementale ; manque total de reconnaissance du rôle social des personnels, comme de l'appareil pénitentiaire ; extrême politisation du débat, ballottée entre la tentation hyperpartisanne et le prétendu laxisme, exacerbation des corporatismes, etc.

Faute d'avoir satisfait aux revendications avant qu'elles ne s'expriment, formule qui reste la meilleure et, quoi qu'on en dise, l'une des moins coûteuses, la méthode adoptée à chaud par le gouvernement pour traiter un tel dossier nous a paru parfaitement convenable et même susceptible de devenir l'outil méthodologique de référence.

● Première étape : trouver les conditions d'une trêve dans un conflit dur par la signature d'un protocole d'accord en recourant aux services d'un médiateur reconnu de tous.

● Deuxième étape : se donner un délai suffisamment long mais pas trop, pour procéder à un état des lieux complet et déterminer un panel de solutions souhaitables, dans une approche sociale de la question, et par le moyen de la plus large consultation. Le médiateur était tout naturellement désigné pour conduire cette tâche.

● Troisième étape : la décision politique prenant en compte les paramètres habituels (considérations économiques, rapport de forces) mais s'appuyant, pour une fois, sur une préparation approfondie.

Et voici que, le rapport Bonnemaison à peine déposé, les passions surgissent.

Certes, il y a une déception : celle portant sur le devenir de la revendication de la « bonification un cinquième », mais si la méthode risque de faire long feu, ce n'est pas tant par le fait d'un vice de forme que par l'accumulation des vices de forme qui échappent au rapporteur.

L'enjeu, considérable pour les personnes comme pour la nation, mérite que chacun, où qu'il soit, privilégie d'abord l'intérêt du public.

Il faut espérer qu'il n'est pas trop tard pour revenir à la double vocation de ce dossier : une chance historique pour l'administration pénitentiaire, une référence pour l'indispensable rénovation de l'ensemble du service public sur laquelle, rappelons-le, Michel Rocard a nettement indiqué qu'il s'engagerait personnellement.

Passagers en situation irrégulière

L'absurde situation d'un chauffeur de taxi de Tourcoing

Les chauffeurs de taxi de Tourcoing (Nord) sont de mauvaise humeur. L'un des leurs, M. Louis De Costa, a été inculpé dimanche 5 février d'aide à la circulation d'étrangers en situation irrégulière, pour avoir chargé à bord de son véhicule, le 29 janvier dernier, quatre ressortissants sénégalais qui avaient franchi la frontière franco-belge sans papiers.

Pour protester contre cette mesure judiciaire qu'ils estiment injuste et absurde à la fois, la moitié des collègues du chauffeur de taxi inculpé ont écrit au préfet du département, ils refuseraient de transporter les clients de race noire qui solliciteraient leurs services. Ils ont aussi occupé quelques heures le poste de douane de Lille-Gand, le contrôle qui entraîne l'inculpation.

Celui-ci invoque l'absurdité d'une situation qui, en l'état des textes, place les chauffeurs de taxi dans une situation impossible. En leur qualité de prestataires de services, ils ne peuvent refuser de charger un client pas plus qu'ils ne sont autorisés à lui demander de leur présenter ses papiers. Mais la loi, en même temps, permet de refuser tout aux entrées de la France, ce qui est constant à leur bord la présence de passagers étrangers en situation irrégulière...

A Grenoble

Une fillette victime d'un vigile

Daniel Barbier, quarante-six ans, vigile dans une grande surface de Grenoble, a été écroué, dimanche 5 février, à la maison d'arrêt de Voreppe (Isère).

Vendredi après-midi, Daniel Barbier, employé d'une société de gardiennage, avait interpellé une fillette de douze ans à la sortie du supermarché, alors qu'elle allait aux toilettes, qu'elle venait de dissimuler un paquet de bonbons dans ses vêtements. Il lui aurait

alors promis de lui épargner toute sanction si elle acceptait de se rendre chez lui, à Saint-Martin-d'Hères, où il se serait livré sur elle à des attentions.

La fillette, en partie dévêtue, avait réussi à s'enfuir du domicile de Daniel Barbier, qui, aussitôt interpellé, aurait reconnu s'être livré à des attentats à la pudeur sur d'autres enfants dans les mêmes circonstances.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

REVEILLEZ VOTRE ANGLAIS pour gagner en 1992!

Demain l'Europe! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés.

Stages "techniques" d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo. Sur le même principe, 8 autres langues.

RENSEIGNEZ-VOUS VITE!

Sue HUNTER

N°VERT 05.19.66.00

APPEL GRATUIT

Centre de Formation aux Langues 12 rue Lincoln (Champs-Élysées) 75008 PARIS

Sports

SKI ALPIN : les championnats du monde de Vail

Merle sur de mauvaises planches

La descente dames des Championnats du monde de ski alpin, course dimanche 5 février à Vail (Colorado), a été gagnée par la Suissesse Maria Walliser. Déjà médaillée d'or dans cette discipline lors des précédents championnats du monde à Crans-Montana (Suisse), en 1987, elle a réussi l'exploit de distancer toutes ses rivales de plus d'une seconde et demie. La Canadienne Karen Percy, troisième aux Jeux Olympiques de Calgary, est médaillée d'argent, et l'Allemande de l'Ouest Karin Dedler, médaillée de bronze. Sur une neige fraîche, très froide les Françaises ont joué les figurantes.

VAIL (Colorado)
de notre envoyé spécial

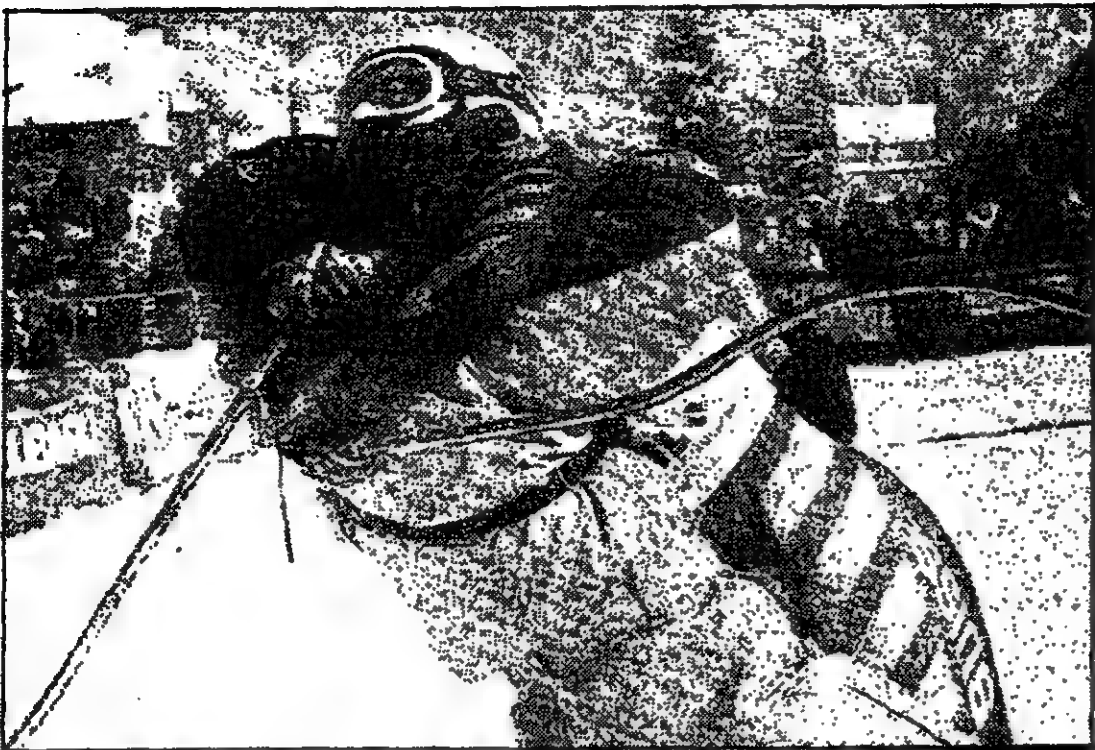
A peine lancée sur la piste, Maria Walliser donne l'impression, à tous les spectateurs, de posséder une vitesse folle. Tout au long des 2 591 mètres du parcours, elle pulvérise les temps de passage réalisés par les huit skieuses qui l'ont précédée, avec des points de vitesse à 110 kilomètres à l'heure, elle fonce vers la victoire. Maria, la star toujours sollicitée par les metteurs en scène de cinéma, négocie une dernière courbe avec élégance et triomphe au terme d'un parcours sans faute.

Son minois rougi par le froid, la jeune femme tombe dans les bras de son entraîneur. Glacée, incapable de parler, elle ne peut que hocher la tête, alors qu'on l'enveloppe de couvertures. Comme les autres concurrentes, la Suissesse a souffert de la température extrêmement basse. Un rayon de soleil n'a pas suffi à faire décoller le mercure de -20°C, où il est tombé la nuit.

Encore une fois, le temps est venu bouleverser toutes les prévisions. Dès vendredi la neige a fait son apparition. Légère d'abord, elle a augmenté la densité de ses flocons samedi, au point de perturber le calendrier des Championnats. Un jour blanc, sans courses et sans entraînement. Des heures à se languir pour les concurrents, condamnés à regarder par leur fenêtre la neige tomber.

Fiche poudreuse

Mais ce simple changement météorologique, a priori banal pour des épreuves de plein air, a transformé la physiologie de la course. La neige fraîche accumulée a entraîné une modification du tracé de la piste. Malgré le dévouement des employés de la station, malgré dix-huit engins de déneigement, il n'a pas été possible de gommer 50 centimètres de poudreuse. Les bosses se sont



Sollicitée par Hollywood, la Suissesse Maria Walliser a triomphé sur les planches avant de briller sur les toiles : championne du monde 1987 de descente, elle a de nouveau surclassé ses rivales dans la lutte au titre 1989 à Vail.

estompées, le parcours a perdu de sa technicité.

Directeur de l'équipe de France féminine, Gilles Mazzega, faisait, dès dimanche matin, le constat suivant : « Les importantes chutes de neige rendent la première partie du tracé plus plat. Le rôle du matériel va donc être déterminant ». Et le responsable concédait que ces nouvelles conditions climatiques entraînaient « un petit désavantage » pour les skieuses tricolores.

Le terme de « petit », au demeurant fort joli, cache une réalité plus inquiétante. Lors des premières séances d'entraînement, au milieu de la semaine, Carole Merle, révélation du début de saison de la Coupe du monde, avait réussi les meilleurs temps. Sur une neige artificielle, qui est désormais le fond commun de toutes les grandes épreuves, bien compacte, la skieuse de Super-Sauze s'était jouée des pièges et avait inquiété ses rivales. Mais dès les premiers flocons, Carole avait abandonné les places de leader pour rejoindre, dans le bas du classement, les Soviétiques et les Néozélandaises.

« La neige ne me convient pas », affirme la demoiselle, qui avait terminé dernière de la seule course de Coupe du monde disputée dans des conditions analogues. Alors, dimanche 5 février, lorsqu'elle s'est levée et qu'elle a constaté l'épaisseur de la couche blanche qui ornait son balcon, elle a compris que cette descente ne serait pas la sienne. Ses capacités physiques ne sont pas en

cause, son art de la glisse encore moins. Quant à son envie de se battre, qui surprend toujours chez une Française, elle semble intacte. Mais voilà. Carole sait que sur une neige fraîche elle n'avance pas. Son style n'a rien à voir dans l'affaire. D'ailleurs elle affirme n'avoir « commis aucune faute sur le tracé de compétition », alors qu'elle s'est retrouvée créditée du vingt-cinquième temps, avant d'être disqualifiée.

Non, le problème n'est pas dans sa tête ni dans ses membres. Il est plus simplement sous ses pieds. Il suffit d'écouter celle qui domine cette année la Super-G de la Coupe du monde : « La descente de Vail s'est transformée, elle est devenue uniquement une course où compte la vitesse des skis. Là il y a des marques qui vont très vite et d'autres beaucoup moins ». Il faut préciser, ce que par gentillesse pour ses fournisseurs, Carole Merle laisse en suspens, ses skis, de marque Dynamic, ne glissent jamais sur la neige douce.

Une semelle rétrécie

Il ne s'agit pas seulement d'un problème de fartage mal résolu au petit matin, par un technicien ensommeillé, mais plus gravement de question de semelle absolument relative à certains cristaux. Lors d'un entraînement, sous la neige, vendredi, Carole expliquait : « J'ai l'impression d'avoir aux pieds des skis qui sortent d'usine, ils accrochent et n'avancent pas ». Alors ce

dimanche la petite brune ne se bécotait pas d'illusion.

Carole Merle a-t-elle réellement manqué son départ ? A-t-elle choisi cette solution de la disqualification pour éviter l'affront d'une trentième place ? Ses sourires à l'arrivée masquent une déception déjà acceptée. Elle affirme vouloir « toujours se battre » pour les prochaines épreuves. Mais avec le même matériel possédait-elle encore des chances ?

Pendant que Maria Walliser explique « le changement de temps m'a comblée et mon skiman s'est montré formidable », les responsables français avouent des erreurs de préparation des skis. Des erreurs qui s'accumulent au fil des épreuves. « Il est impossible de rectifier le tir pour la Super-G », confie Bernard Chevalier, président de la Fédération française de ski, toujours confiant. Il ne remet pas en cause le choix des fabricants qui fournissent ses équipes. Les skis de marque Volkl qui réussissent si bien aux pieds de la belle Saint-Galloise ne sont pas prêts à faire glisser les Françaises.

Pas vraiment abattue par cette mésaventure, la petite communauté attend des jours meilleurs. Certains évoquent l'arrivée sur le marché des skis Salomon « une marque française qui peut apporter un plus », dans un an ou deux. Drôle de début de championnat pour une délégation toujours sûre d'elle-même.

SERGE BOLLOCH.

ATHLÉTISME : championnats de France en salle

Distances

Un seul record de France — 7 s 20 au 60 mètres par Laurence Billy — battu lors des championnats de France en salle, samedi et dimanche, à Liévin : l'athlétisme français n'est pas encore sorti de sa torpeur après les fastes de l'année olympique. Pour certains athlètes, la saison 1989 pourrait même n'être qu'une longue pause occupée à changer d'orientation.

LIÉVIN
correspondance

« Ce stade est magnifique. Mais le spectacle est vraiment affligeant. On s'ennuie à mourir... » Très élégant dans son costume sombre, le ventre toujours plat et le regard clair, Jack Pani lèche un long soupir. Ancien recordman de France du saut en longueur (8,16 mètres en 1969), Pani est venu à ces championnats de France en salle. Et il s'y morfond. Comme Michel Jazy, Jean Wadoux ou Robert Poirier, les « anciens » soupirant.

Pendant que les jeunes, les « actuels », semblent traîner sur le stade, un peu plus bas, une langueur tout aussi monotone. L'ambiance n'y est pas, les performances non plus. Et le temps s'étire, à la recherche de ce délice qui ne viendra pas, malgré les efforts de Serge Hélan (17,12 mètres au triple saut) ou de Laurence Billy (7 s 20 sur 60 mètres).

La faute à qui ? Facile : à l'année. Cette saison 1989 qui, si elle est pour beaucoup celle du Bicentenaire, n'a pour les athlètes que le pâle relief d'une année post-

olympique. Une saison pour rien, creuse et terne après la chaleur et l'intensité de l'épisode olympique.

« C'est une année particulière », affirme Fernand Urtebise. Il n'y a aucun rendez-vous majeur. Alors il faut en profiter. « Et l'entraîneur des Florences Colle, Laurence Billy, Daniel Sangouma, Amadou Dia Ba (médaillé d'argent sur 400 mètres haies à Séoul) de citer les mille et une raisons pour ne pas plonger vers la torpeur et l'ennui d'une année trop lade. « Entre les championnats d'Europe ou du monde et les J.O., les athlètes ont mis en sommeil, pendant deux ou trois ans, toute leur vie extrasportive. Cette année, ils doivent changer d'orientation, s'intéresser à autre chose, reprendre ou poursuivre leurs études, débiter une formation. Il faut absolument qu'ils se réintègrent à la vie normale, celle des travailleurs. La

haute compétition est une véritable intoxication. En 1989, les athlètes doivent se désintoxiquer. »

Urtebise prêche ce qu'il nomme un « déplacement de motivation vers d'autres pôles d'intérêt ». Et ses athlètes obéissent. A leur manière. Florence Colle, finaliste olympique sur 100 m haies, a été trappé, avec un empressement digne de ses sprints, le retard accumulé dans ses études de médecine. Quinze séances d'entraînement seulement au crédit de son dernier trimestre 1988. Mais un nombre impressionnant d'exams et une quatrième année de médecine qu'elle entame comme une « étudiante normale ». Daniel Sangouma, médaillé de bronze sur 4 x 100 m, a mis sa saison hivernale entre parenthèses. Priorité à ses études à l'Institut français de gestion, qu'il reprend après plusieurs années de jachère. Amadou Dia Ba

Record du saut à la perche

Rodion Gataouline : 6,02 mètres en salle

Le Soviétique Sergueï Bubka, champion olympique à Séoul, n'est plus tout seul dans les hautes sphères du saut à la perche. Rodion Gataouline, son jeune compatriote, médaillé d'argent à Séoul, vient de le rejoindre dans le clan très fermé des plus de 6 mètres.

Au cours des championnats d'URSS en salle, samedi 4 février à Gomel (Bélorussie), Gataouline a franchi 6,02 mètres, améliorant de 2 centimètres son record du monde en salle. Le 22 janvier dernier, il avait pour la première fois effacé Bubka des tablettes en franchissant 6 mètres à Léningrad.

Désormais, Gataouline n'est plus qu'à 4 centimètres du record du monde en plein air que détient Sergueï Bubka depuis juillet 1988. La première confrontation entre les deux meilleurs perchistes actuels pourrait avoir lieu lors des championnats du monde en salle, du 3 au 5 mars à Budapest.

a été reçu comme un roi à son retour à Dakar. Puis il a entrepris une formation de professeur d'éducation physique.

Fernand Urtebise en vient même à admirer et à jalouser l'athlétisme est-allemand, qui a, d'autorité, poussé quelques leaders (Heike Drechsler entre autres) à repenser corps et esprit pour une année sub-batique. « Si nous avions leurs moyens et leurs structures, je souhaierais que mes athlètes fassent la même chose. »

Un souhait que les sponsors ne partagent pas, eux qui fulminent contre ce qu'ils nomment sévèrement un « manque de professionnalisme des athlètes français ». Avec cet argument massue, assené comme un coup de poing par Michel Jazy : « Un athlète pro a des devoirs envers ses sponsors. Il doit assumer son professionnalisme, ce qui sous-entend des résultats et une motivation optimale. »

Son employeur, Adidas, chez qui l'athlétisme occupe budgétairement la deuxième position derrière le football, apprécie si peu l'attitude de certains athlètes français en cette année post-olympique que la marque a opéré des coupes franches dans sa stratégie de sponsoring. « Nous aidons trois cent cinquante à quatre cents athlètes français, raconte Michel Louette, responsable du secteur athlétisme. Cette année, ce nombre a été réduit à soixante. » Bref, l'olympiade démarre doucement. L'enthousiasme n'y est pas. Séoul pèse encore dans les muscles et sur les cœurs. Et Barcelone paraît bien trop lointain pour donner déjà la fièvre.

ALAIN MERCIER.

TENNIS : la Coupe Davis

Etats-Unis-France en quarts de finale

L'équipe de France de tennis s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe Davis en dominant difficilement Israël (4-1), du 3 au 5 février à Tel-Aviv. Les Français qui n'ont concédé qu'une défaite (Vasilek Noah face à Amos Mansdorf) affronteront les Etats-Unis, victorieux du Paraguay (5-0), en avril prochain à San-Diego (Californie). D'autre part, à Vienne, l'Autriche a créé la surprise en s'imposant largement face à l'Australie (5-0).

TEL-AVIV
de notre correspondant

Certains bons vieux clichés méritent d'être souvent répétés : en Coupe Davis, la qualité du tennis n'est peut-être pas toujours là, mais l'émotion dépasse à coup sûr celle de ces laborieux tournois du « circuit » où la victoire se soldait en incompréhensibles points d'ordinateurs et gros paquets de dollars.

La leçon est vraie, même pour un premier tour de la Coupe opposant, comme ce fut le cas du 3 au 5 février, la France à Israël, (groupe Monde 1988) : en principe, du « tout ou rien », bien que Leconte et Noah n'aient guère été convaincant lors de leur apparition aux internationaux d'Australie.

Double à suspens

Si au soir du samedi 4 février, la rencontre était jouée (France 3, Israël 0), l'affaire ne fut ni à sens unique, ni dépourvue de suspens, drames et moments hauts en

couleur. Particulièrement à la fin du double, lorsqu'après plus de quatre heures de bataille et deux sets partout, Israël menait 11 jeux à 10, et 0-40 sur service de Noah : 3 balles de match que la paire française sauva d'un « ace » et de deux services gagnants. Noah et Forget, une des équipes les mieux classées du monde, échappèrent à une défaite humiliante, face à une équipe israélienne improvisée au dernier moment : Amos Mansdorf, 26^e joueur mondial au classement des joueurs professionnels, associé à Shahar Perkiss, un grand serveur, mais qui n'est que... 468^e à l'ATP.

Les Français l'emportèrent 13-11, empochant définitivement une rencontre qu'il valait mieux ne pas prolonger tant les deux premières victoires en simples furent difficilement acquises et auguraient mal des parties suivantes.

Le premier jour, Noah concéda un set à Gilad Bloom (210^e à l'ATP). Henri Leconte, fidèle à sa manière, alterna le pire et le meilleur, lors d'une bataille en cinq sets, avec un Mansdorf dont les Parisiens connaissent le talent depuis sa victoire cet hiver à l'Open de Bercy.

Sportifs, les quelques six mille spectateurs du stade Yad Eliah (au nord de Tel-Aviv) ont salué la victoire des Français. Le tennis israélien a confirmé d'intéressants progrès. Quant aux Français, ils vont pouvoir se remettre de leurs émotions israéliennes et préparer au mieux le prochain tour face aux Etats-Unis à San-Diego (Californie) du 7 au 9 avril.

ALAIN FRACHON.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale 1 A
(vingt-deuxième journée)
Orthez b. Mulhouse 92-88
ASVEL b. Gravelines 95-93
RCP Paris b. Montpellier 106-84
Limoges b. Saint-Quentin 79-73
Avignon b. Caen 93-73
Antibes b. Tours 88-86
Monaco b. Lorient 113-76
Nantes b. Cholet 66-66
Classé. — 1. Limoges, 42 pts ; 2. Cholet, 40 ; 3. Orthez, 39 ; 4. Montpellier, 38.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Division 1
(vingt-cinquième journée)
Sochaux b. Paris-SG 2-1
Auxerre et Monaco 0-0
Marseille b. Metz Racing 2-0
Nice et Metz 1-1
Nantes b. Toulouse 2-1
Lille b. Cannes 1-0
Toulon b. Caen 1-0
Montpellier b. Lens 2-0
Saint-Etienne b. Bordeaux 1-0
Strasbourg b. Laval 3-0
Classé. — 1. Paris-SG, 50 pts ; 2. Auxerre, 49 ; 3. Marseille, 46 ; 4. Sochaux, 45 ; 5. Monaco et Nantes, 42 ; 7. Nice, 40.

COUPE DE FRANCE

Huit équipes de deuxième division ont été éliminées au cours du huitième tour de la Coupe de France. Il s'agit des équipes de Guingamp, Nîmes, Istres, Le Havre, Dijon, Le Puy, Abbeville, Clermont-Ferrand.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

GROUPE A
(septième journée)
Poule 1
Agen b. Cognac 49-3
Toulouse b. Montferrand 43-9
Dax b. Bourgoin 23-3
Montchanin b. Villeneuve-Lax 24-0
Classé. — 1. Toulouse et Dax, 19 pts ; 3. Montferrand, 17.

Poule 2

Tarbes b. Nîmes 40-3
Pérpignan b. Bagères 24-22
Lourdes b. Le Cressot 40-17
Bagnac b. « Bigles-Bordeaux » 22-21
Classé. — 1. Tarbes et Lourdes, 19 pts ; 3. Bagnac, 17.

Poule 3

Mont-de-Marsan b. Aurillac 34-12
Toulon b. Graillet 30-12
Brive b. Colomiers 40-20
Bayonne b. « Bergerac » 15-10
Classé. — 1. Bayonne, 18 pts ; 2. Toulon, 17 ; 3. Brive, 15.

Poule 4

Narbonne b. « Béziers » 26-12
Racing b. Villefranche 38-19
Béziers b. Hagetmau 22-9
Clermont b. Nice 65-0
Classé. — 1. Clermont, 19 pts ; 2. Béziers et Narbonne, 18.

TOURNOI DES CINQ NATIONS
(deuxième journée)

Angleterre et Ecosse 12-12
Irlande b. « Pays-de-Galles » 19-13
Classé. — 1. Ecosse, 3 pts ; 2. France et Irlande, 2 ; 4. Angleterre, 1 ; 5. Galles, 0.

SKI

CHAMPIONNAT DU MONDE
(à Vail, Colorado)

Descente dames. — 1. Walliser (Sui.), 1 min 46 s 50 ; 2. Percy (Can.), 1 min 48 s ; 3. Dedler (RFA), 1 min 48 s 61 ; 4. Chedal (Fra.), 1 min 49 s 62 ; 5. Bouvier (Fra.), 1 min 52 s 83.

Tennis

COUPE DAVIS
(huitième de finale)

France b. Israël 4-1
Suisse b. Italie 4-1
Autriche b. Australie 5-0
Yougoslavie b. Danemark 4-1
Espagne b. Mexique 3-2
Etats-Unis b. Paraguay 5-0
Tchécoslovaquie b. URSS 4-1
RFA b. Indonésie 5-0

Les quarts de finale auront lieu du 7 au 9 avril. Ils opposeront l'Australie à la Suède ; l'Espagne à la Yougoslavie ; la Tchécoslovaquie à la RFA. La France sera opposée aux Etats-Unis. Cette rencontre devait avoir lieu à San-Diego.

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

GALERIES et MUSÉES
Annoncez vos expositions sur Artline
(16) 61-70-77-29

36.15 LEMONDE
Code ARTLINE

La mort
L'in

Le festin de

RTL

LA GIGI RAP

MERcredi 15 FEVRIER

NEW

ARTLINE

CINÉMA

La mort d'André Cayatte Un cinéaste justicier

Le cinéaste André Cayatte est mort dans la nuit du 5 au 6 février à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Même en couleurs, il aura toujours filmé en noir et blanc. André Cayatte avait eu de la chance, le jour où il avait dû monter du doigt les bords et les méchants. Dans les deux camps, de reste, on lui en voulait durablement, et si ce justicier de la caméra eut l'audace de s'attaquer à de grands sujets, il eut aussi à essuyer de longs procès et bien des sarcasmes. Un croisé de la vérité prête à rire, comme Don Quichotte, surtout lorsqu'il œuvre volontiers à la lèche. Cayatte n'était pas un pastiche.

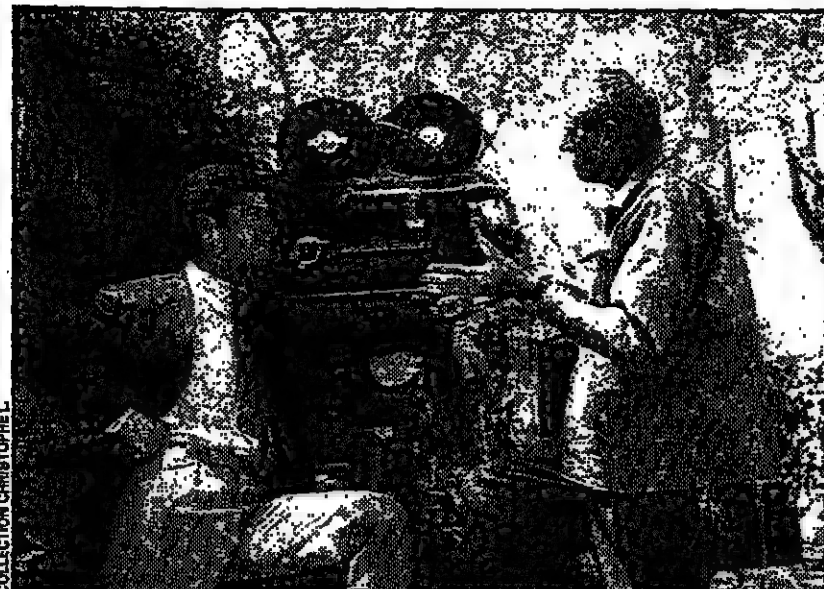
Né à Carcassonne le 3 février 1909, André Cayatte conquit les études de lettres et de droit. Licencié en lettres, docteur en droit, il se tourne d'abord vers le barreau, qu'il quitte ensuite pour les dossiers du journalisme et de l'édition. Il publia plusieurs romans : *Arabes*, *Un dur*, *Un Monstre*, *La Peau des autres*, *Le Traquenard*, *Les Marchands d'ombres*, sans trouver encore l'instrument de son propos le plus cher. C'est en collaborant avec Marc Allégret à l'écriture d'*Entrée des artistes* et avec Jean Grémillon pour *Remorques* qu'il débute au cinéma.

Si l'on doit isoler de la quinzaine de longs métrages qu'il réalisa, *Les Amants de Verone*, qui portent la marque de Jacques Prévert, l'immortable, l'ensemble de son œuvre est un long plaidoyer pour une justice plus humaine, moins aveuglément soumise aux règles et aux rites qui la rendent parfois impitoyable sinon inepte. Le projet était des plus nobles, et comme toujours c'est là que le bât blesse, car il fallait à son service un plus grand art que celui dévolu à l'ancien juriste. *Justice est faite* avec Mouloudji en 1932 est sans doute son film le mieux maîtrisé. Nous sommes tous des assassins est peut-être le plus célèbre. Aucune des circonstances qui alimentent les grandes causes

n'échappa à Cayatte, du rapt d'enfant aux difficultés de la vie conjugale en passant par l'esprit de légitime défense et les affres de l'amour interdit. L'affaire Gabrielle Russier lui inspira *Mourir d'aimer*, les spéculations immobilières de Puteaux lui donnèrent

bien du fil à retordre avec diverses formes de coquetterie avant d'aboutir à *Il n'y a pas de fumée sans feu*. Un sens aigu des torts à redresser joint à l'amerume des entraves qu'il rencontra normalement dans son dessin le conduisit à des jugements tranchés que l'on qualifie parfois de simplistes.

mélodramatiques, moralisateurs, manichéens. Cayatte n'aime pas les critiques de cinéma. Peut-on l'en blâmer ? Le public comme la profession salueront en lui sinon l'artiste au registre trop simple du moins le véritable homme de courage. MICHEL BRAUDEAU.



André Cayatte dirigeant Jean-Claude Brialy dans « Le Glaive et la Balance » en 1963.

De Balzac au film à thèse

Avant d'être réalisateur, André Cayatte avait travaillé comme scénariste : sur *Entrée des artistes*, de Marc Allégret, et sur *Remorques*, de Jean Grémillon en particulier. Sa carrière derrière les caméras commença pendant l'Occupation, période pendant laquelle il travailla pour la Continental (studio français sous contrôle allemand). Il filme alors *La Fausse Maîtresse*, avec Danielle Darrieux, d'après Balzac (1942), *Au bonheur des dames*, d'après Zola, et *Pierre et Jean*, d'après Maupassant (1943).

Il aborde ensuite le genre mélodramatique : *Roger la Honte* et la *Revanche de Roger la Honte* (1945-1946), tourne deux films avec Tino Rossi (*Sérénade aux nuages*, *Le Chantier Inconnu*). De la même époque datent *Les Amants de Verone*, sur un scénario de Jacques Prévert (1948), *Suivis de Justice* est faite (1950), par *Nous sommes tous des assassins* (1952), *Avant le déluge* (1953), *Elle pour lui* (1955), *Le Miroir à deux faces* (1958), *Le Passage du Rhin* (1960), *Le Glaive et la Balance* (1963), *Piège pour Cendrillon* (1965), *Les Risques du métier* (1967), *Les Chemins de Katmandou* (1969).

Après *Mourir d'aimer* (1971), il tourne en particulier *Il n'y a pas de fumée sans feu* (1972), *Verdict* (1974), *A chacun son enfer* (1977), *La Raison d'Etat* (1978), *L'Amour en question* (1978).

Depuis le début des années 80, André Cayatte n'avait plus tourné que pour la télévision, à l'intention des « Dossiers de l'écran », et toujours sur des sujets politico-sociologiques : *La Faute* (1980), *Les Amants du diable* (1981), *Des yeux pour pleurer* (1982), enfin, sur l'Algérie, *Retour à Cherchell* (1982).

« Eat the Rich », de Peter Richardson

Le festin des pauvres

Quand les pauvres bouffent du riche la nourriture devient monotone et le repas indigeste.

Quand les Anglais se dégagent de leur légèreté pondeuse et laissent le champ libre à leur science du burlesque, rien ne les amuse et surtout pas les barrières du « bon goût ». Leur force, c'est la trivialité, plus un film le mieux maîtrisé. Nous sommes tous des assassins est peut-être le plus célèbre. Aucune des circonstances qui alimentent les grandes causes

Eat the Rich, de Peter Richardson appartient à la même veine et aurait pu être vraiment drôle — avec toutes les richesses du genre. Les clichés sont le filé qui engage le Londres thaïchérien, les nouveaux riches et les anciens, l'espionnage de certains politiciens, la vulgarité des autres, la famille royale bien entendu, les terroristes, les snobs et les petits-bourgeois, les fonctionnaires sadiques de l'ANPE de la bas, etc.

L'intrigue est menée d'un côté par un militaire, folle perdue, serveur dans un restaurant branché appelé Bastards, dont il se fait éjecter pour excès d'insolence. De l'autre côté par un démoiselle d'extrême droite, secrétaire d'Etat à l'intérieur, une brute raciste accompagné d'une épouse ambitieuse, blond platine, obèse au point que, comparé à elle,

le regrette Divins ressemblait à Jane Birkin. Tandis que le politicien s'enivre à la bière, rackette les barreaux, règle à sa manière le conflit israélo-palestinien, drague la reine, engrosse une jeune personne de petite vertu, le militaire recrute un clochard athlétique, un paysan baba attaché, la jeune personne de petite vertu. Tel Robin Hood, il arme sa bande d'arcs et de flèches pour rétablir la justice. En fait, il reprend le restaurant d'où il a été chassé, et l'approvisionnement du chair humaine.

Le film est construit en suite de sketches comme s'il était adapté d'une mini-série. Le problème n'est pas là. L'ennui est que les scénaristes n'ont pas su développer leurs quelques bonnes idées. Elles s'éteignent et se répètent sur un rythme languissant et après avoir été mis en appétit, on sort de là déçu, frustré. COLETTE GODARD.

Le très « Grand Bleu »

Le troisième film de Luc Besson, présenté après trente-six semaines d'exploitation commerciale, dans une version longue de trois heures, retrouve les sommets du box-office.

Présenté dans deux salles parisiennes, il a totalisé plus de 27 000 entrées durant la semaine du 18 au 24 janvier et pris la dixième place au box-office. A l'affiche dans treize villes de province, il est en tête des entrées à Bordeaux, Caen, Grenoble, Lille, Montpellier, Nantes, Nice, Rouen et Toulouse et réunit ainsi 65 000 nouveaux spectateurs en sept jours. Le *Grand Bleu* devrait dès cette semaine voler la seconde place en nombre d'entrées à la cote officielle du film français au film *Roger Rabbit* qui le précède actuellement de 23 000 entrées avec 144 100 spectateurs à Paris.

Festival de Clermont-Ferrand

Longue vie au court-métrage

Le jury du onzième Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand, qui s'est achevé samedi, a récompensé deux réalisateurs : François Dupeyron (l'auteur de *Drôle d'endroit pour une rencontre*) avec *Lamento* et Patrick Bouchitey avec *Lune froide*, en décernant à l'un et à l'autre le Grand Prix. Autre réalisateur remarqué : Alain Tasma, qui a reçu le Prix du public pour sa première œuvre, *Jour de vagues*.

Soixante-seize films français en compétition, la participation remarquable de l'office national du film du Canada, qui célébrait cette année son cinquantième anniversaire et présentait vingt et un films, un panorama complet australien avec la projection de vingt-neuf films : la onzième édition du Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand, qui s'est tenue du 28 janvier au 4 février, a acquis ses lettres de noblesse. Lancé très modestement il y a onze ans par un petit groupe de cinéastes clermontois constitué en association Sauve-qui-peut le court-métrage, ce Festival, désormais reconnu, reçoit une aide conséquente de la ville, du conseil régional d'Auvergne et du conseil général du Puy-de-Dôme. A cela il faut ajouter la participation du centre national de la cinématographie, de la direction régionale des affaires culturelles, du ministère de l'éducation nationale, sans compter, depuis cette année, celle des FTT, des entreprises locales apportant égale-

ment leur contribution. L'an dernier, le budget global mis en œuvre était de 2 500 000 F, l'auto-financement représentant 25 % de cette somme.

Le réalisateur Claude Miller (*Marielle Randoune*, *l'Effronterie*, *la Petite Voleuse*), qui a refusé la présidence du jury — « Je ne suis qu'un juré parmi les autres » — définit le court-métrage comme « un genre à part entière ».

Le court-métrage, selon lui, tout en servant de banc d'essai à de jeunes cinéastes (ce fut son cas : *Juliet dans Paris*, 1967 ; *La Question d'Ordre*, 1969 ; *Camille ou la Comédie catastrophique*, 1971, mérite une attention toute particulière car le réalisateur est plus libre dans son expression.

Il conteste également l'idée selon laquelle le court-métrage s'adresse uniquement à des spécialistes et regrette que les directeurs de salles ne respectent pas la loi qui les oblige à projeter un court métrage avant chaque film. Reste le créneau de la télévision, dont les chaînes, pour la plupart, ont compris l'intérêt d'une telle forme d'expression. Reste aussi bien sûr un festival comme celui de Clermont-Ferrand, qui a enregistré cette année vingt-huit mille entrées : « Parce que le programme est à la hauteur de son ambition : diffusion, communication et révélation ».

JEAN-PIERRE ROUGER.

* Une nuit du court métrage est organisée par Ciné-Scope au Kinoparc, Le 11 février à partir de minuit. Tél. : 40-40-92-64 et 48-96-00-73.

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Récitals Piano

Stephen Bishop-Kovacevich
Beethoven, Chopin, Schumann,
6 février 20 h 30

Tamas Vasary
Beethoven, Chopin, 20 février 20 h 30

Jorge Bolet
Liszt, Schubert, 17 mars 20 h 30

Renseignements 40.28.28.00
par minitel 3615 code Châtelet

MERCREDI

SELECTION OFFICIELLE BERLIN 89

Le Cinéma de Rivette n'a pas cessé d'être proche de la poésie de Gérard de Nerval, comme si il en était habité.

Dans LA BANDE DES QUATRE, il met en scène les nouvelles Filles du Feu.

Ce qui fait de Rivette l'auteur le plus inspiré du Cinéma, un de ses plus grands poètes.

GILLES DELEUZE

CORIDA

RTL

LA CIGALE

RANDY

NEWMAN

MERcredi 15 FÉVRIER 1989 ★ 20H30

LOCATIONS: 3FNAC, VIRGIN MEGASTORE, CLEMENTINE, 3615+RVP, NOUVEL ALBUM, CASSETTE ET COMPACT, LAND OF DREAMS

wea

HUMOUR

18 H 30

THEATRE STY

PARIS

MAR. 7, VEN. 10, SAM. 11 FEV.

DIDIER GUSTIN

PROFESSION IMITATEUR

UNE REVELATION

PRIX 55 F - LOC. 42.74.22.77

2 PL. DU CHATELET 4°

MONT-PARNASSE

FABRICE LUCHINI

triomphe dans

voyage

au bout de la nuit

CELINE

PROLONGATION !

tous les mercredi

jeudi et vendredi

Loc. 43.22.77.74

LA

BANDE

DES

QUATRE

JEAN YVES ESCOFFIER JACQUES RIVETTE

LAURENCE / FERIA / INES / BERNADETTE / MATHALIE

COTE / DELISA / D'ALMERIDA / GIRAUD / RICHARD

KARINE BAYARD / IRMA DALLA / CAROLINE GASSER / IRENE JACOB / FLORENCE LAMMOUZE

FRANÇOISE MUEZ / DOMINIQUE BOUSSEAU / PASCALE BAUDIN / AGNES BOUILLON

BULLE OGIER / BENOT REGENT

DANS LE CADRE DES "ACTEURS A L'ECRAN"

INTEGRALE JACQUES RIVETTE

A L'ECRAN ET TGP DE ST DENIS

JUSQU'AU 15 FEVRIER

مركزنا من الأصل

هكذا من الأصل

MUSIQUES



Saxophones et publicités

Natures mortes

Aujourd'hui, dans les clips ou aux murs des villes, 4 mètres sur 4, le saxophone est partout. Sa forme, bien sûr, et ses reflets luisants séduisent. Instrument à la mode aux mains de jolies filles.

Promotion, publicité, information, les facteurs de saxophones ont, pour leur part, toujours utilisé des photos de (vrais) musiciens. Dans les magazines de jazz, Dolnet, Buffet-Crampon, puis Selmer ont occupé tour à tour la quatrième de couverture avec des photos de scène. Musiciens de légende, postures, expression, cadrage pour l'animateur, tout fait partie de l'étrange plaisir de voir la musique.

A ce titre, les deux dernières photos promotionnelles pour la maison Selmer (dues à Philippe Cibille) sont éloquentes.

Sur la première (pour les vœux de 1988), la table du musicien... ou sa moquette : des partitions froissées, le saxophone est démonté. L'accent lumineux vient se poser sur les touches de la main gauche. C'est un alto dont le bocal est abandonné sans couvercle (inélégance !). Eparses, quelques anches : Vandoren ? ou Rico numéro 4, comme celles qu'utilisait Charlie

Parker ? Le musicien est ici absent. A-t-il fini ou vient-il de commencer de jouer ? La seule partition visible est son titre. Dans le champ, une photo énigmatique affiche un profil perplexe (Archie Shepp, visiblement).

La dernière en date (vœux de 1989) est de belle conception, de belle composition. La panoplie est au complet, des boots au chapeau en passant par l'alto bien calé sur la chaise (on a repéré le bocal vers la gauche) avec son couvre-bec retrouvé et le cordon. Le musicien est absent. Enfin, absent de la scène, seulement il dort probablement à deux pas en plein jour (la lumière).

Plus de figures de légende, plus de musiciens live, bien vivants : on passe à la nature morte. Les saxophones ne se nourrissent pas d'exemples : aujourd'hui, ils s'habillent de mythes. Ce qui s'impose, c'est le fantasme pur, aussi sensible sur les effluves de publicité que dans les couloirs du métro : ce que Barthes nommait la forme suprême du sacré, « la marque et le vide ».

FRANÇOIS MARMADE.

Le « Transbordeur » à Lyon

Le pont à musiques

Une « salle d'expressions musicales » dédiée au rock vient d'ouvrir ses portes, à la frontière de Lyon et de Villeurbanne.

Entièrement financée par la ville de Lyon, pour un montant de 9,5 millions de francs, la nouvelle salle de concerts consacrée au rock, le Transbordeur, qui peut accueillir de 1 000 à 1 500 spectateurs — assis ou debout — a été aménagée dans une usine des eaux désaffectée dont on n'a conservé que les murs et un pont roulant, aussi décoratif que fonctionnel, qui lui donne son nom.

Le projet d'un Zénith bis, de 5 000 places, sur le site d'Eurexpo Lyon-Chassieu, semble pouvoir se concrétiser en 1990, et un municipalisme communiste de Vénissieux leur a déjà offert, début novembre 1988, une salle de concert de 1 300 places — le Truc(k).

Il y a très précisément dix ans, la frustration des amateurs lyonnais de musique rock avait donné matière à une campagne de presse en forme de croisade. Présentée comme le Liverpool français des seventies, parce qu'y fermentait une ribambelle de petits groupes prometteurs, tirés par une dizaine de locomotives — Starshooters, Factory, Killdozer, Marie et les Garçons, Sphero, Pulsar, Ganafool, Electric Callas, etc. — la

ville manquait lamentablement ce rendez-vous culturel.

Malgré la réussite d'un festival off, la New Wave French Connection se brisa sur l'intransigence frileuse des élus locaux. Plus tard, en 1983, la Bulle Tony-Garnier, structure légère de concert, installée sur l'emprise des anciens abattoirs de Lyon, éclairait sous la pression conjointe des décideurs politiques et du showbiz.

La municipalité de Lyon, soucieuse de faire vite et bien, a mobilisé pour l'opération Transbordeur. Un ancien batteur du groupe Pulsar, Victor Bosch qui, fort de ses expériences malencontreuses, a pu efficacement guider la démarche d'un jeune architecte, Yves Martin, et des services techniques de la ville pour concevoir et réaliser, en moins d'un an, un lieu bien adapté à sa vocation.

Traînée en noir, gris et bleu acier, la grande salle modulable — louée 12 000 francs par jour — dispose d'un club-bar attenante, d'une capacité de 400 places debout, qui devrait servir de tremplin aux jeunes groupes méconnus et désargentés (location 2 000 francs).

Tout en s'ouvrant, à l'occasion, à la chanson (Maxime Le Forestier, Paolo Conte), au jazz (Dizdiz Gillespie) ou à la danse (le KOK de Régine Chopinot), le « Transbordeur » tient surtout à ranimer la flamme rock autotroque.

ROBERT BELLERET.

■ Accord de coopération entre Yamaha et Schimmel. — Le groupe japonais Yamaha détendra désormais, au terme d'un accord de coopération, 24,9 % de la société dont dépend l'entreprise de fabrication de pianos ouest-allemande Wilhelm Schimmel. Tout en gardant leur indépendance, les deux sociétés entendent désormais échanger leur savoir-faire technologique (l'une et l'autre sont nées il y a cent ans environ) et, face à un marché de plus en plus encombré, associer leur puissance de recherche dans les

domaines de l'acoustique en général et de la fabrication des pianos droits en particulier.

Établie à Braunschweig depuis 1885, l'entreprise Schimmel emploie 480 artisans et fabrique 8 500 pianos par an. Yamaha, qui, créé en 1887, n'a commencé à produire des pianos, en 1900, représente, de son côté, 35 entreprises et emploie 17 000 personnes dans 17 pays du monde, selon le communiqué publié par les deux sociétés le 2 février.

Dans l'atmosphère confinée d'une société petite-bourgeoise, les débouliniers héros wagnériens revivent grâce à un solide spectacle et à une savoureuse distribution.

Les amateurs de reconstitution historique en seront pour leurs frais : de Nuremberg point dans ces Maîtres chanteurs, et pas la moindre allusion aux grandes cérémonies raciales que l'opéra de Wagner a suscitées du temps de Hitler. Le metteur en scène Herbert Wernicke est né en 1946 seulement. Et ce spectacle, par son politisme justement, avait coupablement éternisé les Hambourgeois il y a quatre ans.

Si l'on y cherchait quelque chose, ce serait bien plutôt de dédoubler l'Allemagne de ses responsabilités dans le nazisme. On découvre en effet une société petite-bourgeoise quelque peu obtuse, repliée sur elle-même, qui se laisse finalement convaincre par Hans Sachs d'admettre et d'admirer le poète, ce Walter qui apporte un souffle nouveau à l'art allemand.

Le peuple, les corporations, sont habillés à la mode des années 30, comme des frères et sœurs de nos « congés payés » du Front populaire ; les braves Maîtres chanteurs arrivent en complet veau et chapeau mou avant de révéler leur robe à frange qui leur donne l'allure de personnages de Franz Hals ; et tous ont une légère touche de vermillon sur les joues comme dans une note du Douanier Rousseau.

Wernicke, récemment remarqué dans le Châtelet de Barbe-Bleue, à Amsterdam (le Monde du 13 septembre 1988), insufflé à ces personnages une vie intense avec des jeux de scène simples, drôles et effacés, qui donnent sans cesse à voir et accompagnent le chant, le complètent sans le dissimuler, en particulier dans l'étonnante scène des Maîtres, où chacun dessine une silhouette frappante, au caractère marqué fort réjouissant.

L'atmosphère confinée de cette société est renforcée à l'excès par le décor unique, une caisse de bois grise et nue, cadre vraiment étouffant au deuxième acte, qui répercute le son de la discussion Sachs-Beckmesser et de la bagarre finale avec une brutalité assez grossière.

Mais ce cadre étroit convient assez bien à l'austérité de l'office luthérien du début, et à la gigantesque kermesse de la fin, où les foules serrées comme des sardines dansent sur place dans la chaleur conviviale du chant et de la bière.

Si le spectacle languit quelque peu au deuxième acte, il est en général d'un rythme et d'un intérêt très soutenus, grâce à une solide distribution, sans aucune vedette internationale mais d'une homogénéité rare.

Le Walter de Klaus Koenig a une tout autre vaillance que les Kollo et Hoffmann, un timbre d'airain rayonnant. Malgré son apparence un peu lourde, il joue avec entrain et ironie, ne craignant pas d'assicoter et de provoquer les Maîtres.

Ceux-ci manifestent tous une personnalité originale, en particulier le Beckmesser de Richard Salter, nullement ridicule de prime abord, belle et forte voix, visage poétique, mais avec des gestes obsessionnels d'une drôlerie parfois chaplinesque.

La Gretchen blonde de Gabrielle Maria Ronge, aux vêtements vieillots, à la voix victorieuse et un peu épaisse, correspond tout à fait à la conception du metteur en scène ; et

Ruthild Engert-Ely (Magdeleine) forme un couple exquis avec Lars Magnusson, David à la voix ronde et radieuse dont on n'aurait vraiment pas qu'il puisse martyriser de cette manière le pauvre Beckmesser.

Victor Braun, enfin, déploie à l'aise l'étoffe de Sachs ; la voix est belle, chaude, dactyle ; mais peut-être abuse-t-il un peu de sa facilité, jouant plus qu'il ne revêt la grande dignité de ce personnage exceptionnel.

À côté des Maîtres, louons les chœurs de l'Opéra, préparés par Andrea Giorgi, puissants, disciplinés ; le choral en hommage à Sachs fut d'une beauté et d'une foi bouleversantes. Malgré parfois quelques excès sonores, Lothar Zagrosek mène la représentation avec beaucoup de précision et d'attention aux chanteurs, mais gesticule un peu en vain dans les préludes et interludes. Quant à l'Orchestre de l'Opéra, il s'est montré à la hauteur de sa tâche.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 7, 16, 19, 21, 25 février et 1^{er} mars à 18 heures.

« Les Maîtres chanteurs », de Wagner, au palais Garnier

Loin du nazisme

Schumann en disque

Le piano des voix intérieures

Moins systématiquement exploré au concert que Beethoven, Mozart ou Chopin, Schumann (comme Schubert) a trouvé dans le disque un médium privilégié.

De Schumann, on n'a longtemps joué que le Carnaval, les Études symphoniques, le Concerto pour piano, on n'a longtemps chanté que l'Amour et la vie d'homme et dirigé l'Ouverture Manfred. On ignorait purement et simplement son Concerto pour violon, son Opéra, son unique opéra, ses Scènes du Faust de Goethe, ses dernières œuvres pour piano, et sa musique de chambre, hors le célèbre Quintette avec piano.

En quinze années, le disque a tout changé. Non que Schumann soit devenu une valeur sûre du concert, mais des pans entiers de son œuvre nous ont été révélés grâce à des interprètes entêtés.

Parallèlement au trac et aux manifestations d'enthousiasme du public, Yves Nat s'était, quinze années avant Glenn Gould, réfugié dans le calme sécurisant du studio pour fixer sa vision de l'univers schumannien. Grâce à ces six disques (EMI) de nombreux mélomanes — voire des pianistes ! — ont appris que Schumann (il n'est, hélas ! pas été réédité sur disques compact). Certains n'hésitent plus à choisir Schumann pour leur premier disque.

Laurent Cabasso, bardé de prix, n'a pas craint d'associer les Kreisleriana, les Chants de l'aube et la Nachtstücke sur son premier CD. Difficile de marquer dans un tel répertoire si crépusculaire, si gris. Dans les Kreisleriana, il s'effouffe, manquant à la fois de poigne et de nerf. Sa sonorité sombre, ses tempos larges, sa poétique discrétion

Liberté et rigueur

Coup sur coup ce ne sont pas moins de trois enregistrements de la Première Sonate qui viennent de paraître. Une œuvre quasiment impossible à construire. Ses redites, ses brusques écarts poussent souvent les pianistes à s'éparpiller, incapables de tenir la distance. Vladimir Ashkenazy qui enregistre disque sur disque et laisse publier des interprétations bâclées vient de tomber dans ce piège : brutale (c'est peu dire), sèche, stupidement virtuose, sa lecture de l'Opus 11 (Decca 421 290-2) est distancée par la poésie, l'animation fiévreuse d'Elisabeth Leonskaja. La pianiste d'origine soviétique s'immerge dans la polyphonie si compliquée de Schumann, elle donne vie aux redites et de la grandeur au finale. Une grande pianiste est née, à Schumann qu'elle enregistre pour la première fois (Telefunken 243 673-2).

Catherine Collard a étudié auprès d'Yvonne Lefebvre. De son maître, elle a gardé l'acuité du regard, la rapidité des transitions, le goût des tempos vifs et l'horreur de la pose sentimentale. Sa Première Sonate est à la fois rigoureuse dans l'agencement des plans, dans la découpe rythmique et totalement libre, inspirée dans la déclamation. Architecte et poète, Catherine Collard réconcilie les anciens et les modernes. Constantement sur le qui-vive, son jeu est tendu comme un arc. Présente derrière chaque note, fluide de transition, cette artiste qui semble titotter Schumann fait oublier

toutes les bizarreries d'une œuvre qu'elle a associée aux Papillons, à l'Arabesque et aux Scènes d'enfants. Dans dix ans, dans vingt ans, son disque n'aura pas une ride. Comme ceux de Nat (Lyria CD 083).

Iouri Egorov nous a quittés l'an dernier. Il était le plus grand pianiste que l'Union soviétique nous ait envoyé depuis Gilels et Richter. Plus fragile que ses grands aînés, moins préemptoire, il subjugait par la noblesse, la pureté de ses interprétations. Il jouait beaucoup Schumann en concert et avait enregistré les Kreisleriana pour son entrée au catalogue EMI. Elles nous parviennent aujourd'hui pour la première fois. En 1978, Iouri Egorov avait vingt-quatre ans mais son jeu n'a pas d'âge. Fulgurant quant à d'autres transparent, profond quand les histoires jouent la comédie du malheur, Egorov émet par la seule grâce d'un jeu dont on serait bien en peine de percer les secrets tant il est transparent aux œuvres qu'il recrée (EMI CDM 769537).

Sergei Edelmann a vingt-sept ans. Il vient d'enregistrer la Wanderfantasie de Schubert et la Fantaisie de Schumann ! Ce coup d'essai bien téméraire est transformé haut la main (RCA RD 87746). Héritier de la grande école de piano russe — son maître de père fut l'élève de Felix Blumenfeld, le professeur de Vladimir Horowitz) et de Heinrich Neuhaus (celui de Gilels et de Richter) —, le jeune Edelmann joue avec liberté mais rigueur. Ses attaques, jamais dures, libèrent une sonorité moelleuse, lumineuse, qui lui permet de chanter sans raideur. Voilà du grand piano à la mode d'aujourd'hui.

Les grands interprètes de Schumann donnent finalement l'illusion à leurs auditeurs que l'interprétation est un jeu d'enfants accessible à celui qui sait écouter.

ALAIN LOMPECH.

Procès Stil-Polygram

La multinationale condamnée en première instance

Le disque d'extraits des Boréades de Rameau (associés à des fragments de Dardanus) enregistré en Hollande sous la direction de Frans Brüggen et distribué par Polygram sous l'étiquette Philips constitue une « contrefaçon ». Le tribunal de la troisième chambre de Paris, après une audience publique dont nous avions rendu compte (le Monde du 19 janvier), a donc donné gain de cause à Alain Villain et aux Éditions Stil, possesseurs des droits sur cette œuvre posthume.

Le tribunal a considéré que Polygram avait commis une « négligence fautive » en omettant de vérifier auprès de la SACEM que cette œuvre n'était pas, bien que composée il y a plus de deux siècles, libre de droits. Que sur ce point la société multinationale ne pouvait en rien arguer de sa bonne foi, l'affaire ayant déjà fait grand bruit au moment de l'acquisition de l'œuvre en 1982 au Festival d'Aix-en-Provence. Qu'une régularisation a posteriori par mention du copyright « Éditions Stil » sur les enregistrements commercialisés « n'était pas de nature à effacer pour le passé la faute commise et le dommage qui en a résulté pour Alain Villain ». Qu'en tout état de cause, cette régularisation tardive n'avait pas été effectuée dans les conditions exactes prescrites par l'ordonnance de référé établie antérieurement.

Conclusion de ce jugement qui ne manquera pas de faire sensation (et contre lequel Polygram devrait d'ailleurs faire appel) : l'ensemble des filiales européennes du groupe (et même la société grecque qui n'en a reçu que douze exemplaires) sont condamnées in solidum à verser à Alain Villain d'importants dommages et intérêts. « Le commerce du disque n'est plus un commerce national », avait-il été rappelé à l'audience. Le jugement parisiens pourrait sur ce point faire jurisprudence.

A. R.

CALENDRIER

Classique

★ « Didos et Enée » aux Champs-Élysées. — En une petite heure, et malgré les faiblesses d'un livret pourtant inspiré de l'Énéide de Virgile, Purcell pose les jalons de l'opéra moderne.

★ Le 9 février, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

Gérard Poulet au Châtelet. — Contrairement à ce que nous indiquions dans le calendrier du 31 janvier, Gérard Poulet jouera trois fois, les 6, 8 et 10 février, au Théâtre du Châtelet, à 12 h 45. Il se frottera à l'exercice périlleux du violon seul.

★ Les 6, 8, 10, 12 à 43. Tél. : 42-33-00-00.

★ Pelléas et Mélisande à Montferrat. — Dans une réalisation scénique d'Alain Carichot, l'opéra de Debussy sera donné au Théâtre Montferrat par une troupe de jeunes chanteurs (Didier Henry, Caroline Delaporte, Vincent Le Texier, Donatienne Michel) avec un simple accompagnement de piano (Anne-Marie Fontaine).

★ Le 11, 20 h 30, Grand Auditorium. Tél. : 42-30-23-03.

Jazz

Michel Graillier en club. — Pianiste délicat, compagnon de route des derniers concerts de Chet Baker,

★ Le 7, 20 heures. Tél. : 43-31-11-99.

Des Américains à Fleyet. — L'Orchestre de Detroit fait escale à Paris. Il est dirigé par Gunther Herbig — un formidable chef depuis peu leur patron — dans la Seconde symphonie de Brahms et le trop rare Concerto pour violon de Schumann ; au violon, Gidon Kremer.

★ Le 9, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.

Ivo Malet à la radio. — Ivo Malet est un compositeur fécond et d'enseignement de tout premier plan (au Conservatoire national de Paris). Le 11, il prendra la baguette pour diriger le NOP dans un programme d'œuvres orchestrales ou pour orchestre et bande qui lui est entièrement consacré. A noter, la création d'Exemples, une commande de Radio-France.

★ Le 11, 20 h 30, Grand Auditorium. Tél. : 42-30-23-03.

Jazz

Michel Graillier en club. — Pianiste délicat, compagnon de route des derniers concerts de Chet Baker,

Michel Graillier est en duo au Magnétique Terrace. Une occasion rare de l'entendre hors de son rôle de « sideman », d'accompagnateur, l'homme d'à côté. Fin de la semaine sous les mêmes voûtes, Bob Mover (avec Al Levitt à la batterie).

★ Mardi 7 janvier, au Magnétique Terrace, à 22 heures. Tél. : 42-36-25-44.

Christophe Lauer au Sunset. — Une certaine conception du jazz « moderne », très mode, très technique, très séduisante, assez creuse parfois, et la présentation de « The New Generation in Jazz ». Parfois la rythmique dit tout ainsi : derrière Christophe Lauer (saxophone), Jenny Clark et Billy Hart.

★ Mercredi 8 (jusqu'en 11), au Sunset, à 22 heures. Tél. : 40-36-46-60.

Variétés-rock

Johnny Winter à La Cigale. — Hors la mode, et après une de ces longues absences qui jalonnent une aventure sans compromis de trente années, revolez Johnny Winter, le Texan albinos. Les longs morceaux qu'il joue coulent en ligne droite, ne s'embarassent pas de recherche for-

melle. Il est à l'aise dans toutes les variations musicales issues du blues et du rock'n'roll.

★ Les 6 et 7, 20 h 30.

Gilbert Laffaille au Dejazet. — Gilbert Laffaille propose un voyage musical, burlesque et poétique avec une alternance de contes tendres et ironiques, de monologues caustiques et de chansons.

★ Jusqu'en 11, 20 h 30. Tél. : 42-74-20-31.

Al Jarreau à Bercy. — Technique irréprochable, charisme et humour, tels sont les atouts qui font de chaque prestation d'Al Jarreau un moment chaleureux, agréablement swingant.

★ Les 9 et 10, 20 h 30. Tél. : 43-46-12-21.

Harris Alexiou à Polygram. — Chanteuse populaire de la Grèce des années 60, Harris Alexiou a su jeter un pont entre le reboutin, chant de patience et d'inspiration, et la balade contemporaine imaginée par un jeune auteur-compositeur comme Christos Nicolopoulos.

★ Samedi 11, 20 h 30. Tél. : 47-42-82-45.

théâtre

services

Le Monde ECONOMIE

« AFFAIRES » A SUIVRE

Séparer les pouvoirs

L'économie mixte apparaît
comme le lieu idéal d'un mélange
parfois malsain d'intérêts

INITIATION aux affaires : dans certaines grandes écoles et dans de nombreux centres de formation, on envisage déjà de modifier l'initiale des cours d'introduction à la vie des entreprises. « Initiés », « affaires », faculté à profondément dévaluée ces termes. Les scandales politico-financiers qu'ils évoquent — la Société générale, Pechiney — auront d'autres conséquences, plus sérieuses, politiques mais aussi économiques.

La finance — la star des années 80 — pourrait en être l'une des victimes en France. Pour la sauver, le gouvernement plaide en faveur d'une « moralisation de la vie financière ». Au-delà, les affaires relancent le débat sur l'économie mixte, sur les rôles respectifs de l'Etat et du (des) marché(s). Un vieux débat, certes, toujours actuel.

Une délinquance financière

Le raid sur le capital de la Société Générale — comme l'offre publique d'achat de Pechiney sur la firme américaine Triangle — soulève d'abord l'un et l'autre les problèmes liés aux marchés de l'argent, à leur fonctionnement, et à leurs dysfonctionnements. Dans les deux cas, des enquêtes sont en cours — de la Commission des opérations de Bourse pour le premier, de la justice et de la SEC (Securities and Exchange Commission) pour le second — pour déterminer s'il y a eu des délits d'initiés et des manipulations de cours.

Ces affaires révèlent ainsi à l'opinion publique, s'il en était besoin, la délinquance financière. Celle-ci n'est ni nouvelle ni une spécialité française. Dans les pays — comme les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne — où les marchés financiers ont une plus longue tradition, elle y est aussi nettement plus développée, la lutte contre la délinquance aussi.

En France, comme ailleurs donc, le développement accéléré des marchés depuis le début des années 80 s'est accompagné d'une progression sensible du nombre des délits et infractions de toute nature. On l'a vu à l'occasion de quelques escroqueries récentes dont ont été victimes des entreprises, comme la Cogema (sur le marché à terme international de France, le Matif) ou des organismes, comme la Société des Bourses françaises.

On le voit à travers la multiplication des recherches sur d'éventuels délits d'initiés. La Commission des opérations de Bourse a, dans son « portefeuille » d'enquêtes en cours des affaires nombreuses : Louis-Vuitton-Moët-Hennessy, Béghin Say, Remy et Associés, Société générale.

Le comportement irrégulier de quelques-uns doit-il conduire à condamner l'ensemble ? La modernisation des circuits de financement de l'économie française à « marche forcée » a provoqué quelques dérèglements. Ceux-ci doivent-ils mener à une remise en cause du rôle des marchés financiers ?

Le risque d'une telle remise en cause est d'autant plus grande que les « affaires » récentes ont contribué à

focaliser l'attention sur l'un des aspects encore mal acceptés par l'opinion publique française : la spéculation. Pour les théoriciens comme pour les praticiens des marchés, elle en est une dimension indispensable. En simplifiant, on peut affirmer que seule la présence de « spéculateurs » — c'est-à-dire d'agents réalisant en permanence des opérations à court terme — permet d'assurer une confrontation permanente entre l'offre et la demande, un fonctionnement régulier des marchés.

Toutefois, la spéculation reste assimilée en France à « l'argent facile » et peut conduire à une condamnation des marchés. Afin d'éviter un retour en arrière, le gouvernement va travailler à « une moralisation de la vie financière », avec notamment un renforcement des pouvoirs et des moyens de l'organisme de surveillance des marchés, la Commission des opérations de Bourse. Les « affaires » devraient être aussi l'occasion de reprendre la réflexion sur l'« économie mixte ». Absent de la théorie économique classique, ce concept, cher au président de la République, correspond pourtant à une incontestable réalité, celle de l'ensemble des pays capitalistes. Faute d'une parfaite distribution des rôles, l'« économie mixte » apparaît en fait comme un terrain très favorable aux « affaires ».

La famille Cointreau, actionnaire minoritaire de Remy Martin, accuse les membres de la famille Hériard Dubreuil, actionnaire majoritaire, de délits d'initiés. La COB soupçonne certains alliés de Georges Pébereau dans son offensive sur le capital de la Société générale d'avoir profité d'informations privilégiées pour s'enrichir aux dépens notamment de la Caisse des dépôts. Entre ces deux histoires, il y a une différence essentielle : d'un côté, il s'agit d'une bataille purement privée entre deux familles ; de l'autre, d'une opération dans laquelle l'Etat est en cause.

Le mélange des genres

Panama, la Garantie foncière, l'affaire Aranda hier, Pechiney ou la Société générale aujourd'hui : ce qui fait qu'une affaire prend des guillemets et devient un scandale « politico-financier », c'est en fait le mélange des genres, celui entre des intérêts privés et des intérêts publics. Pechiney, entreprise d'Etat, achète une société privée américaine. La décision n'est pas fondée uniquement sur des critères industriels et financiers. Son actionnaire — l'Etat — fait intervenir ses propres préoccupations. Il peut s'agir par exemple de l'intérêt national.

Le raid sur la Société générale a, de ce point de vue, été un cas d'école. Il a été l'occasion d'un extraordinaire mélange des genres. Trois motivations totalement différentes se sont retrouvées pour organiser la prise de pouvoir dans la principale banque privée française : celle de Georges Pébereau, la puissance ; celle de Pierre Bérégovoy, le « dénoyautage », et celle de quelques capitalistes. L'argent. Des capitaux privés et publics se sont ainsi mêlés dans des conditions peu transparentes.

Le ministre de l'économie n'a d'abord affirmé n'être pour rien dans cette affaire. Le marché faisait spontanément l'œuvre de « dénoyautage » qui lui était chère. En fait, la main invisible était alors aidée non seulement par les capitalistes mais aussi par les pouvoirs publics (la Caisse des dépôts, Thomeon...) mais également par les institutions d'Etat.

L'exceptionnelle célérité du Comité des établissements de crédit — un organisme lié à la Banque de France — lorsqu'il s'est agi de donner une autorisation à Georges Pébereau pour son raid ; l'incertitude de la Commission des opérations de Bourse pendant plusieurs semaines, malgré la faible transparence des opérations menées par l'assailant ; les pressions et les marchandages de l'Etat sur certains opérateurs privés, français et étrangers ; comme dans les « affaires » du passé il y a sans doute eu, dans celle de la Société générale, un comportement partiel des institutions publiques.

Le grand danger, c'est que l'Etat, jouant de ses prérogatives et de sa puissance, n'étouffe tout fonctionnement réel du marché. Souhaitant favoriser un

mariage entre une économie de marché et des interventions de l'Etat, l'« économie mixte » — dont Jean-Pierre Chevènement fait un éloge remarqué dans sa dernière lettre de la République moderne — apparaît comme le lieu idéal pour ce mélange parfois malsain d'intérêts.

Il ne peut y avoir de marché si les règles ne sont pas les mêmes pour tous les acteurs. A titre d'exemple, il est évident que, par son pouvoir comme du fait de son organisation, la Caisse des dépôts ne sera jamais un acteur comme les autres. Sauf à abandonner certaines de ses caractéristiques, elle ne peut pas prétendre devenir la banque d'affaires de l'Etat.

L'économie française relève incontestablement d'un modèle d'économie mixte. Quel doit être le poids respectif de l'Etat et du marché ? Le choix relève d'options politiques. En revanche, afin d'améliorer l'efficacité et la moralité de l'organisation économique française, une définition plus précise des frontières qui séparent les deux mondes devrait s'imposer à tous.

Les « affaires » récentes ont en particulier fait ressortir la nécessité de mieux définir les responsabilités de chacun, celles des entreprises publiques et celles des entreprises privées, celles des organismes de réglementation et celles des organismes de contrôle, celles des gendarmes et celles des juges. Comme dans le domaine politique, un Montesquieu contemporain devrait appeler à une séparation des pouvoirs, en économie aussi.

ERIK IZRAELEWICZ

L'inévitable initié

par BERTRAND JACQUILLAT (*)

LES récentes « affaires » Pechiney et Société générale ont fait l'écho qu'elles ont suscité dans l'opinion publique ont mis l'éclairage sur les concepts d'opération et de « délit d'initié ». Il y aurait délit d'initié à partir du moment où quelqu'un utilise des informations non publiques, donc « privilégiées », pour acheter ou vendre des actions en Bourse. Cette définition traditionnelle du délit d'initié n'est pas sans embûches : en effet, pour éradiquer complètement le délit d'initié des transactions boursières, il faudrait à contrario que tous les investisseurs agissent sur la base des mêmes informations.

Cette définition, qui correspond à l'article 10-1 de l'ordonnance du 25 septembre 1967 portant création de la Commission des opérations de Bourse (COB), a été affirmée pour la première fois, en 1964, dans un arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis à propos de l'affaire de la société Texas Gas Sulphur. Quelques-uns de ses dirigeants avaient été inculpés à qui il était reproché d'avoir acheté des actions avant que le prix de celles-ci n'augmente fortement à la suite de l'annonce par la société de la découverte d'importantes réserves

de gaz. Dans l'état du droit actuel, l'utilisation d'informations non publiques par les employés d'une société constitue clairement un délit d'initié.

Noyau dur et nationalisation

Le champ d'application du délit d'initié s'est focalisé récemment sur les OPA, où serait illégale l'utilisation par un investisseur de la connaissance qu'il pourrait avoir d'une opération d'achat d'une entreprise par une autre avant qu'elle ne devienne publique à la suite d'une franchissement de seuil. Appartient à cette catégorie, l'affaire Pechiney, l'affaire Société générale dans la mesure où une modification de noyau dur s'apparente techniquement à une prise de contrôle, mais aussi les opérations de nationalisation en 1982 dont la préparation des modalités au cours de l'été et de l'automne avait donné lieu à des comportements de cours quelque peu étranges.

(Lire la suite page 20.)

(*) Professeur à l'université Paris-Dauphine.

Paradis financiers



« ZONES FRANCHES ET PARADIS FISCAUX », FAYARD-RECLUS, 1986

par ROGER BRUNET (*)

ANGUILLA n'a pas sept mille habitants et se cache dans les Caraïbes. Le Liechtenstein en a vingt-six mille et se trouve au bout des banques suisses. Les spéculateurs des actions Triangle ont su les dénicher et s'en servir, parce qu'ils sont de commodités « paradis fiscaux ».

L'expression est un peu trompeuse : elle évoque surtout ces lieux de luxe où les vedettes affichent leur adresse à échapper au sort commun de leurs concitoyens. Il y a bien plus, et pour des sommes autrement considérables : ce sont les paradis pour firmes. Leur vertu ne réside pas seulement dans la modicité des taxes, mais aussi dans la discrétion des transactions, la bienveillance des règlements et l'absence de dérogations.

Il vaudrait mieux les nommer « paradis financiers ». Ce sont des havres (haven en anglais), des refuges où l'on traite des affaires à l'abri, et de loin. En ce sens, ils appartiennent à la grande famille des lieux dits « francs » parce qu'ils sont hors de la loi commune. Dans les paradis financiers on manipule des capitaux ; dans les zones franches commerciales, ce sont des marchandises. Dans les zones franches industrielles, on manipule aussi, et en plus, la législation du travail et l'on « crée des emplois », pour un temps, en exploitant la dérogation.

Plus encore que les zones franches, les paradis financiers sont associés à des isolats : îles, micro-Etats, et les deux souvent confondus. Le phénomène est ancien : les rivages méditerranéens et de l'Europe occidentale en ont usé dès le Moyen Âge. Il s'est affirmé avec la généralisation du système des Etats, pour échapper à la loi normale.

Aussi les paradis des paradis sont-ils les grands isthmes du monde, ces espaces de transaction, ces grandes synapses qui relient continents et océans : les Caraïbes, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud-Est, Hongkong et Macao furent célèbres, ils ont essaimé jusque dans le Pacifique. Les guerres n'ont pas effacé le rôle du Liban, de Chypre et d'autres. Des Antilles ne vivent que de cette fonction, et rares sont celles qui lui échappent.

Mais on en trouve également à la périphérie même des grandes puissances, soigneusement établis et préservés à leurs frontières : le maintien de micro-Etats et d'enclaves en Europe n'a guère d'autre sens. Le Liechtenstein et même le Luxembourg, également apparus dans l'affaire Triangle ; l'Andorre et le Monaco ; de plus en plus, les îles Anglo-Normandes et surtout l'île de Man, entre Angleterre et Irlande, qui

abrite volontiers les sociétés sud-africaines, peu fréquentables ailleurs : voilà autant de paradis financiers si proches qu'on les oublierait presque. La Suisse tout entière joue ce rôle avec plus d'ampleur et une pyramide complexe de niveaux, puisqu'elle a elle-même, en outre, un système subtil de zones à dérogation et d'enclaves.

Le phénomène s'est récemment accentué avec la multiplication des lieux de banques dites « offshore », dont la présence est autorisée sous réserve qu'elles fassent leurs affaires à l'extérieur du pays d'accueil. L'ouverture de « zones spéciales » par la Chine, puis par la Hongrie, et maintenant par l'URSS vers Vladivostok et par la Pologne vers Szczecin, n'est pas étrangère à cette stratégie des sas et des arrière-boutiques. Et quand la France invente d'immatriculer des navires au pavillon de lointaines îles Kerguelen, inhabitées de surcroît, cela peut apparaître plus cynique que convenable.

Car si les paradis financiers arrangent quelques affaires douteuses. Dans ceux des Caraïbes se lessivent les narcotiques, et le gouvernement des Etats-Unis lui-même commence à se plaindre et des trafics illicites, de provocation et des trafics illicites, de

drogue, d'armes et même de personnes, qu'ils encouragent.

Le marché mondial des armements et les incroyables commissions qu'il procure aux intermédiaires financiers bénéficient pleinement des paradis financiers. Mais on n'a jamais vu des innovations technologiques et des créations durables fleurir dans les paradis financiers : le progrès scientifique et technologique, la « troisième révolution industrielle » et le postindustriel se construisent ailleurs.

On peut admettre que ces lieux ordinairement discrets font partie des maux nécessaires, des inévitables arrière-cuisines odorantes du système monde. En ce sens, ils sont bien plus des purgatoires que des paradis. Jusqu'à un certain point, ils facilitent certaines choses et contribuent à l'ordre du monde. Mais ils en entraînent aussi les désordres, car la drogue, les mafias, les guerres leur profitent. Par les spéculations qu'ils soutiennent, ils peuvent faire naître des catastrophes, individuelles ou collectives.

La France a connu ces dernières années une montée des spéculations sur l'intérêt des zones franches et autres lieux de dérogation. Des sacrifices ont été consentis à ce mythe. Ceux qui se battent pour créer des technopoles ont plus de mérite, et l'on peut gager qu'ils ont bien plus d'avenir.

(*) Directeur de recherche au CNRS.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Crimes sans châtiement

par JEAN COSSON (*)

L'est fait grand bruit autour de « délits d'initiés » dont sont accusés des hommes d'affaires qui — c'est ce qui paraît passionner l'opinion — auraient tenu leur « initiation », à savoir les bons tuyaux boursiers, de personnalités politiques ou proches du pouvoir. L'arbre ne devant pas cacher la forêt, peut-être est-il bon de rappeler que la jungle des affaires recèle pour sa faune bien d'autres moyens de s'approprier illicitement « l'argent des autres ».

Pour le délit d'initié, les juristes, poussant l'art de la distinction jusqu'au coupage de cheveux en quatre, ont voulu punir les spéculateurs en Bourse qui, en trichant sur les règles du jeu, s'enrichissent au détriment de ceux qui ne le font pas. Or, la triche, quelle soit à la Bourse, ou à la banque, n'est qu'une forme de vol défendu par toutes les lois.

L'employé du PMU qui détient les paris n'a pas le droit, lorsqu'il entend la radio annoncer le

numéro du cheval gagnant, de glisser dans le lot un billet à son nom portant ce numéro. De même celui qui participe à la gestion ou à la vérification d'une société dont les actions sont cotées en Bourse n'a pas le droit de spéculer sur ces titres s'il apprend avant le public que leur valeur changera beaucoup dès que sera publié un événement connu des seuls initiés, dont il est.

De simples amendes

Ce délit nouveau n'est pas une invention française, du moins dans sa définition légale. Celle-ci, comme beaucoup d'autres choses, nous est venue d'Amérique. En effet, c'est l'ordonnance du 28 septembre 1967 qui a créé la Commission des opérations de Bourse (COB), à l'image de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, laquelle existait depuis 1933.

L'article 10-1 de ce texte a été modifié par la loi du 23 décembre

1970 pour instituer le délit dit des initiés, ainsi que le délit de divulgation de fausses informations pour agir sur le cours des titres. Depuis la loi de 1970, bien peu d'affaires de poursuites pénales ont été traitées par la justice. Celles qui l'ont été portaient sur des transactions peu importantes. Les condamnations prononcées étaient des amendes de l'ordre de 10 000 francs.

Avec l'affaire Pechiney, pour la première fois en France, on voit du sérieux. Pourquoi cette affaire énorme par rapport aux autres a-t-elle surgi ? Tout simplement parce que le fait n'est pas produit en France, mais à la Bourse de New-York, où règne la SEC, qui ne plaisante pas avec ces choses-là. Elle n'hésite pas à poursuivre, même des tycoons, et les tribunaux sévissent. Ils envoient les coupables en prison pour de nombreuses années (Boesky, Levine et d'autres).

Il a fallu une belle dose d'ignorance, voire d'inconscience à ces messieurs proches du pouvoir français pour aller commettre un délit d'initié aussi voyant à New-York. N'avaient-ils pas entendu parler de la SEC ? Leurs précepteurs, les politiciens de droite, avaient été plus malins. Commettant eux aussi des délits d'initiés et beaucoup, ils s'étaient cantonnés à la Bourse de Paris.

Selon le Monde daté 29-30 janvier (p. 16) un sieur Lyndon Larouche, de Virginie, fera quinze ans de prison pour fraude fiscale et escroquerie. Encore faut-il relever que l'escroquerie consistait à n'avoir pas remboursé 30 millions de dollars empruntés. Il n'y aurait en France qu'une simple dette civile.

Les juristes étrangers sont toujours surpris quand on leur dit que vendre la tour Eiffel ne constitue pas une escroquerie, si quelqu'un est assez naïf pour croire qu'un particulier puisse être propriétaire du monument. En droit français, le principal est que la loi ne pro-

tège pas les imbéciles. Le droit allemand, avec la notion de Wachter, donne la solution contraire.

La COB a reconnu qu'il y avait déjà eu d'importantes affaires d'initiés, observant qu'elle n'y pouvait rien, car les opérateurs sont toujours des étrangers, principalement des Suisses. On ne peut obtenir aucune information en raison du secret bancaire. C'est vite dit. Les opérateurs ne sont suisses qu'en apparence.

Tout le monde sait que les capitaux en jeu appartiennent à des Français et reviennent au pays sous un pavillon de complaisance suisse. Or ce pays ne refuse les informations que lorsqu'il s'agit d'infractions fiscales ou douanières. Pour les autres délits, la COB peut faire faire des investigations, même dans les banques. Encore faut-il le lui demander.

La classique escroquerie

A la Bourse, le délit d'initié a remplacé la classique escroquerie à la boule de neige qui, depuis la révolution industrielle, a permis aux « agitateurs » de drainer l'argent des spéculateurs, attirés par la perspective de gains faciles. Dans ce genre, les scandales les plus récents sont ceux de la Garantie foncière et du Patrimoine foncier, qui portaient sur des paris de sociétés civiles de placement immobilier. Les dirigeants en titre de ces sociétés ont purgé quelques années de prison, bien que leur profit personnel ait été plutôt modeste.

On n'a jamais su ni cherché à savoir ce qu'était devenu tout l'argent détourné. Quelqu'un pourtant le savait, M. R., un avocat qui, dans chacune des sociétés n'ayant pas de lien entre elles, avait été le dirigeant réel, l'âme dormante de toute l'histoire. Il était

(*) Conseiller honoraire à la Cour de cassation.

apparu qu'il avait opéré pour le compte d'un parti politique. Condamné à trois ans d'emprisonnement, il a été vite libéré et a disparu, emportant le secret de la vraie destination des fonds.

Le dirigeant du Patrimoine foncier, Lipsky, avait trompé aussi dans une autre combinaison. Ayant obtenu d'une banque un crédit de 26 millions pour financer un marché de fil de fer, il aurait revendu la marchandise et oublié de rembourser le bailleur de fonds, ce qui s'appelle un carambouillage, autre forme d'escroquerie. La banque « victime » a fait porter le chapeau à l'un de ses fondés de pouvoir. On a retrouvé Lipsky peinant dans un kibboutz et il a été livré par Israël, ce qui prouve qu'il n'avait pas les millions volés.

Cet exemple appelle une double réflexion : primo, la fraude fiscale tend à devenir de nos jours le principal délit de la criminalité d'affaires et c'est normal, en raison de la place que tiennent dans la comptabilité des entreprises les charges fiscales et sociales ; second, l'escroquerie simulée est le moyen le plus sûr pour pratiquer les prélèvements de sommes importantes. Elle n'est que le dernier avatar du procédé de la fausse facture, maintenant bien connu du public et encore plus des hommes d'affaires. Des banques en particulier ont prétendu avoir été victimes de semblables escroqueries, alors que les circonstances permettent d'en douter.

Ces affaires démontrent l'excellence du système moderne de la fraude financière par opérations comptables fictives, mis au point à partir de la fausse facture. Les criminels en cols blancs qui ont manigancé cela n'ont pas eu besoin de l'indulgence que leur accorde généralement la justice ; ils n'ont pas été poursuivis, n'étant même pas soupçonnés. Les cas de ce genre sont plus fréquents et nombreux qu'on ne le pense.

Ce sont, par exemple, les « avions renifleurs », auxquels personne ne pouvait raisonnable-

ment croire, mais qui ont servi de prétexte au détournement de 1 milliard, sur les 8 de bénéfices en réserve d'une grande entreprise nationalisée, pour la constitution d'une caisse noire. Simple remarque : qui avait alors le pouvoir d'exiger du gouverneur de la Banque de France qu'il autorise le transfert d'une telle somme sur un compte en Suisse, sans poser de question ?

Une caisse électorale

Le même transfert s'est effectué pour la même somme, à la même époque, dans la même banque suisse, à propos du « café de la région Renault ». On peut poser la même question. L'escroquerie commise par Flauto-Sharon présente elle aussi les caractéristiques de la simulation. Rapporteur du cas en Cour de cassation, j'ai dû subir des pressions incroyables de la part de politiciens de gauche pour étouffer l'affaire, alors que les sommes disparues avaient visiblement alimenté une caisse électorale de la droite.

De cette affaire et de quelques autres semblables, il ressort que lorsqu'un homme politique profite de sa situation pour détourner des fonds, il prend soin d'en faire tenir une partie à ses adversaires, sachant bien qu'ils ne seront pas toujours dans l'opposition et, lui, pas toujours au pouvoir. Cette dichotomie paraît être un des secrets les plus jalousement gardés de la politique française.

De ce qui précède, il se déduit que, par les méthodes nouvelles qu'ils ont mises au point, les criminels en cols blancs peuvent bien souvent n'être pas démasqués. Quand ils le sont, les juges ne se montrent guère sévères pour eux et quand, enfin, il leur arrive de se voir infliger des peines d'emprisonnement, ils ne les purgent pas. Dès lors, il paraît être de règle générale, qu'en affaires, il y ait crime sans châtiement.

L'inévitable initié

(Suite de la page 19.)

Tous ces cas sont clairs. Hélas, dans ce domaine, la frontière n'est pas toujours aussi nette entre ce qui est délictueux et ce qui ne l'est pas. A tel point que la SEC (Securities and Exchange Commission), les Congrès et la Cour suprême aux États-Unis se sont toujours refusés à fournir une définition précise du délit d'initié, se mettant ainsi dans la position, devenue insupportable, d'inculper un nombre croissant de personnes à des peines de plus en plus lourdes pour un délit qu'ils prétendent définir au coup par coup.

Une proposition de loi non encore entérinée par le Congrès définit le délit d'initié comme une opération boursière effectuée à la suite du vol direct ou indirect d'informations en violation d'un contrat fiduciaire, d'un contrat de fourniture ou de travail, ou simplement en usant d'une relation personnelle ou de confiance. Cette définition a une double dimension : l'information utilisée par l'opérateur et la nature du lien qu'il a avec sa source.

C'est sur la base de cette définition du délit d'initié qu'ont été inculpés Boesky, Levine et Siegel, non parce qu'ils avaient des informations privilégiées sur des OPA à venir, mais parce qu'ils les avaient obtenues de manière illégale en les volant à leurs employeurs ou à leurs associés. Même si elle ne répond pas à toutes les questions, cette définition va dans le bon sens dans la mesure où elle ne fait pas un délit d'avoir des informations privilégiées, mais s'attache à la façon dont elles ont été obtenues, voire utilisées.

Il est en effet impossible, même malaisé, de vouloir prohiber l'information « supérieure » en tant que telle, car cela impliquerait que tous les opérateurs disposent et agissent sur la base des mêmes informations, ce qui serait illusoire et aurait pour conséquence de supprimer le marché et le carburant qui fait agir les opérateurs en Bourse. Sa valeur dépend de son caractère d'exclusivité — réel ou supposé.

En violation de la loi

Quelques spectateurs qui puissent paraître les récentes interventions de la SEC, il y a, en effet, toute raison de penser que des opérations d'initiés en violation de la loi sont commises de manière permanente, et qu'une vaste majorité de délinquants échappent à toute sanction. Lorsqu'un initié achète ou vend des titres en Bourse sur la base d'informations qu'il est seul à connaître, il porte préjudice à son cocontractant ou à sa contrepartie. C'est cette iniquité, née de l'asymétrie d'information — pour employer le jargon des économistes — entre acheteur et vendeur, qui est répréhensible aux yeux des autorités de contrôle des marchés : elles cherchent à protéger l'investisseur ayant acheté trop haut (ou vendu trop bas) un titre parce que le marché n'avait pas connaissance d'une information défavorable (ou favorable) non encore rendue publique.

Dans ce cas de figure, on peut imaginer le scénario alternatif suivant : l'initié obéit à la loi et n'essaie pas de profiter de l'infor-

mation pendant le laps de temps où il est le seul à la connaître. Les non-initiés ne s'en porteront pas mieux nécessairement. Subiront un préjudice ceux qui auront vendu (acheté) avant que la bonne (mauvaise) nouvelle ne soit annoncée parce qu'ils l'auront fait à un prix plus désavantageux que celui auquel ils l'auraient négocié si l'initié avait opéré.

Cela pose une question intéressante : le groupe des investisseurs malchanceux qui subissent un préjudice du fait des opérations d'initiés est-il plus ou moins nombreux que celui des chanceux auxquels les opérations d'initiés permettent d'acheter à un prix plus conforme à tout ce que l'on sait de la valeur de la société, même ce qui n'est pas public ? Moins les opérations d'initiés sont réglementées et plus vite les informations se trouvent rapidement répercutées dans les cours, augmentant la taille du second groupe.

Dans ces conditions, les marchés seraient plus efficaces (cours plus proches de leur valeur) et plus justes puisque les non-initiés sauraient que les cours affichés reflètent non seulement l'information publique mais aussi celle qui est encore confidentielle. Les avocats d'une telle proposition ne souhaitent pas d'ailleurs la suppression de la réglementation, mais son transfert du domaine public au domaine privé. Ce serait aux sociétés elles-mêmes d'établir et de publier un code de bonne conduite décrivant les procédures qu'elles utiliseraient pour communiquer des informations au marché.

Certaines d'entre elles pourraient aller jusqu'à autoriser leurs employés à se livrer à des opérations d'initiés. D'autres prétendent que cette mesure réduirait la rentabilité exigée par leurs actionnaires — donc le coût de leurs fonds propres — car la prime de risque serait réduite du fait d'une valorisation plus efficiente de leurs titres. Dans ce schéma, l'équité recherchée n'est pas jugée selon le critère des moyens utilisés pour l'atteindre, mais selon celui des résultats obtenus.

A moins de légaliser les opérations d'initiés, la tâche des auto-

rités chargées de les détecter, voire de les sanctionner, va se compliquer singulièrement. Il y aura dans l'avenir de plus en plus d'opérations d'initiés et, à moins de les légaliser, de délits. Ces opérations porteront sur des montants de plus en plus importants pour deux raisons. L'assiette boursière du délit d'initié majeur aujourd'hui — celui des prises de contrôle amicales ou inamicales — est appelée à grandir en France et en Europe au cours des prochaines années, dans la mesure où la restructuration de l'industrie française et européenne n'en est qu'à ses débuts. Par ailleurs, les marchés dérivés, tels que les marchés d'options, amplifient les gains spéculatifs à cause du levier financier que procurent leurs contrats. De plus en plus de sociétés seront dans l'avenir le support de tels contrats d'options.

Sanctionner le délit d'initié est comme la quête du Graal. Pour ce faire, au moins doit-on tout mettre en œuvre pour le détecter. Les recommandations de la commission Le Portz, qui visent, entre autres, au renforcement des liens entre la COB et les organismes professionnels de la Bourse, peuvent y contribuer. L'application concrète de cette coopération pourrait être la mise en place d'un système d'intelligence boursier en temps réel sur tous les titres cotés, permettant de renseigner en permanence sur les « anomalies » qui se manifestent dans les domaines des volumes de transactions et des rentabilités boursières anormales.

La sanction requerrait une étape supplémentaire dans la construction de cet édifice. A l'instar du système ADAMS que le New York Stock Exchange est en train de mettre en place, il s'agit de construire un fichier informatisé où figurent toutes les données publiques sur l'ensemble des sociétés cotées et leurs filiales, avec les noms et les affiliations professionnelles et sociales de leurs dirigeants, afin de pouvoir les confronter à l'identité des opérateurs boursiers. Beau thème de réflexion pour la commission Informatique et libertés.

BERTRAND JACQUILLAT.

Préfecture de la région de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine CD/LI

AMÉNAGEMENT DE LA RN 24

- Déviation de Coëtquidan et de Piélan-le-Grand (Déclaration d'utilité publique).
- Mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de Piélan-le-Grand.
- Classement en voie express de la rocade sud de Rennes (RN 136) à Kervignac (RN 165).

AVIS D'ENQUÊTE

En l'exécution de l'arrêté interpréfectoral en date des 23 et 26 janvier 1989 et en application des dispositions du code de l'urbanisme, du code de l'exploitation pour cause d'utilité publique, de la loi n° 69-7 du 3 janvier 1969 relative aux voies rapides ainsi que de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, il sera procédé :

1. A une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la RN 24, déviation du camp de Coëtquidan et de Piélan-le-Grand portant également sur la modification du plan d'occupation des sols de la commune de Piélan-le-Grand en résultant.

2. A une enquête publique portant sur le classement en voie express de la rocade sud de Rennes (RN 136) à Kervignac (RN 165).

Ces enquêtes se dérouleront concomitamment du 1^{er} mars 1989 au 14 avril 1989 inclus. Durant cette période les dossiers seront déposés à la préfecture du Morbihan (direction de la réglementation, 24, place de la République à Vannes), siège des enquêtes, ainsi qu'à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, dans les sous-préfectures de Lorient et Pontivy et dans chacune des mairies suivantes :

- Piélan-le-Grand (35) pour ce qui concerne l'utilité publique du projet, la modification du plan d'occupation des sols et la mise en voie express de la RN 24.
- Plémet, Campénéac, Angaz, Porcaro, Guez (56) Loutehel, Maxent (35) pour ce qui concerne l'utilité publique du projet et la mise en voie express de la RN 24.
- Tazouet, La Croix-Helléas, Guillec, Josselin, Guegon, Lanouée, Buisson, Saint-Alloest, Rignan, Moréac, Locminé, Plémet, Guez, Baud, Languidic, Kervignac, Hennesbont (56).
- Rennes, Le Rheu, Chavagne, Mordelles, Bréal-sous-Montfort, Saint-Thurial, Treffendel (35) pour ce qui concerne la mise en voie express de la RN 24.

Pendant la durée des enquêtes, le public pourra prendre connaissance des dossiers aux heures et heures habituelles d'ouverture des bureaux des préfectures, sous-préfectures et mairies concernées.

Ont été désignés en qualité de commissaires-enquêteurs par le tribunal administratif de Rennes :

- M. Charles Simon, expert portuaire auprès des Nations unies et expert auprès des cours d'appel et tribunaux administratifs, ancien secrétaire général du port autonome de Nantes - Saint-Nazaire.

Membres des commissions :

- M. Marc Salmon-Malebranche, architecte DPLG, expert près la cour d'appel.

- M. Armand Guillotin, agrégé d'université, professeur, en retraite.

- M. Robert Debonnaire, chef de service administratif de préfecture honoraire.

- M. Henri Verger, ingénieur divisionnaire des TPE, en retraite.

Membres suppléants :

- M. Paul Bourcy, chef de centre des impôts, en retraite.

- M. Jean Toupet, ingénieur principal divisionnaire de la ville de Rennes, en retraite.

Un ou plusieurs des membres de la commission d'enquête recevront, en personne, le public :

- En mairie de Kervignac, le 13 mars 1989, de 10 h à 12 h ; Hennesbont le 13 mars 1989, de 14 h à 16 h ; Baud, le 14 mars 1989, de 10 h à 12 h ; Locminé le 14 mars 1989, de 14 h à 16 h ; St-Alloest, le 15 mars 1989, de 10 h à 12 h ; Josselin, le 16 mars 1989, de 10 h à 12 h ; Plémet, le 16 mars 1989, de 14 h à 16 h ; Bréal-sous-Montfort, le 16 mars 1989, de 14 h à 16 h ; Mordelles, le 17 mars 1989, de 10 h à 12 h ; Le Rheu, le 17 mars 1989, de 14 h à 16 h.

- En mairie de Guez, le 23 mars 1989, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h ; Piélan-le-Grand, le 24 mars 1989, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

- En sous-préfecture de Lorient, le 21 mars 1989, de 14 h à 16 h ; de Pontivy, le 7 avril 1989, de 14 h à 16 h.

- A la sous-préfecture de Rennes, le 11 avril 1989, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

- A la préfecture de Vannes, les 13 et 14 avril 1989, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

En outre, les personnes intéressées auront la faculté de faire parvenir leurs observations par écrit au président de la commission d'enquête siégeant à la préfecture du Morbihan, 24, place de la République, 56019 Vannes Cedex. Toutes observations consignées aux registres ou adressées par correspondance seront tenues à la disposition du public.

La commission d'enquête établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées, dans le délai d'un mois à compter de l'issue de l'enquête.

Copies de ce rapport et de ces conclusions seront déposées dans les mairies concernées, en préfecture du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine, aux directions départementales de l'équipement du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine pour y être tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Par ailleurs, les intéressés pourront en obtenir communication en s'adressant aux préfets dans les conditions prévues au titre I de la loi du 17 juillet 1978.

Rennes, le 23 janvier 1989 Le préfet.

Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général

Jeune-Marie CALLEVRE

Vannes, le 26 janvier 1989 Le préfet.

Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général

Albert DAUSSIN-CHARPANTIER

Ce que la Sécurité la Sécurité

A SUIVRE

Bon appétit, messieurs !

par JEAN-PIERRE RIOUX (*)

L'APOSTROPHE de Roy Blas aux « ministres intègres » et autres « conseillers vertueux », dans la pièce de Victor Hugo, courrait-elle à travers les siècles ? Comme si le scandale né de la rencontre, imprudente ou contre nature, entre la politique et la finance avait une longévité historique à la hauteur de la faiblesse humaine ? C'est à voir.

Cicéron déjà dénonçait un gouverneur de Sicile prévaricateur. Verrès. Le très moral Caton l'Ancien, sur les conseils de Fabius, fustigeait à son tour un Scipion soudoyé par les ennemis de Rome au fond d'une guerre d'Orient. Plus tard, financiers et grands argentiers du royaume de France conclurent des alliances de mauvais aloi qui entraînèrent la disgrâce et la colère du Prince : Jacques Cœur ou Fouquet en firent l'amère expérience.

On pourrait allonger la liste des grands commis indécents, des fermiers généraux corrompus, des hommes de paille et des faux-monnayeurs qui eurent à connaître du pouvoir un temps bienveillant les foudres de quelques Excellences. Mais ce déballage poussièreux, convenons-en, ne nous excite guère. Car le piment du scandale politico-financier contemporain, c'est que nous en sommes les voyeurs, les juges ou les complices, avant que d'en être, et parfois très directement, les victimes échaudées ou ruinées.

Un vilain jeu

Il y a bien en effet une modernité des « affaires » depuis 1789, dès lors que les règles du vilain jeu ont été modifiées. Car, en société démocratique, la vieille prudence du « pas vu pas pris » s'exerce plus malaisément. Le pouvoir est plus dilué, puisque son exercice relève d'une représentation nombreuse du peuple, d'un

administration en ascension numérique et d'une complication des rôles de transmission de l'autorité : aussi concentré soit le pouvoir au sommet, un jour ou l'autre l'entourage peut se trahir ou un maillon de la chaîne subalterne peut céder à la panique ou... à une offre plus alléchante.

Observatoires, commissions d'enquête ou de contrôle, vérificateurs, ont aussi chaussé leurs lunettes. Et surtout l'opinion publique est alertée, tenue en haleine et parfois prise à témoin par une presse qui, sans sortir toujours indemne de l'aventure — gare aux effets boomerang ! — sait vendre du papier pour mieux dire la morale.

Quelques feuilles spécialisées, dont certaines jouaient allégrement sur les deux tableaux, ont même fait leur fortune sous les III^e et IV^e Républiques dans la chasse à l'écho fielleux, à la révélation exclusive et prête à rebondir. En bref, il existe bien une version démocratique du scandale.

La mémoire collective s'est souvent détournée du cas de figure le plus usé, qui ne soutient pas l'attention massive : la concussion obtue, la prévarication sans âme. Il faut que le délit touche au plus haut pour qu'il connaisse un autre destin que le tribunal ou la mutation discrète : au meilleur du genre, la petite histoire de Daniel Wilson, gendre du président Grévy, qui, après avoir étouffé quelques millions sur des marchés d'Etat, se mit, pressé par le besoin, à faire vendre en 1887 des Légion d'honneur à 25 000 francs. Ces tripotages-là n'ont qu'un temps. « Le » scandale, c'est autre chose.

Son meilleur exemple historique, qui pousse à toute comparaison avec telle situation présente, est sans doute le scandale de Panama. Ou plutôt, comme l'a lucidement démontré Jean Bou-

vier (1), le double scandale de Panama. Il y a tout juste un siècle, en janvier 1889, un nouvel emprunt n'avait pas pu en effet remettre à flot la Compagnie du canal de Panama, fondée par Ferdinand de Lesseps, l'homme de Suez, et impuissante à raboter les collines de la Culebra pour forcer l'isthme.

Mise en faillite, passible d'une instruction judiciaire, la Compagnie dévoila bien vite un curieux visage. Ainsi, la presse boulangiste et la très antisémite *Libre Parole* de Drumont révélèrent derechef aux milliers de petits porteurs ruinés et à l'opinion très enfiévrée que les agents financiers de la Compagnie ont généreusement « arrosé » des parlementaires et des journaux pour obtenir plus aisément le vote de la Chambre autorisant en 1888 l'émission de l'emprunt qu'on voulait saluer.

Le scandale sélectif

Intermédiaires véreux, députés à vendre, pots-de-vin en tout genre, publicités surpayées, tout est mis noir sur blanc, dans un beau tumulte où quelques grands noms, Clemenceau, Reinach, Roubier, Ribot, Floquet et autres « chéquards » sont éclaboussés. Un seul aura la faiblesse de tout avouer aux assises, le ministre des travaux publics, Balthaz, qui avait empoché 375 000 francs.

Tels furent les errements montés en épingle par la presse et si vertueusement dénoncés. Mais que tant de journaux aient reçu 13 des 22 millions consacrés par la Compagnie à cette opération ultime ne fut guère porté à la connaissance et *a fortiori* soumis à sa vindicte. Et le scandale financier, autrement plus lourd en millions, qui tenait à l'ampleur très usuraire des commissions pré-

vues par les banques sur les opérations de Panama, fut soigneusement passé sous silence, jusqu'à ce que les historiens, bien plus tard, aillent dépouiller les dossiers.

Voilà bien notre loi historique de société médiatisée. Le scandale est sélectif, à géométrie variable. On crie haro sur le pêcheur sans trop fouiller les cales, sans appliquer toujours la même vigilance morale à ces lasses qui transitent en un clin d'œil d'une caisse à l'autre.

Le scandale de Panama fut la plus énorme révélation des collusions entre affairistes, politiciens et gens de presse. D'autres avaient déjà ravagé la Seconde Empire : qu'on relise les romans très politiques que sont *la Curée* et *l'Argent*, de Zola. D'autres suivront, jusqu'à l'affaire des vins ou le trafic des piastres sous la IV^e République (laissons les spécialistes trier à cette heure ceux de la V^e République). Aucun n'avait à ce point touché au vif des Français qui faisaient alors, en toute innocence, l'apprentissage de l'agio.

On prendra garde à la hiérarchie des responsabilités dans ces affaires à répétition, de l'Union générale au suicide de Stavisky, de Panama aux bons d'Arras. Le « grand capital », ou les « deux cents familles », si longtemps vomies par la gauche, ne sont guère aux premières loges. Tout au contraire, rompues au jeu subtil du rapport de forces avec l'Etat par leur maîtrise de la Banque de France, déléguant fort peu leurs hommes dans les assemblées élues, ces familles apprennent très vite à dialoguer sagement avec l'administration et les gouvernements.

Par contre, la purulence fut précocement circonscrite chez les

(*) Directeur de recherche au CNRS.

hommes de presse « subventionnés », les intermédiaires pressés et surtout, aux heures glorieuses du Parlement, sous la III^e et la IV^e République, chez ces avocats d'affaires devenus députés qui n'avaient pas fermé leur cabinet pendant la durée de leur mandat.

Plus gravement peut-être, les « affaires » furent toujours d'excellents prétextes pour aviver les rancunes, exciter les passions et chauffer à blanc des situations de crise économique ou civique. Sur la dénonciation érigée en vertu, dans l'argumentaire simple d'une lutte incessante des « petits » piétinés contre les « gros » corrompus, tous les extrémismes, à droite comme à gauche, purent donner libre cours à leurs fantasmes tour à tour populistes, nationalistes, antisémites ou anticapitalistes. Du moins jusqu'à l'affaire Dreyfus, cette bataille du droit qui dégénéra, la gauche de toute révérence à ces arguments nauséux et la drapa pour longtemps dans un moralisme plein de mépris pour l'argent.

En 1888, un plumeux socialisant, Augustin Chirac, concluait ainsi son « étude » de l'agio sous la III^e République : « Dieu puissant ! Qui donc arrachera la République aux mortelles étreintes de ces vampires ? » Il trouvait même le renfort d'une

formule de Montesquieu : « Les financiers soutiennent l'Etat comme la corde soutient le pendu ». Dix ans plus tard, Anatole France redoublait l'argument dans *l'Île des pingouins*.

L'Etat, depuis un siècle, a, il est vrai, changé de nature, a étendu ses pouvoirs financiers et économiques. Les parlementaires ont pratiquement disparu des lieux stratégiques de la friction au plus haut niveau, laissant la place aux fonctionnaires, aux « entou-rages » et aux « médiateurs ». Il n'est plus question d'organiser d'autres jeux à l'échelle municipale ou régionale.

Mais le mécanisme est toujours en place qui répète inlassablement Panama : on pointe du doigt quelques visages, mais sans tirer le fil de cet argent caché qui circule si bien qu'on ne lui pardonne pas quelques détours. Le Bernanos des *Grands Cimetières sous la lune*, cité par Jean-Noël Jeanneney dans une belle étude (2), avait su voir plus loin que le scandale : « Ce qui devrait nous remplir d'étonnement, c'est que, même en ce monde qui lui appartient, l'argent semble toujours avoir honte de lui-même. »

(1) Les Deux Scandales de Panama. Julliard, 1964.
(2) L'Argent caché, Fayard, 1981.

ADELIE
Informatique Conseil

Notre contrat moral : « la haute qualité des prestations que nous fournissons à nos clients »

La SSII qui s'engage.

15 rue de Rome, 75008 PARIS
Tél. : (1) 43.57.12.10

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS

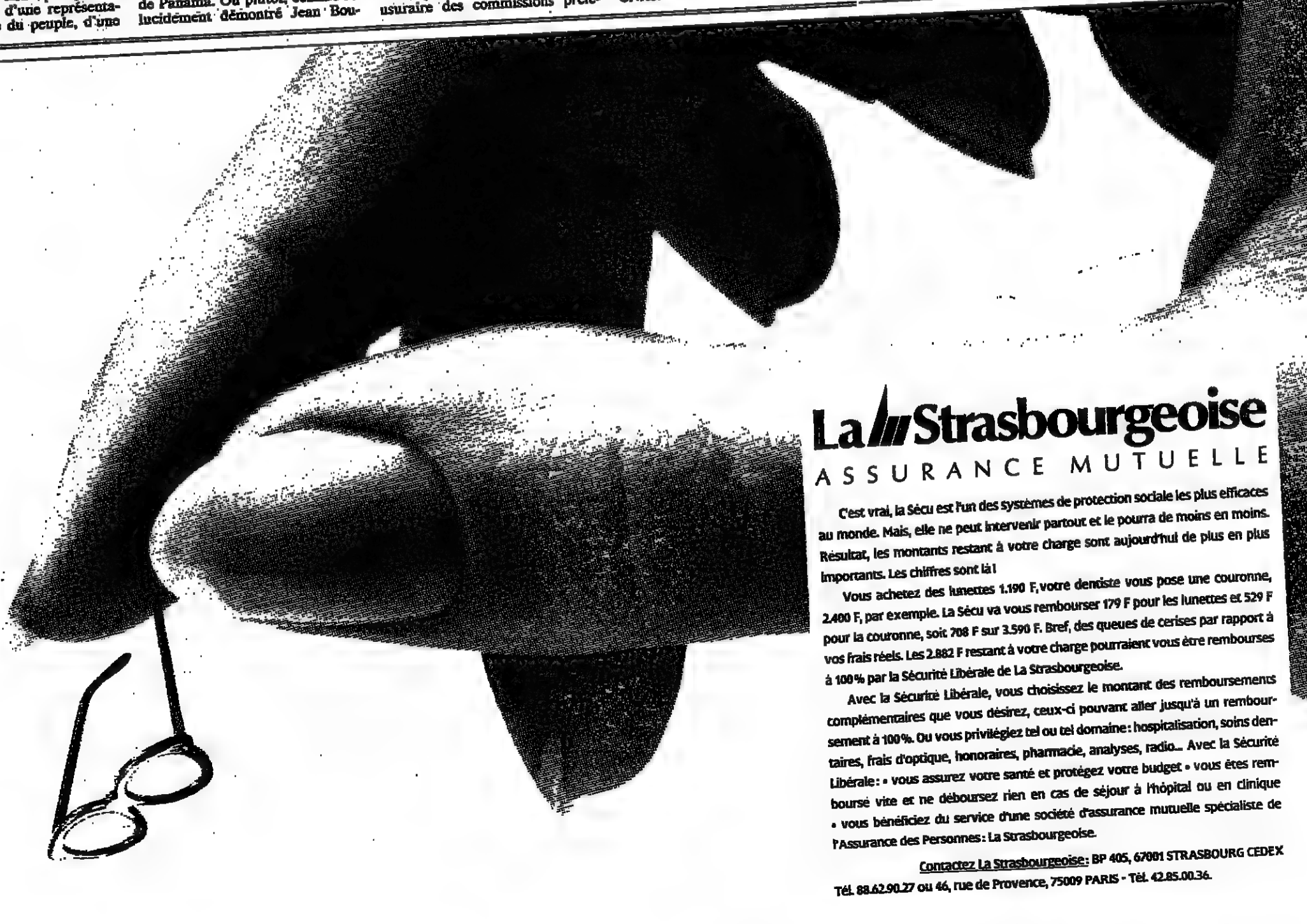
Réception et réexpédition du courrier

Permanence téléphonique

Permanence téléx

Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris



La Strasbourgeoise
ASSURANCE MUTUELLE

C'est vrai, la Sécu est l'un des systèmes de protection sociale les plus efficaces au monde. Mais, elle ne peut intervenir partout et le pourra de moins en moins. Résultat, les montants restant à votre charge sont aujourd'hui de plus en plus importants. Les chiffres sont là !

Vous achetez des lunettes 1.190 F, votre dentiste vous pose une couronne, 2.400 F, par exemple. La Sécu va vous rembourser 179 F pour les lunettes et 529 F pour la couronne, soit 708 F sur 3.590 F. Bref, des queues de cerises par rapport à vos frais réels. Les 2.882 F restant à votre charge pourraient vous être remboursés à 100% par la Sécurité Libérale de La Strasbourgeoise.

Avec la Sécurité Libérale, vous choisissez le montant des remboursements complémentaires que vous désirez, ceux-ci pouvant aller jusqu'à un remboursement à 100%. Ou vous privilégiez tel ou tel domaine : hospitalisation, soins dentaires, frais d'optique, honoraires, pharmacie, analyses, radio... Avec la Sécurité Libérale : vous assurez votre santé et protégez votre budget. Vous êtes remboursé vite et ne déboursez rien en cas de séjour à l'hôpital ou en clinique. Vous bénéficiez du service d'une société d'assurance mutuelle spécialiste de l'Assurance des Personnes : La Strasbourgeoise.

Contactez La Strasbourgeoise : BP 405, 67001 STRASBOURG CEDEX
Tél. 88.62.90.27 ou 44, rue de Provence, 75009 PARIS - Tél. 42.85.00.36.

Ce que la Sécu vous rembourse des queues de cerises, la Sécurité Libérale vous le rembourse à 100%.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

La chronique de Paul Fabra

Rien de plus essentiel pour les peuples européens, s'ils veulent donner toutes leurs chances aux virtualités du marché unique promis — mais à tous égards non garanti — pour 1993, que de se comprendre. Cela peut paraître à la fois un truisme et un objectif très insuffisant. Pour réaliser la grande unification, il faudrait, en effet, beaucoup plus que pénétrer les raisons de l'autre. Il faudrait s'accorder pour agir ensemble, certes, mais encore y parvenir sans avoir à débâter les malentendus. Or cette exigence minimale est loin d'être satisfaite.

C'est pourquoi une journée d'études comme celle qu'avait organisée William François, président d'Economie et progrès, à laquelle participaient du côté français plusieurs parlementaires (dont Edmond Alphandery, André Bettencourt, Gilbert Gantier) et, du côté allemand, de nombreux banquiers, universitaires et parlementaires, est probablement plus utile que maintes réunions plus ambitieuses. La journée, qui eut lieu à l'Assemblée nationale, avait pour thème : « Explication de la politique monétaire et économique de la République fédérale ».

Les explications fournies ne sont pas venues de seconde main puisque, en ce qui concerne la Bundesbank, aujourd'hui au centre des controverses les plus vives entre l'Allemagne et ses alliés, les exposés étaient prononcés, l'un par le très influent vice-président Helmut Schlesinger, et l'autre, par Leonhard Gleske, l'homme-clé, mis à part Karl Otto Poehl, de la coopération au sein du SME. Quant à la politique financière et fiscale du gouvernement de Bonn, elle était expliquée par le secrétaire d'Etat Hans Tietmeyer, qui n'a cessé de jouer dans la haute administration un rôle crucial depuis au moins une vingtaine d'années, à la fois gardien de l'orthodoxie et artisan de maints compromis temporaires pour passer tel ou tel cap difficile.

Il ne faudrait pas croire qu'en Allemagne même ne soient pas discutés, dans les termes mêmes dont on use fréquemment aux Etats-Unis, en France et ailleurs, pour dénoncer, à tort ou à raison, la manifestation de la superbia germanique et de son indifférence, réelle ou supposée, au monde extérieur, les ressorts psychologiques et historiques d'une telle attitude. Un professeur de l'université libre de Berlin — Arnulf Baring — vient de publier un nouveau livre sous le titre

Les Allemands veulent toujours écraser l'infâme

Notre nouvelle mégamonomie. L'idée est que les Allemands, qui très sincèrement ont voulu repartir de zéro en 1945, rejetant comme mauvais tout ce qui se faisait et se concevait auparavant, courent aujourd'hui le risque, de force d'assurance en eux-mêmes, de se retrouver à nouveau isolés et sans appui dans le monde. L'auteur pense surtout à la propension, à son avis dangereuse, de sous-estimer l'importance de l'alliance américaine, mais la thèse qu'il développe est de caractère général. Disons tout de suite que ce n'est pas de cela qu'il était question lors de la réunion organisée par l'Economie et progrès et le Conseil économique de la CDU. L'ouvrage d'Arnulf Baring n'a du reste pas été une seule fois mentionné, et rien n'indique que les participants, et personne visiblement, n'y songeaient.

Ce qui précède ne doit en aucun cas être considéré comme un motif supplémentaire de ne pas écouter l'argumentation allemande, d'autant plus que celle-ci, sur plusieurs points fondamentaux, est très forte, voire imparable. Ce n'est pas, par exemple, parce que la Bundesbank exerce une prépondérance de fait sur la politique des taux et des changes des autres pays du SME que la politique de l'Institut d'émission de Francfort doit être taxée d'hégémonique. L'exigence minimale de compréhension réciproque à laquelle on faisait allusion plus haut, c'est d'abord le refus des conclusions hâtives, des amalgames et, plus encore, le refus absolu de juger avant d'avoir entendu.

Il me semble que la source principale des désaccords à répétition qui marquent depuis quelques années les relations monétaires entre, d'une part, la République fédérale et, d'autre part, ses partenaires européens, sans parler des Etats-Unis, se trouve enfermée dans cette remarque de H. Schlesinger. Il l'a faite comme en passant, mais elle exprime, à n'en pas douter, sa conviction profonde sur laquelle repose toute son action : « On doit éviter, a-t-il dit, les pièges d'une politique de stop and go

qui consiste d'abord à relâcher les rênes pour ensuite, d'une main rude, essayer de les reprendre quand l'inflation a commencé à galoper. » C'est un point de vue qu'on a souvent défendu dans ces colonnes : l'inflation n'est pas un animal qu'on peut, une fois déchaîné, apprivoiser progressivement. La seule façon de la dompter est de la tenir bien solidement en cage. Mais les techniques de prévention sont aussi difficiles à appliquer dans la vie publique que dans la vie privée : qui sait jamais gré à un médecin de vous avoir évité une maladie dont les manifestations ne se sont pas fait sentir ?

Tous les projets de réforme du SME avancés par la France et certains de ses partenaires consistent à assouplir les disciplines du système sous prétexte de leur caractère asymétrique. Les règles qu'il impose seraient plus contraignantes pour les pays débiteurs que pour les pays créanciers. Mais cet apparent déséquilibre n'est-il pas inévitable à partir du moment où l'objectif fixé reste la plus grande stabilité monétaire possible ?

Écoutons attentivement L. Gleske, même si son discours — le sujet l'exige impérativement — est quelque peu technique : « Contrairement au projet initial, les interventions de soutien en faveur d'une monnaie faible ne s'effectuent pas en fonction de l'écart entre celle-ci et la parité moyenne des autres monnaies. Les écarts ne sont pas constatés par rapport à l'ECU, dont la valeur exprime la moyenne pondérée des monnaies communautaires, mais par rapport aux parités bilatérales entre les monnaies participant au mécanisme de change. L'ECU n'est donc pas devenu, comme le stipulait la résolution du Conseil européen, l'élément central du système. Les interventions ne sont obligatoires que lorsque les cours des deux monnaies atteignent leurs points d'intervention réciproques, c'est-à-dire, en règle générale, quand une monnaie faible atteint son point d'intervention inférieur par rap-

port à une monnaie forte. Dans chaque cas, c'est donc le rapport entre la monnaie la plus faible et la plus forte qui sert de référence pour les interventions. Le système est centré, de facto, sur la monnaie la plus forte et non pas sur une moyenne de l'ensemble des monnaies, qui est, à vrai dire, la moyenne des taux d'inflation au sein de la Communauté. » Je connais peu de démonstration aussi éclairante de l'échec de l'ECU qui qu'en disent ses thuriféraires : l'ECU reflète la moyenne de l'inflation dans un système où la norme est la monnaie du pays qui a éliminé l'inflation.

De ces prémices, tout le reste découle : nos partenaires, dit non sans raison Leonhard Gleske, au sein du mécanisme des changes, ont accepté que la politique économique et monétaire de l'Allemagne fédérale soit en quelque sorte le point d'ancrage de la stabilité. Ce n'est pas le but que le gouvernement fédéral et la Bundesbank ont cherché à atteindre : cette situation découlait des décisions prises par nos partenaires qui, pour des raisons simples à comprendre et parce qu'ils avaient intérêt à le faire, voulaient que la parité de leur monnaie par rapport au deutschemark demeure stable, souvent au prix de taux d'intérêt nominaux et réels élevés.

La question de savoir si cette politique correspond vraiment aux intérêts des pays en question reste probablement ouverte, mais ce n'est certainement pas, reconnaissons-le, la Bundesbank qui l'a imposée. Au contraire, l'Institut d'émission de Francfort était plus que sceptique lors de la création du SME. En réalité, il a fallu lui forcer la main, sa préférence allant pour des taux de change flexibles.

A Paris, on dit volontiers déjà que les progrès de la désinflation sont manifestes : l'objectif ayant été au moins en grande partie atteint, à savoir la réduction de l'écart d'inflation avec la RFA, il est temps de concevoir un système monétaire européen plus équilibré. Réponse implicite de M. Gleske : la réduction de l'écart se fera de lui-même pour peu

que le cercle des pays à monnaie forte s'élargisse. Il est vrai qu'il place la barre très haut : à l'entendre, ce cercle « réunit pour l'instant les Pays-Bas et l'Allemagne... » Quant à H. Schlesinger, il a déclaré : « Rien n'indique que l'Allemagne restera ad vitam aeternam le point d'ancrage (elle ne l'était plus entre 1979 et 1981). La France pourrait un jour, pourquoi pas, occuper cette position. »

Plus que jamais les Allemands sont persuadés que la stabilité monétaire est la condition d'une croissance durable et régulière. Le cri du cœur, il revenait à Philipp von Bismarck, membre du Parlement européen, président d'honneur du Conseil économique de la CDU : « L'inflation est une infame sociale ! ».

En conclusion des débats, William François devait montrer historiquement et logiquement les limites, sinon les graves inconvénients, d'une certaine forme de coopération monétaire : à partir du moment où les banques centrales se consentent mutuellement des crédits, cela équivaut à suspendre les mesures correctrices qui s'imposaient en matière de taux et à supplier par des mesures expédientes en matière de crédit. En d'autres termes, si le pays débiteur peut emprunter, il est dispensé de prendre les mesures propres à faire cesser son déficit.

Telle était la thèse centrale de Jacques Rueff. Nul doute qu'elle corresponde aussi aux convictions d'un des principaux dirigeants de la Bundesbank. Celle-ci, faisait remarquer Leonhard Gleske, est déjà « allée très loin en matière de coopération ». Il doit être dur en effet de pratiquer cette dernière quand on n'est pas convaincu de son bien-fondé.

Voilà encore une cause essentielle de mésentente entre Francfort d'une part et les autres Instituts d'émission du SME.

En somme, c'est la France qui, depuis le général De Gaulle, parle à l'occasion de l'évaluation, mais c'est l'Allemagne qui se conforme à ses pratiques.

RECTIFICATIF. — A la fin de l'avant-dernier paragraphe de la dernière chronique (Le Monde daté 31 janvier), il fallait lire : On peut y voir comme une exorcisation de la théorie dite de l'efficacité des marchés (et non pas des produits, comme cela a été imprimé par erreur).

(Publicité)
Vous cherchez à vendre ou à acheter
une boutique, un local commercial, une alimentation,
un café, une librairie ou tout autre commerce
C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ **“LES ANNONCES”**
EN FOND DE COMMERCE
que vous trouverez tous les lundi les toutes dernières affaires
En vente partout 6,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.05.30.30

REVENUS 1988
CALCULEZ VOS IMPÔTS
36.15 LM

Le Monde DE L'ÉDUCATION 20 F
SPECIAL BAC
LES RÉSULTATS 88
LYCÉE PAR LYCÉE
En exclusivité, les résultats détaillés de plus de 2 000 lycées publics et privés sous contrat, section par section, à Paris et en province. L'enquête la plus complète publiée dans la presse française.
LYCÉE MODE D'EMPLOI
Révélation : ce que coûte un lycéen bachelier. Les filières, les options, les sections. Où mènent les différentes séries du bac. L'évolution des filières scientifiques. Tout ce qu'il faut savoir avant de décider d'une orientation.
NUMÉRO DE FÉVRIER, 166 PAGES.
En vente chez votre marchand de journaux

BIBLIOGRAPHIE

« L'Économie en perspective », de John Kenneth Galbraith

Décantation

« **D**'où parlez-vous ? », lançaient les étudiants de mai 1968 à un orateur improvisé de l'Odéon en effervescence. La question mériterait d'être posée à celui qui entreprend une histoire de la pensée économique. Est-ce de la chaire du professeur ? D'une tribune politique déguisée ? D'un laboratoire scientifique ? Parce que John Kenneth Galbraith est suffisamment connu, on ne devrait guère s'interroger. Seulement voilà : l'ancien professeur de Harvard a plus d'un tour dans son sac, on le sait bien.

On ne mettra pas longtemps, en fait, à comprendre son dessein. Il a pris le costume de l'honnête homme et, en descendant le cours des idées économiques, il veut simplement rappeler deux choses aux citoyens : les concepts ne naissent pas tout armés du cerveau, ils se dégagent de l'air du temps où les hommes vivent ; surtout ceux qui sont vraiment déterminants sont trop souvent noyés dans la masse d'écrits analysés à la loupe, et il est bon de mieux les mettre en lumière aujourd'hui.

L'argent et le profit

C'est le travail de décantation qui est le plus intéressant dans le nouvel ouvrage de Galbraith. On oublie trop, d'abord, que ce sont des préoccupations éthiques qui animaient ceux qui ont regardé d'un peu près l'activité des hommes, qu'il s'agisse d'Aristote ou de saint Thomas d'Aquin. L'argent était, pour eux, un moyen d'échange, non de profit ; il fallait déterminer le juste prix, etc.

Après le Moyen Âge, s'ouvre l'époque des marchands et, comme il se doit, l'ère de l'économie dite « mercantile », qui était tout sauf un système. Les idées essentielles venant des praticiens (hommes d'affaires, finan-

ciers) et des fonctionnaires : horreur de la concurrence, approbation des monopoles, du contrôle des prix et des produits, de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Antoine de Montchrestien fut en France le défenseur le plus connu de ces idées, auxquelles Adam Smith s'attacha avec la vigueur que l'on sait (après la parenthèse des physiocrates, typiquement française, qui faisait de l'agriculture le pivot de la richesse).

Le succès d'Adam Smith, qui écrivit son œuvre maîtresse juste avant l'avènement de l'ère industrielle, fut considérable. Il y avait comme une attente d'un monde qui rompt totalement avec deux millénaires d'économie. J.-K. Galbraith est obligé de parcourir ensuite à bride abattue la galerie des économistes qui allèrent peaufiner le travail de Smith : Jean-Baptiste Say, Robert Malthus, David Ricardo, ou le contestateur comme Adam Müller et Friedrich List en Allemagne, Jan Sismondi ou Pierre Proudhon en France.

Il est dommage que notre auteur oublie parmi les disciples de Smith, Frédéric Bastiat, ce pourfendeur du protectionnisme dans ses *Harmonies économiques*, et dont on connaît surtout aujourd'hui le célèbre pamphlet *Pétition des fabricants de chandeliers*, où ces derniers demandent que le gouvernement protège leur activité contre le soleil en décrétant l'obscuration de toutes les fenêtres.

La grande tradition classique, celle de l'équilibre avec Léon Walras et Alfred Marshall et ses dérivés « utilitaristes » (Jacques Bentham, John Stuart Mill) est bien analysée puis les grands assauts de Karl Marx et de John Maynard Keynes, auquel l'auteur consacre comme il se doit un nombre plus important de pages, où l'on voit que les idées économiques sont aussi, dans une très large mesure, le fruit de l'adver-

sité, en l'occurrence la condition ouvrière au dix-neuvième siècle et le chômage succédant à la crise de 1929.

Les mathématiques et la réalité

Au cours des années de prospérité qui ont suivi la seconde guerre mondiale, la science économique a ainsi perdu sa capacité de répondre aux situations difficiles. Du coup, l'économie mathématique peut se déployer, qui fournit un prestige supplémentaire bien utile aux universitaires de cette discipline, mais qui éloignera considérablement leurs études de la réalité. Il ne faut évidemment pas mettre dans le même sac les modèles économétriques dus à Wladimir Léontief ou à Jan Tinbergen, qui, eux, étaient en prise réelle sur l'activité économique.

Avec le monétarisme, on revient à un conformisme néo-classique, qui, selon J.-K. Galbraith, fera son temps, lui aussi, comme la théorie des prix, parce que « l'organisation du temps et la croissance du bien-être deviendront des sujets de préoccupation plus importants que la distribution des richesses qui résultent de ces prix ».

On verra bien, mais notre auteur nous a mis en garde, en tout cas, contre les prévisionnistes. S'ils étaient infaillibles, cela aboutirait à la suppression du capitalisme. Pourquoi ? Tout simplement parce que les responsables ne se divulgueraient jamais, afin de réaliser pour eux une fortune illimitée, conduisant à une concentration des pouvoirs et des moyens telle qu'elle ruinerait le système de la libre entreprise.

Une telle pirouette à la Galbraith, pour clore un ouvrage qui a su de bout en bout se garder de l'isotérisme.

PIERRE ORQUIN.
* Editions du Seuil, 380 p., 140 F

CORRESPONDANCE

A propos du prix Nobel d'économie

Mme Susan George, auteur de *Comment meurt l'autre moitié du monde* (Laffont 1988), nous écrit : « Le prix Nobel d'économie n'existe pas ! Alfred Nobel a laissé sa fortune à la Fondation Nobel qui devait primer ceux « qui avaient rendu les plus grands services à l'humanité ». Les prix ainsi dotés étaient et demeurent au nombre de cinq : physique, chimie, médecine/physiologie, littérature, paix. Il n'y en a pas d'autres. »

En 1969, des tenants de l'économie libérale ont décidé de décerner un prix d'économie « à la mémoire d'Alfred Nobel ». Ce prix est financé par la Banque centrale de Suède, la Sveriges Riksbank. Il ne provient pas, et ne peut provenir, de l'héritage d'Alfred Nobel. A-t-on le droit, même légal de le baptiser prix Nobel (...) ? Chacun peut constater que les économistes, presque toujours défenseurs d'un certain ordre, s'en trouvent honorés. »

DEUX GUIDES INDISPENSABLES
LES MUNICIPALES
élections
campagne électorale
69 F
LA COMMUNE
gestion
actions municipales
69 F
en librairie
Editions Syros-Alternatives
6 rue Montmartre - 75001 Paris

pour Génér...
500.000 F à B...

LECTEUR GENERAL

TECHNIQUE METALLURGIQUE

LECTEUR COMMERCIAL

MONDE DIRIGEANTS

MONDE PUBLICITE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Directeur Général Adjoint 500.000 F à 800.000 F à débattre

Entreprise du secteur tertiaire en pleine expansion, de renommée nationale. Située à Paris, a besoin de renforcer son équipe de Direction et recherche un Directeur Général Adjoint. Dépendant du Directeur Général, faisant partie du Comité de Direction et secondé par une équipe de très haut niveau, il sera responsable du développement de son secteur d'activité, de l'animation d'une équipe importante et participera à l'élaboration de la stratégie de l'entreprise. Ingénieur diplômé, HEC, ESSEC, etc., il aura 40 ans environ et aura déjà fait ses preuves dans un poste de Directeur de Département, Directeur Commercial/Marketing ou d'Exploitation dans le secteur tertiaire (assurance, banque, établissement financier ou similaire). Les connaissances de l'informatique et de l'anglais sont indispensables. Étant donné que ce recrutement est confidentiel et que votre candidature risque de l'être également, notre Consultant s'engage à ne pas vous présenter votre dossier sans votre accord et à ne pas parler de notre entreprise avant de déterminer s'il y a une réciprocité d'intérêt.

Merci d'envoyer votre CV, en indiquant votre rémunération actuelle et une photo récente sous référence 7500-M à Mme PETTON 18, rue Guillaume Lambert, 78700 Conflans Sainte Honorine, qui transmettra.

X, ECP, HEC... De consultant à haut niveau à directeur en entreprise

Nous sommes une société performante de 1700 personnes faisant partie d'un groupe français de 135 000 personnes. Nous recherchons un cadre supérieur de haut niveau, qui sera rattaché au Directeur Général et fera partie du Comité de Direction.

Il aura un rôle important de conception, de conseil et d'animation, rôle qu'il exercera dans des domaines clefs de l'entreprise : développement des systèmes d'information, prospective et stratégie, qualité totale.

Les exigences pour assumer ces responsabilités sont à la mesure de leur importance. Il nous paraît impératif :

- d'être diplômé d'une grande école,
- de disposer d'une expérience d'au moins 5 ans dans le conseil informatique à haut niveau (élaboration des schémas directeurs, maîtrise des systèmes d'information, de leur cohérence, de leur planification, ...)
- d'être capable d'élargir son champ d'intervention à d'autres domaines du management,
- de témoigner d'un rayonnement personnel permettant d'être reconnu comme un interlocuteur avisé et efficace au sein de la société, dans les contacts avec l'extérieur et avec le groupe.

Large perspectives d'évolution de carrière.

Poste à Paris.

Écrire sous réf. 5A 1303 - 9 M - Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016-Paris

etap

DANS LE SUD OUEST DE LA FRANCE... DIRECTEUR GENERAL D'UNE PME

Nous sommes une PME dynamique du secteur agro-alimentaire. Depuis presque 20 ans nous avons concentré notre savoir-faire sur deux gammes de produits qui nous permettent d'occuper une position prédominante sur les marchés régionaux, français et nous commençons à nous ouvrir aux marchés européens.

Pour poursuivre notre croissance, nous cherchons aujourd'hui à intégrer un

DIRECTEUR GENERAL

qui aura pour mission de préparer une stratégie de développement pour les années qui viennent, fondée sur la mise au point et la commercialisation de nouveaux produits et l'entrée sur de nouveaux marchés. Il aura également à s'occuper de la gestion quotidienne de l'entreprise.

Pour réussir dans ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat d'une quarantaine d'années, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant occupé avec succès une direction commerciale, et possédant dans le secteur agro-alimentaire, et ayant de solides aptitudes à la gestion. A ce niveau de responsabilité, la connaissance de l'anglais et si possible de l'espagnol serait un plus indiscutable.

La poste est à pourvoir à proximité d'une grande métropole du Sud Ouest.

Si ce poste vous intéresse, prenez contact avec notre Conseil Denis SEBASTIEN en lui faisant parvenir votre dossier complet (lettre, curriculum vitae, photo et prétentions) sous la référence 806124, il vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SOCIÉTÉ METALLURGIQUE REGION OUEST recherche DIRECTEUR COMMERCIAL

De formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP DE CO Paris), âgé de 35 ans minimum, il doit avoir l'expérience de la commercialisation France et export d'équipements industriels. Anglais indispensable, allemand souhaité. Il s'agit d'un poste clé dans une entreprise en réelle expansion, au sein d'un groupe important.



Adressez CV + prétentions,
sous référence CC 141,
à PROFILS
11, quai St-Michel - 75005 PARIS
qui garantira toute discrétion

« LE MONDE DIRIGEANTS »

LE MONDE est le seul support capable d'offrir aux professionnels du recrutement et à leurs clients entreprises un éventail de candidatures à la fois plus ouvert et d'excellent niveau qui permettra d'accélérer le recrutement des cadres supérieurs.

Pour tous renseignements sur les performances du MONDE et la commercialisation de cette rubrique, vous pouvez contacter le département Communication-Emploi du

MONDE-PUBLICITÉ
au 45-55-91-82.

el internationale PRET A PORTER

Nous sommes une société internationale en forte expansion. Pour contribuer à notre développement, nous cherchons un collaborateur dynamique en qualité de

DIRECTEUR GENERAL

Notre futur responsable aura à assumer toutes les responsabilités inhérentes au management de l'entreprise et aura aussi à seconder le président dans certaines de ses tâches.

Ce poste sera en constante évolution en prévision de l'ouverture de nouvelles filiales.

Nous demandons :

- une expérience dans une fonction de direction;
- initiative, dynamisme, sens des responsabilités et de l'organisation;
- capacité à ouvrir des filiales à l'étranger;
- langues : français, allemand, anglais;
- lieu de résidence : Besançon.

Nous offrons :

- introduction approfondie, soutien efficace et formation;
- poste de grande confiance, ambiance de travail motivante;
- rémunération en rapport avec les capacités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, curriculum vitae avec photo, à J.L. MAILLAGEMENT SA - 3, chemin de la Pralay - CH - 1294 - GENTHOD/GENEVE;

Nous sommes un important groupe industriel français, implanté dans le monde entier sous forme de filiales. Notre notoriété et notre bonne santé sont le résultat d'un management très actuel où les termes d'innovations techniques, qualité, communication, participation, représentent des réalités concrètes. Nous souhaitons aujourd'hui rencontrer le

FUTUR DIRECTEUR D'UN DE NOS DEPARTEMENTS

Les produits conçus, fabriqués et distribués par ce département connaissent actuellement une évolution qui implique une approche marketing pointue. Par contre, la complexité technique de ces produits, surtout en petite mécanique, nécessite également, au minimum un intérêt et idéalement des compétences en fabrication et production.

Nous sommes donc ouverts soit aux formations de type HEC, ESSEC, Sup de Co, soit à un diplôme d'ingénieur + MBA. Mais outre votre formation, c'est votre personnalité forte, accrocheuse, dynamique et votre expérience d'un poste de direction en France ou à l'étranger, qui seront vos atouts déterminants. A terme à la tête d'un centre de profit - 800 personnes environ - vous serez un des hommes clés de notre réussite.

Nous rejoindrons à ce poste de haut niveau, c'est saisir l'opportunité d'exprimer vos talents professionnels et humains dans un contexte de réussite et de croissance.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 4902 à Lévi Tournay Assom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra. Nous vous garantissons une confidentialité absolue.

مركزنا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Société multinationale, leader mondial dans son domaine, filiale d'un puissant groupe agro-alimentaire français recherche

Un aromaticien confirmé

Directement rattaché à la direction générale

- il animera la cellule centrale aromatique,
- il assurera la coordination des banques aromatiques des filiales,
- il sera chargé de la création de compositions nouvelles dans le domaine des préparations de fruits,
- il veillera à la conformité des produits face aux législations des différents pays.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une solide expérience (5 ans minimum) d'analyse et de création dans le domaine des arômes chez un fabricant de matières premières aromatiques, motivé par une activité impliquant l'aptitude à l'analyse sensorielle, un esprit imaginatif et méthodique allié à des qualités de contact et d'ouverture.

La formation ISIPCA serait appréciée. Rémunération très motivante.

Poste banlieue nord-est de Paris.

Ecrire sous réf. 5B 1264-BM. Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Juriste de haut niveau

Spécialiste droit des sociétés et/ou droit de l'informatique

Votre challenge :

CREER LE DEPARTEMENT JURIDIQUE d'une société informatique de 500 personnes, en très forte croissance, filiale d'un grand groupe.

Conseiller du PDG, négociateur talentueux, vous êtes le garant de notre image et de nos intérêts auprès de nos différents interlocuteurs (avocats, clients, fournisseurs). Vous gérez les affaires juridiques du Siège et de nos différentes agences régionales.

Avec 10 ans d'expérience environ chez un conseil juridique, en entreprise ou en cabinet d'avocats, et une formation BAC + 5 (+ CAPA si possible), vous maîtrisez le droit des sociétés et connaissez le milieu de l'informatique.

Pour ce poste basé en banlieue Sud de Paris, adressez en toute confidentialité votre dossier de candidature (sous réf. 47109/M) à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Industrie agro-alimentaire - Nous sommes une importante société française (+ de 500 M de CA) fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation - à forte notoriété - tant en France qu'à l'export (forte vocation exportatrice, 50% du CA). Nous avons développé nos méthodes et nos procédures pour devenir et être reconnue aujourd'hui dans l'agro-alimentaire comme une des toutes premières sociétés en matière de qualité. Dans ce contexte, nous souhaitons enrichir notre potentiel technique pour préparer l'avenir et développer encore nos réalisations industrielles et recherches pour ce faire des ingénieurs à fort potentiel :

DIRECTEUR D'USINE

Vous êtes ingénieur diplômé ECP, AM, INSA, ENL... et vous avez 8 à 10 ans d'expériences industrielles réussies en petites ou moyennes entreprises où vous avez eu des responsabilités de chef de fabrication si possible dans une unité de processus. Vous avez l'ambition de diriger une unité autonome (petite, 75 personnes, mais moderne et performante) pour faire la synthèse de vos acquis actuels et d'évoluer vers des responsabilités plus larges. Vous avez des qualités d'animation des hommes et une pratique du management participatif. Vous adhérez à l'approche qualité totale et vous connaissez les méthodes qui la sous-tendent. Vous avez l'esprit méthodique et de la rigueur. Après intégration et formation à notre métier, vous prendrez la direction de l'usine au 1^{er} janvier 1990. (20 km d'Auxerre). Réf. 5206 M

INGENIEUR PROCESS

Vous êtes diplômé AM, ENI, Université de Compiègne et 2/3 ans d'expériences en industrie du process (TN, assistance technique par exemple). Vous souhaitez poursuivre votre carrière dans ce sens pendant quelques années avant d'accéder à des responsabilités plus larges (bureaux et/ou techniques). Sous la responsabilité du Directeur d'usine, vous aurez une position de généraliste sur l'ensemble du process : développement de méthodes de travail rationnelles permettant une approche qualitative, poursuite de l'automatisation et de l'utilisation de l'informatisation industrielle, analyses quantitatives et études des corrélations permettant de stabiliser le process, suivi de la mise en place de la qualité totale et de l'assurance qualité. Vous avez le sens de l'innovation, une grande curiosité intellectuelle et une disponibilité importante. Le poste est basé dans l'Yonne (35 km d'Auxerre et de Troyes). Réf. 5207 M

Si vous êtes intéressés par une de ces propositions, merci d'envoyer un dossier complet, en précisant la référence, aux consultants de Sérifo 47 bis avenue Bosquet - 75007 PARIS.

SERIFO
Membre de Syntec

AFFAIRES FINANCIERES

JEUNES CADRES

PARTICIPATIONS FINANCIERES, BANQUES ET ASSURANCES

Sous l'autorité du Responsable du secteur, vous aurez en charge le fonctionnement et le développement des systèmes d'informations. Vous effectuerez des études relatives aux filiales concernées et plus généralement assisterez le responsable en matière de suivi des participations bancaires.

Vous avez une formation Grande Ecole de Gestion ou Ecole Supérieure de Commerce, des qualités relationnelles, un esprit alerte et une première expérience dans un cabinet d'audit ou de conseil. (Réf. CG/PB)

INTERNATIONAL

Sous l'autorité du Chef de service et de son adjoint, vous assurerez le suivi administratif (juridique, fiscal, comptable, etc.) des filiales internationales et organiserez les comités, conseils et assemblées. Vous aurez à suivre les révisions comptables. Vous contribuerez à

l'informatisation du secteur et en surveillerez le bon fonctionnement.

Vous avez une formation universitaire ou Ecole Supérieure de Commerce et une première expérience acquise de préférence dans un établissement financier. Le goût de l'informatique et du travail en équipe viennent compléter votre maîtrise de l'anglais et si possible la connaissance d'une 2^e langue étrangère. (Réf. CR/AF)

AFFAIRES INDUSTRIELLES

CADRE

Auprès du responsable chargé des secteurs agro-alimentaire, santé et biotechnologies, hôtellerie-restauration et distribution, vous assurerez la prospection, participerez à la négociation, à la mise en place et au suivi des opérations dans le domaine du Capital Développement.

Vous avez une formation Ecole d'Ingénieurs option Gestion ou Ecole Supérieure de Commerce et cinq ans d'expérience environ dans les domaines investissement, finance, fusion-acquisition ou commercial (bancaires et entreprises). (Réf. CR/AF)

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) à la Direction du Personnel de la COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ - 1, rue d'Astorg 75008 PARIS.

Consultant, soyez notre candidat

Nous avons créé et développé Sysca Sélection, filiale d'une des premières SSII et Conseil en Recrutement spécialiste en informatique et en électronique. Notre force dynamique et notre expérience nous permettent aujourd'hui de poursuivre notre expansion. Nous recherchons un **CONSULTANT en RECRUTEMENT**.

Sans contact, faculté de jugement, sens pratique, force de conviction, sont les principales composantes de votre personnalité. Vous les avez déjà exploitées dans un cabinet ou dans une SSII puisque vous faites preuve d'un réel intérêt pour les nouvelles technologies et possédez une solide culture informatique.

Notre équipe exigeante et compétente, nos outils informatiques sophistiqués mis à votre disposition seront les garants de la qualité et de la rigueur de vos prestations (approche, recherche et sélection d'ingénieurs et cadres).

Robert CUADRADO vous remercie de lui adresser personnellement votre candidature sous réf. 417/MO 315 Bureau de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX

SYSECA
SELECTION

La filiale française du leader californien des systèmes informatiques distribués, recherche pour accompagner son développement :

RESPONSABLE DE LA FORMATION

La formation d'une population très qualifiée en augmentation rapide (300 personnes dont 200 Cadres, 5 ans après la création de la filiale) constitue une composante fondamentale de notre réussite face aux défis de l'informatique des années 90.

- Si vous avez :
- Une expérience de 5 ans dans l'animation, acquise en entreprise dans un environnement international,
 - Une très bonne pratique de l'anglais,
 - Une volonté d'évoluer dans le domaine des Ressources Humaines.

Contactez Louis de BETTIGNIES - DRH
Sun Microsystems
RN 186, La Bourssinière
92357 Le-Plessis-Robinson Cedex
microsystems 40.94.82.08.

CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE-ET-MARNE
recherche

ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

pour occuper les fonctions de :
sous-directeur des personnes âgées et handicapées pour sa direction de l'action sociale.

Chargé d'un budget de 400 MF, de la direction de 4 services représentant environ 50 personnes, et du contrôle de 100 établissements, le candidat devra faire preuve :

- de l'aptitude à animer une équipe,
- d'une bonne expérience du secteur social,
- être un gestionnaire rigoureux,
- savoir valoriser le service public.

Le recrutement sera possible par voie de mutation, de détachement ou par contrat.

Dans ce cas, le candidat doit être titulaire d'une maîtrise ou diplôme d'un institut d'études politiques ou diplôme d'un niveau équivalent. Rémunération nette annuelle 102 000 F plus voiture de service.

Les candidatures doivent être adressées à :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
RUE DES SAINTS-PÈRES-77000 Melun.

Des renseignements complémentaires peuvent être demandés à :
M. BEAUMONT - Tél. : 64-09-19-96.



Numéro 1 français du traitement des métaux précieux et alliages spéciaux

Nous sommes un groupe européen, à l'activité originale et diversifiée.

Dans le cadre de notre politique de progrès, nous recherchons plusieurs

Métallurgistes de haut niveau

pour leur confier des missions importantes de :

- Recherche
- Développement

Vous êtes diplômé d'une grande école (Centrale, Mines, ENSAM...). Vous vous passionnez réellement pour les problèmes métallurgiques. Vous justifiez dans ce domaine d'une expérience réussie de plusieurs années. Vous souhaitez prendre à terme des responsabilités accrues. Vous maîtrisez probablement bien l'anglais.

Envoyez lettre de candidature, C.V., photo, prétentions à CLAL - Michel MASOUNAVE - Directeur des Ressources Humaines 13, rue de Montmorency - 75003 PARIS.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BORDEAUX BANQUE REGIONALE

RESPONSABLE FORMATION

Cette banque régionale, qui fait partie d'un très important réseau national, à la notoriété incontestée, développe une large gamme de services financiers à destination des particuliers, et de manière croissante, à destination des entreprises, des collectivités, des municipalités et des administrations. Sur la grande région Sud-Ouest cet organisme dispose de 280 agences.

Sa forte expansion détermine la création, au sein de sa Direction des Ressources Humaines, du poste de Responsable des Services Formation, dont les principales missions sont les suivantes : étude, proposition et négociation du plan gestion prévisionnelle du personnel ; mise en œuvre du plan : budget, choix des actions et des organismes ; management des équipes de formation interne (5 personnes) ; implication personnelle dans l'animation de certains stages, coordination et discrimination des besoins futurs avec les hiérarchies opérationnelles, participation à la définition de la politique « ressources humaines » de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la formation (5 à 10 ans d'expérience) diplômé de l'enseignement Supérieur, dont l'expérience (dans le service ou dans l'industrie) s'est déroulée sur une responsabilité de même niveau, supposant la définition d'une politique, sa mise en œuvre et le management d'équipe.

Le poste est basé à Bordeaux. Les conditions offertes, le développement et les projets de l'entreprise, sa sensibilité à la gestion des ressources humaines, ainsi que les perspectives d'évolution sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet et rémunération souhaitée sous réf. M 124 C à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

NEMESIS

BORDEAUX PRODUITS ET SERVICES BANCAIRES

RESPONSABLE « MARKETING OPERATIONNEL »

Cette banque régionale, qui fait partie d'un très important réseau national, à la notoriété incontestée, développe une large gamme de services financiers à destination des particuliers, et de manière croissante, à destination des entreprises, des collectivités, des municipalités et des administrations. Sur la grande région Sud-Ouest, cet organisme dispose de 280 agences.

Sa forte expansion détermine la création, au sein de la Direction Commerciale, d'un poste de Cadre Responsable du Marketing Opérationnel, dont les missions sont les suivantes : développement vis-à-vis des clients (particuliers ou entreprises) de toutes les méthodes et actions d'approche basées sur les techniques modernes du Marketing direct : mailing, couponning, planning, publicité, synthèse des résultats, participation aux études marchés/et nouveaux produits, constitution d'une base de données et de fichiers clients, actions de support marketing auprès des différentes instances opérationnelles du réseau régional.

Nous souhaitons rencontrer pour cette mission évolutive, un jeune cadre de formation commerciale supérieure (Baccalauréat + 4 ou 5) qui possède une première expérience (minimum 2 ans) dans une fonction opérationnelle, de préférence dans une Société de Services (Banque, Assurance, Immobilier, Biens de Consommation).

Ce poste est basé à Bordeaux. Le développement de l'entreprise, sa notoriété et les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet et rémunération souhaitée sous réf. M 124 B à notre Conseil NEMESIS - 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier en la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Un des groupes leader de la construction et de l'immobilier recrute son

DIRECTEUR JURIDIQUE

Auprès du Secrétaire Général, au Holding, il animera une équipe en charge des problèmes d'assurances du groupe, des dossiers de contentieux (garantie décennale, litiges construction, sinistres, contentieux financiers...) et du droit des sociétés et filiales en France et à l'étranger.

Pour nos 3500 collaborateurs, il sera l'interlocuteur de référence pour toute question de droit inhérente aux contrats internationaux, et assurera l'interface avec avocats, experts et partenaires.

De formation supérieure (Maîtrise, DESS, DEA, Grandes Ecoles...), il nous apportera la solidité que lui aura donnée une expérience d'au moins 5 à 6 ans au Service Juridique, à un poste de responsable ou d'adjoint. Homme de contact, convivial avant tout, il aura si possible une bonne connaissance du secteur Bâtiment - TP.

Pour ce poste en proche banlieue parisienne, notre conseil SOURCES attend vos candidatures (lettre, CV, photo, salaire souhaité) sous référence 2923 DJ au 108, rue St Honoré - 75001 Paris.

Toulouse

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

TECHNAL, société internationale, 1 milliard de CA en 88, filiale du groupe international ALCAN. Poursuivant son expansion, elle diversifie encore son activité sur le marché du bâtiment, dans le domaine de l'ESPACE A VIVRE de qualité. Dans ce cadre, elle crée le poste de Responsable des Ressources Humaines, afin d'accroître ses capacités de gestion et d'animation du personnel.

Missions :
Proposer et mettre en œuvre un système de gestion des Ressources Humaines adapté au secteur d'activité, au travers des activités : recrutement, évaluation des postes, appréciation des potentiels, formation, politique salariale, relations sociales, contentieux... Au sein de l'équipe dirigeante de la division, maintenir et développer un climat social stimulant, favorable à l'atteinte des objectifs de l'entreprise et à l'épanouissement individuel.

Profil :
Homme ou femme de formation supérieure (juridique-sociale-commerciale), vous avez 7 à 8 ans d'expérience dans une fonction similaire dans une activité de service (produits financiers-promotion immobilière...).

Le salaire proposé, la politique sociale de TECHNAL sont particulièrement motivants (Intéressement, Plan Epargne Entreprise, prime d'objectifs, participation...).

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. LM, à L. DEPRAT, TECHNAL, 270 rue Léon Joulin, 31037 TOULOUSE Cedex.

TECHNAL

CREE L'ESPACE EN BEAUTE

Pour une carrière en entreprise

Audit... aujourd'hui Manager... demain

Un puissant groupe alimentaire, produits mondialement connus, poursuivant son développement tant sur le plan international qu'en France, recherche un jeune Cadre Financier HEC, ESSEC, ESCP... MBA.

Le poste proposé au sein du holding permet :

- de valoriser une première expérience d'audit de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété ;
- de participer aux études financières du groupe dont celles concernant les nouvelles acquisitions ;
- d'accéder rapidement à de réelles responsabilités opérationnelles au sein du holding ou d'une de ses filiales.

Bonne maîtrise de l'anglais.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 5B 1294-9M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

ORKEM

Un ensemble cohérent organisé autour de quatre métiers : chimie, encres, peintures, engrais.

Un Groupe qui monte en puissance dans la compétition internationale.

Pour participer à une stratégie nouvelle et ambitieuse, nous recherchons des

INGENIEURS PROCÉDES confirmés et de fort potentiel

DIVISION ENCRE
Ils auront d'emblée une activité internationale comportant trois axes :
• développement de nouveaux procédés
• assistance technique aux usines
• ventes de procédés
réf. 5A 1307-9M

DIVISION CHIMIE ET DIVISION ENGRAIS
Ils auront le même type de responsabilités que les précédents, au départ sur la France
réf. 5A 1308-9M

Tous ces postes impliquent la capacité d'assumer, avec dynamisme et initiative, d'importantes responsabilités et ouvrent de réelles perspectives de carrière. Ils conviendront à des candidats diplômés de grandes écoles généralistes (X, ECP, MINES, AM) ou génie chimique (ENSIC, ENSIGC...) ayant environ 5 ans d'expérience en procédés (spécialités chimiques, pétrochimie) et parlant anglais.

Postes à Paris et en région parisienne.

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

Lafarge Coppee

L'univers des matériaux L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'Industrie Française (ciment - matériaux - biotechnologies), présent dans le monde entier (18 milliards de francs de chiffre d'affaires et 20 000 personnes) poursuit le renouvellement de ses structures et propose un poste évolutif de

Responsable de service administration et personnel usine

à un(e) candidat(e) fortement motivé(e) ayant des qualités professionnelles solides.

Au sein d'une unité à taille humaine, il sera le bras droit du Directeur d'usine pour l'ensemble des activités personnel, contrôle de gestion, comptables et administration générale. Pour chacun de ces domaines, il sera l'interlocuteur des directions fonctionnelles centrales et le garant de la mise en œuvre des politiques du groupe. Il animera son service et fera partie de l'équipe de direction de l'établissement.

Ce poste formateur et polyvalent convient à un(e) candidat(e) ESC, Maîtrise ou DUT, ayant une première expérience professionnelle réussie de 3 ans minimum dans les domaines de la comptabilité industrielle, du contrôle budgétaire et si possible, de gestion de personnel, désireux et capable d'élargir son domaine de compétence.

Le poste à pourvoir se situe à proximité de Montauban (Tarn et Garonne) mais l'évolution de carrière se réalisera sur le plan national.

Ecrire sous réf. 5C 1140 - 8M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNE JURISTE

Votre formation Supérieure en Droit des Affaires (DEA) est complétée par une première expérience de 2 ans minimum. Vous parlez anglais et avez de bonnes connaissances d'une seconde langue.

Rattaché au directeur juridique, vous apporterez vos compétences aux services centraux du groupe et aux filiales en matière de droit des sociétés, contrats divers, baux commerciaux, droit économique, contentieux, marques. Cette mission fait appel à votre esprit d'analyse, à votre aisance rédactionnelle et à vos qualités relationnelles. Votre réussite associée à votre dynamisme, à votre faculté d'adaptation et d'autonomie ouvriront la porte à une évolution au sein du groupe.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 12448 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01. Discretion assurée.

DESIREUX D'ÉVOUER A TERME DANS UN GROUPE
A DIMENSION INTERNATIONALE
A EXPANSION EUROPEENNE

CONTESSÉ

PLACEZ VOTRE DYNAMISME DANS LA FINANCE

Nous sommes un groupe financier à taille humaine (1100 personnes) largement orienté vers le financement professionnel. Dans le cadre de notre politique de développement et de diversification, nous souhaitons intégrer quatre

CHARGES DE CLIENTELE GRENOBLE MONTPELLIER ORLEANS PARIS

Nous recherchons des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (Sup de Co, Sc. Eco, Sc. Po...) munis d'une première expérience commerciale dans la banque ou des candidats ayant une formation bancaire (ITB, CEB...) et une expérience du terrain confirmée.

Vous aurez pour mission de développer le fonds de commerce existant d'entreprises coopératives, d'associations et de mutuelles. Pour ce faire, bénéficiant d'une large délégation d'autorité, vous serez très présent sur le terrain pour proposer toute une gamme de produits. Après avoir apprécié le risque client, vous instruirez les dossiers et les mettez en place, exerçant à la fois une activité commerciale et de conseil auprès de la clientèle.

Votre technicité en matière d'analyse financière, vos capacités de négociation et votre mobilité sont les atouts qui vous permettront d'évoluer favorablement au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence Z/C/LM en précisant le secteur choisi à notre Conseil Pierre CHAUSSEMIER.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Nous sommes L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE. Notre objectif : doubler notre CA sur le marché français, affirmer notre compétitivité au niveau européen. Nous recherchons un :

Responsable marketing et techniques de commercialisation Paris

Rendant compte au Directeur "Entreprises", vous serez l'un des éléments moteurs dans la définition et la mise en place de notre politique de développement. Vos missions :

- Informer en permanence la Direction et les Chefs de Produits des tendances du marché, de la concurrence et des techniques de commercialisation les plus performantes ;
- élaborer les produits et l'ensemble des moyens appropriés au réseau de vente ;
- présenter des produits, argumentaires, tarifs, programmes de formation.

Agé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (ESSEC, ESC, IEP...), vous justifiez d'une solide expérience de la vente et du marketing de produits ou services, acquise, si possible, dans le secteur de l'assurance. Votre ouverture d'esprit, vos talents de négociateur, votre aisance dans la communication et votre capital de confiance auprès d'un réseau de vente, vous incitent à nous rejoindre.

Sylvie CATHÉLAIN vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre niveau de rémunération actuelle, sous référence : 8905 LM.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Monceau 75008 Paris (1) 42.89.10.25



LES FROMAGERIES BEL
5 milliards de CA - 6.000 personnes
recherchent pour leur Division FROBEL

UN RESPONSABLE FORMATION

Vous participez à la traduction, en terme de formation, de la politique sociale de la Division axée sur le PROFESSIONNALISME et la MOTIVATION de tout le Personnel.

En liaison avec les Chefs de Personnel, vous élaborerez et négociez le plan de formation tant pour les 4 UNITES DE PRODUCTION que pour le RESEAU DE VENTE.

Vous participez avec les Responsables de formation des autres divisions à l'élaboration et à l'animation des sessions de formation dans votre domaine de compétence.

De formation supérieure, vous avez une bonne expérience du métier de FORMATEUR dans des entreprises industrielles.

Adresser CV, lettre manuscrite et rémunération souhaitée à Fromageries BEL - Service du Personnel FROBEL - BP 641 75367 PARIS CEDEX 08.

CONTESSÉ

Nous sommes un organisme professionnel de tout premier plan, nous recherchons notre :

Chef de service Emploi/Formation

A 30-35 ans, diplômé de l'Enseignement Supérieur, votre activité s'est exercée dans la gestion du personnel et plus spécialement de l'emploi, soit en entreprise, soit en organisme professionnel.

Nous vous proposons de vous occuper de ce qui touche à la promotion de l'emploi, à sa situation statistique, à la conduite des travaux de réflexion, au suivi d'opérations s'y rapportant, et de nous représenter quand besoin est.

Nous vous souhaitons compétent, relationnel, impliqué mais rendant compte, sachant rédiger, parlant si possible l'anglais.

Merci, si vous vous sentez concerné d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prêt, sous référence 9206 à notre conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 56, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

Filiale d'un important groupe européen, nous occupons une position dominante sur le marché français des produits d'hygiène et domestiques, avec 1 Milliard de C.A et 5 unités de production. Pour assurer le développement de l'une de nos gammes dans laquelle notre groupe est leader sur plusieurs marchés européens, notre Direction du Marketing recherche un(e) :

CHEF DE PRODUITS

- Basé à Rouen, et directement rattaché au Directeur du Marketing, il aura pour mission de réfléchir sur son marché et de le surveiller.
- Homme de terrain, il devra animer et gérer la promotion des produits et entretenir un dialogue permanent avec nos usines en France.
- Imaginatif et dynamique, il devra assurer la création de la gamme qui se renouvelle chaque année selon la tendance des styles.
- Il sera amené à se coordonner avec ses homologues étrangers occupant des fonctions similaires dans les sociétés sœurs du groupe.

- Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés d'une Grande Ecole de Commerce, ayant une première expérience d'environ 3 ans du Marketing Grand Public.
- Parlant impérativement l'anglais, ils seront capables de s'intégrer dans une équipe jeune, et prêts à voyager en France et à l'étranger.
- Notre Direction du Marketing est en développement rapide et offre de réelles opportunités d'évolution.

Adressez votre lettre manuscrite - CV à notre Agence PLURIAL 42 Rue Camille Desmoulins 94230 CACHAN en précisant la réf. 060216 sur l'enveloppe.



Sorefi Picardie Directeur du développement

Il y a un peu plus de 3 ans, quand nous avons été créés, il y avait tout à imaginer, tout à faire : votre prédécesseur a bien travaillé, il est déjà appelé dans le réseau à d'autres responsabilités. Les données du problème sont aujourd'hui les suivantes. Etablissement Financier à compétence régionale, nous sommes la structure décentralisée d'un grand réseau national, fort en Picardie de 200 sièges et agences couvrant l'Oise, l'Aisne et la Somme dont nous assurons la coordination et soutenons le développement. Nous sommes en expansion sur nos marchés traditionnels, les particuliers, les collectivités et les associations, mais aussi sur celui des entreprises et nous proposons une gamme de produits complète, élaborée et performante.

Votre Président vous attend pour mettre en œuvre une stratégie de développement et les moyens de sa réalisation. 12 personnes constituent votre équipe (Etudes, Marchés, Communication-Publicité) et vous avez en outre une mission permanente de conseil et d'assistance auprès des Responsables des Caisse pour la réalisation de leurs plans.

Nous pensons que l'expérience de la réflexion stratégique, du marketing des produits de grande diffusion, celle de l'organisation commerciale et de la direction d'une force de vente sont des éléments majeurs pour gagner et, que cette proposition s'adresse à un professionnel des 35 ans dont la formation supérieure commerciale (type ESC) a reçu sur le terrain son indispensable complément.

Nous le remercions d'adresser son dossier à notre Conseil SEFOP, sous la réf. SO 271 M, qui préparera notre rencontre.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec



Le Groupe CGEA (6500 personnes) prestataire de services auprès des Collectivités Locales dans les domaines de la propreté urbaine et des transports en commun, appartenant au Groupe Générale des Eaux, en développement constant, recherche



Responsables de Centres de Profit (réf. 8901)

- MISSION : GERER nos Centres de Profit, DEVELOPPER nos activités commerciales, ANIMER des équipes d'une cinquantaine de personnes.
- PROFIL : Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, première expérience réussie.

Jeunes Attachés Commerciaux (réf. 8902)

- MISSION : PRENDRE EN CHARGE une gamme de services dans le domaine de la propreté des villes et de l'environnement. PROSPECTER la clientèle correspondante, SURVEILLER les contrats commerciaux.
- PROFIL : IUT - BTS ou équivalent, première expérience ou connaissance des collectivités locales.

Nous vous remercions d'adresser lettre avec C.V., photo et prétentions sous la référence correspondante à CGEA - Direction du Personnel - 174, rue de la République - 92817 PUTEAUX Cedex.

Le Carnet d'

Le Carnet d'adresses des cadres et des responsables des entreprises. Ce carnet est un véritable outil de travail pour les cadres et les responsables des entreprises. Il contient des informations précieuses sur les entreprises, les personnes et les services. Il est mis à jour régulièrement et est disponible pour tous les cadres et les responsables des entreprises.

Économie

SOMMAIRE

■ Nouveau secrétaire général de Force ouvrière (FO), M. Marc Blondel devra s'efforcer de rassembler des militants qui se sont vivement opposés au cours du dernier congrès (lire page 29).

■ M. Michel Pecqueur annonce 7 milliards de francs de bénéfice net pour 1988 et estime qu'Elf-Aquitaine a réussi sa mutation (lire ci-dessous).
■ « Les propos de M. Pellerin sur la Société générale tiennent

du scénario-fiction », nous déclare M. Pébereau après que le promoteur immobilier a donné sa version des faits (lire ci-contre).

Après les révélations du promoteur immobilier sur la Société générale

« Les propos de M. Pellerin tiennent du scénario-fiction », nous déclare M. Georges Pébereau

Soupçonné de délit d'inités dans l'affaire de la Société générale, M. Christian Pellerin, le président de la SARI-SEERI, se défend. Dimanche 5 février, il a expliqué devant quelques journalistes sa version des faits : calendrier des opérations et modalités d'intervention seraient les preuves de sa bonne foi. « Ne souhaitant pas polémiquer » avec M. Pellerin et « réserver ses informations à la COB », M. Pébereau a déclaré lundi 6 février au Monde que « les propos de M. Pellerin tiennent du scénario-fiction ». « Jamais M. Christian Pellerin ne m'a informé de sa décision d'acheter ou de vendre des actions de la Société générale à titre personnel », nous a redit M. Pébereau.

prison que constitue la société Camélia. Finalement, l'accord se fait, le 29 septembre. M. Pellerin investissant 110 millions de francs dans Camélia, et s'engageant à acheter directement des actions de la Société générale pour 90 millions de francs.

Immédiatement, M. Pellerin a ouvert un compte au Crédit commercial de France (la banque présidée par le frère de M. Georges Pébereau, M. Michel Pébereau) et a obtenu un découvert de 110 millions de francs garanti sur les actions Ollipar détenues personnellement par M. Pellerin. Cette somme — diminuée d'une commission de 1 million de francs — a été mise à la disposition de Camélia le 14 octobre. Parallèlement, M. Pellerin a demandé à la société de Bourse Ferri-Ferri-Germe d'acheter directement des actions Société générale.

Le 19 octobre — le jour où la SIGP ramassera d'énormes paquets d'actions de la banque — M. Pellerin se retrouve dans la salle de conférences de Marceau Investissements, rue de la Baume. « On en est-vous de vos achats d'actions », à titre personnel, lui demande M. Pébereau, qui lui indique qu'il doit arrêter d'acheter, pour des raisons de franchise de son rôle. Ne comprenant pas la réponse, M. Pellerin téléphone devant M. Pébereau à son agent de change, qui lui indique qu'il n'a pas réussi à trouver de blocs d'actions importants et qu'il n'a donc acquis pour le moment que 33 000 actions. « Devant M. Pébereau, qui était donc parfaitement au courant, j'ai demandé à mon agent de change d'arrêter d'acheter », explique M. Pellerin.

Lundi 7 novembre, recevant deux responsables de la Société générale, M. Pellerin s'aperçoit de la situation. « Je prends alors conscience que j'ai été joyeusement trompé, notamment sur le soutien de M. Peyreleade, et qu'en conséquence l'opération ne pourrait réussir. C'est alors que, sans en avertir ni M. Pébereau ni la Société générale, M. Pellerin décide de vendre, dès le lendemain, ses 33 000 titres avec une plus-value personnelle d'environ 3 millions de francs.

Pour M. Pellerin, plusieurs éléments plaident en sa faveur. « Si j'avais voulu faire une opération d'inités, j'aurais commencé à acheter dès le début août, or je n'ai absolument pas acheté une seule action entre le 4 août et le 29 septembre », explique-t-il. « Si mon objectif avait été une plus-value personnelle, je n'aurais pas vendu le 8 novembre, mais j'aurais attendu que le cours monte, comme tout le monde l'espérait alors », ajoute-t-il. « Au moment où, fin décembre, j'ai cédé mes intérêts dans Camélia à la société Ollipar, j'aurais enfin enregistré une plus-value liée à la prise en compte de la valeur de marché de la société, ce que je n'ai pas fait », précise-t-il encore. En tout état de cause, s'il devait vraiment être soupçonné de délit d'inités, M. Pellerin a indiqué qu'il se défendrait en soutenant qu'un initiateur ne peut pas être coupable d'un délit d'inités.

ERIK IZRAELWICZ

Du pétrole à la chimie et à la pharmacie « Elf-Aquitaine a réussi sa mutation », nous déclare son PDG, M. Michel Pecqueur

M. Michel Pecqueur, PDG d'Elf-Aquitaine, a annoncé, lundi 6 février, les résultats de son groupe pour 1988 : 7 milliards de bénéfices nets contre 4,1 milliards en 1987 (+ 70%) et une marge brute d'autofinancement de 20 milliards contre 15 (+ 33%). Il estime que les trois piliers du groupe — pétrole, chimie et pharmacie — reposent sur « des bases solides ». Il rejette une fusion tant avec Total qu'avec les groupes de la chimie mais pense que « des rectifications de frontières sont nécessaires ».

« Des résultats financiers records, le prix du pétrole qui semble stabilisé, une diversification dans la chimie qui vous rassure, l'horizon d'Elf-Aquitaine est-il déçagé ?

— Avec 7 milliards de francs en 1988, nos résultats sont en effet proches des plus hauts niveaux jamais atteints par la compagnie. Et ce, compte tenu d'une division de presque par deux du prix du pétrole passé de 28 dollars le baril en 1984-1985 à 15 dollars en 1988 et de la chute du dollar de 9,30 F à 6 F dans le même intervalle. Les graves difficultés qu'on me prédisait à cause de cet effondrement mais aussi de l'épuisement de nos réserves de Lacq et de Frigg et du coût de la chimie ont été surmontées. Elf a réussi sa mutation. Le groupe, qui repose désormais sur trois piliers — le pétrole, la chimie et l'hygiène-santé — a fait face. Ses bases, ses actifs, sa rentabilité sont sains.

— Vous avez acquis dans le pétrole RTZ, Oil and Gas et pris 25% d'Entreprise Oil. Cela suffira-t-il pour reconstituer les réserves de Lacq et de Frigg qui s'épuisent ?

— Notre production croît — 32,2 millions de tonnes en 1987, 36 en 1988 et 40 cette année. Elf est désormais parmi les dix premiers groupes pétroliers du monde. Pour préparer l'avenir, nous avons en effet réalisé des acquisitions pétrolières pour 7 milliards de francs sur un total de 11,5 milliards d'acquisitions et des investissements globaux de 23 milliards pour le groupe en 1988. Et on va continuer, car je crois que d'ici à 1995 les gros producteurs mondiaux subsisteront mais que certains moyens disparaîtront.

— Mais notre première source de bruns nouveaux reste l'exploration. Elf y consacre entre 3,5 et 4 milliards de francs par an, ce qui fait de nous le quatrième explorateur hors États-Unis. A titre d'exemple, nous avons fait des découvertes au Nigeria sur des permis en terre à Olo et en mer à Emen et à Alfa mais aussi en Angola d'où nous tirons 130 000 barils par jour à la fin de l'année.

— En 1988, nous avons aussi effectué notre retour au Moyen-Orient. Nous n'étions plus qu'en Oman et en offshore en Egypte. Or, l'an passé, nous avons gagné un beau permis de 50 000 km² au Sud Yémen, un autre offshore au Qatar, puis nous sommes rentrés en Syrie et en Egypte. Tout cela dans un contexte de très sévère concurrence. Au total, je peux vous dire qu'Elf est une des rares compagnies du monde à reconstituer ses réserves.

— Croyez-vous que les prix du brut resteront stables dans les mois qui viennent ?

— Un progrès déterminant a été fait par l'OPEP en novembre dernier dans la résolution du problème Iran-Irak. Il y aura toujours des tentatives de tricherie d'un pays ou d'un autre et donc des risques de crise. Mais je suis d'un optimisme mesuré et je crois à une attitude raisonnable des pays producteurs. Aujourd'hui la renouveau des cours est exclue, mais un effondrement improbable.

— Le raffinage vous coûte beaucoup d'argent, au point que vous envisagiez d'en céder une participation à un pays producteur. Où en êtes-vous ?

— La branche de l'aval (le raffinage et les produits) a été équilibrée en 1988 contre 1,7 milliard de pertes en 1987. Cela dit, le problème n'est pas réglé. Dans ce métier, les marges restent fluctuantes car le marché du brut et celui des produits sont toujours déphasés, produisant un « effet de ciseaux ». Mais nous avons investi et rationalisé.

— Reste un problème, celui que connaissent d'autres secteurs d'ailleurs, avec la grande distribution. La concurrence doit être loyale. De notre côté, nous faisons évoluer nos stations vers plus de services au travers de coopérations avec Accor (hôtellerie), Casino (supermarchés) ou Giffyclub (entretien automobile).

— Et vos négociations avec les pays producteurs, en particulier avec le Nigeria ?

— Trouver un accord est moins simple que prévu. On continue de discuter. Il est vrai que dans l'immédiat le retour à l'équilibre rend la conclusion moins urgente.

Rectifications de frontières

— Dans la chimie, l'étude conduite par M. Le Floch, conclut à une taille encore insuffisante des groupes français. Qu'en pensez-vous ?

— La chimie, représente la moitié des profits du groupe et 45 milliards de chiffre d'affaires, ce n'est pas si petit. En outre, l'important est la position sur chaque ligne de produit. Or Elf est bien placé. Numéro trois mondial par exemple dans l'eau oxygénée ou dans les produits fluorés. Mais sur le fond, la stratégie est bien qu'il faut être dans chaque produit dans les cinq premiers, au moins dans la chimie fine, sinon il vaut mieux s'allier ou abandonner.

— J'ai rencontré M. Le Floch et il me semble que, comme moi, il ne croit pas au mecano de la fusion. Cela étant dit, il doit y avoir en effet des rectifications de frontières entre les français mais on doit aussi s'interroger pour savoir s'il ne faut pas le faire plutôt avec des européens. Le franco-français ce n'est pas toujours le mieux.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— Rectifications y compris avec Total ? On parle à nouveau d'un rapprochement avec Elf ?

— Même réponse. La fusion est une opération traumatique. Par contre, il y a aussi à regarder nos frontières communes. Dans l'aval en particulier. Peut-être pourrions-nous gérer ensemble nos réseaux de distribution dans les pays où Total comme Elf sont petits.

— Et pour SANOFI face aux grands groupes pharmaceutiques mondiaux ?

— SANOFI a lui-même trois domaines : la pharmacie, les biotechnologies et les produits de luxe. Dans ces domaines, l'avenir dépend surtout des capacités de création des équipes de recherche. On les a donc recentrées et dynamisées. En pharmacie sur les produits cardiovasculaires et sur ceux relatifs au système nerveux central ; en biotechnologies sur tous les produits, comme les sérum ou les additifs nécessaires aux industries alimentaires de masse. Il a fallu faire une sélection. On ne peut pas être un géant partout.

Globalement pas de soucis

— Néanmoins, autre façon d'aborder le problème de taille, auriez-vous la capacité financière pour alimenter trois activités si gourmandes en capitaux ?

— Oui. Notre financement sera d'abord interne, par cash-flow. Ensuite, et bien qu'ayant investi 23 milliards en 1988, notre endettement est resté très faible. Je me garderais d'aller trop loin, mais il y a une marge de manœuvre. Enfin, il y a les marchés financiers. Nous obtenons, globalement, en octobre 1990, les deux milliards de souscription en actions des obligations lancées en 1986. Notre titre a été revendu à la Bourse et nous travaillons avec notre actionnaire, l'Etat, sur des formules qui nous permettraient de lever de l'argent, sans casser la part actuelle de 50 % publique, c'est-à-dire sans privatiser. Je n'ai globalement pas de soucis.

— Vous venez de signer un contrat d'objectif avec le ministère de l'Industrie. Quelles en sont les grandes lignes ?

— Elf a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

— On a été créé avec des objectifs français. Aujourd'hui le groupe s'est transformé en groupe international de haut de gamme. Même si l'Etat a 50 % de notre capital, nous sommes au niveau d'Amoco, de British Petroleum ou de Mobil.

Un découvert au CCF

Selon M. Pellerin, M. Pébereau lui a donc proposé à ce moment-là de participer à une opération de réajustement du capital de la banque — « à la façon Havas » — « en s'appuyant sur une partie des gens déjà dans le noyau dur et avec l'accord de M. Peyreleade », le président de l'UAP. Dans ces conditions, M. Pellerin était convaincu que l'opération devait réussir. Pour lui, une participation à une opération qui lui était présentée comme « non agressive » ne pouvait qu'être bénéfique. Elle lui permettrait de « faire la paix » avec la Caisse des dépôts, l'un des interlocuteurs principaux de sa société dans les opérations immobilières. Elle devait aussi lui permettre d'être présent dans le tour de table d'une banque avec laquelle il entretenait des relations importantes. Il était en négociation avec la Générale notamment pour la restructuration de l'Avenue Kléber à Paris et la construction de son siège social à la Défense (150 000 m²).

Les modalités de l'intervention de M. Pellerin dans l'opération sont arrêtées début septembre. M. Pébereau souhaitait que je mette 300 millions de francs, je lui ai donné mon accord pour 200 millions, raconte le promoteur. Il voulait que je mette l'ensemble dans ses sociétés, prétextant le besoin d'avoir des Français en nombre suffisant dans son dispositif, je préférais investir à titre personnel plutôt que d'immobiliser des fonds dans cette

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER.

CONJONCTURE

Déductibilité de la TVA : le Conseil d'Etat donne tort au gouvernement

Le gouvernement français a tort, sa position n'est pas conforme à la réglementation européenne. Rompant avec ses habitudes — et avec une attitude traditionnellement assez nationaliste, — le Conseil d'Etat a rendu, vendredi 3 février, une décision en matière de déductibilité de la TVA qui risque d'avoir de grandes conséquences. C'est en effet la première fois que la Haute Assemblée se prononce sur la conformité d'une réglementation fiscale nationale avec le droit européen. Plus exactement, jamais le Conseil d'Etat n'avait accepté d'interpréter une directive communautaire.

Il s'agissait en l'occurrence de la douzième directive concernant toutes les exonérations de droits à déduction engendrées par la TVA. La compagnie Alitalia avait protesté

auprès du gouvernement français après s'être vu refuser le droit de déduire la TVA sur les repas servis aux passagers en transit pour cause de retard. Pour Alitalia, ces repas faisaient partie des frais de la société. La compagnie italienne n'obtenait pas de réponse avant l'arrêt de l'affaire devant le Conseil d'Etat.

Celui-ci, en donnant raison à Alitalia, apporte une première réponse, ou plutôt une première interprétation, au projet de douzième directive que la Commission essaie depuis plusieurs années de faire concorder avec les droits nationaux.

Grosso modo, rappelons-le, la TVA est un impôt payé par le consommateur et, à son stade — par définition — final, — il n'est pas déductible. Mais au stade antérieur,

c'est-à-dire celui des entreprises, la TVA est une charge récupérable que les entreprises se transmettent d'amont en aval jusqu'au stade final où le consommateur la paie. L'ennui est que, pour un certain nombre de biens et de services, il est difficile de savoir si on se trouve dans l'orbite du consommateur final ou dans celle du consommateur intermédiaire. Les cas les plus connus — ceux qui posent le plus de problèmes — sont les voitures d'auto-écoles, celles des V.R.P. mais aussi tout ce qui est repas, frais de réception d'hébergement organisés par les entreprises.

La France a toujours adopté une attitude très restrictive dans ce domaine. Pourra-t-elle la maintenir ? Le Conseil d'Etat vient en tous les cas d'ébranler sérieusement sa position.

AL V.

Engagé dans la modernisation de sa flotte Brittany Ferries commence à dégager des bénéfices

Divine surprise ! Pour la première fois depuis sa création en 1973, la société maritime bretonne Brittany Ferries aura dégagé des bénéfices en 1988. « Des bénéfices significatifs » se borne à dire Christian Michelini, directeur général. Le conseil d'administration n'officialisera les comptes qu'en mars prochain.

Exploitant douze navires de passagers et de fret, numéro un incontesté sur la Manche ouest depuis qu'elle a racheté en 1985 Truckline Ferries, Brittany Ferries aura réalisé l'an dernier 1,15 milliard de francs de chiffre d'affaires au lieu de 890 millions de francs en 1987.

L'armement, qui regroupe autour d'Alexis Gourvenec les organisations professionnelles agricoles du Finistère et les chambres de commerce et dont le siège est à Morlaix, a transporté 1,7 million de passagers l'an dernier (+ 36,3 %). Pour le fret, la progression dépasse 30 %,

notamment sur la ligne Caen-Portsmouth, ouverte il y a deux ans, qui d'une année sur l'autre a augmenté de 85 %.

Cette année, la compagnie va passer sur chacune de ses lignes soit des navires neufs, soit des navires profondément réaménagés. Jusqu'à maintenant, Brittany Ferries avait pour l'essentiel exploité ses lignes de la Manche et la desserte Plymouth-Santander (en Espagne) avec des navires achetés sur le marché d'occasion. Mais en juin prochain, si les retards actuels sont rattrapés, les chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire lui livreront le Bretagne, un superbe car-ferry commandé en juin 1987 pour 435 millions de francs (dont 40 millions de prime de l'Etat). Ce navire (2056 passagers, 580 voitures) a d'ailleurs été mis à flot le 4 mars.

La marraine sera vraisemblablement l'épouse du président du

conseil régional de Bretagne, M. Yvon Bourges, qui a accepté d'engager pour une somme substantielle la région afin de réunir le « tour de table » (la région des Pays-de-la-Loire y a participé aussi) et commander ce qui sera le « navire-amiral » de la flotte à la fois car-ferry, navire à passagers, cargo transporteur de camions et paquebot de mini-croisières sur la ligne difficile qui traverse de part en part le Golfe de Gascogne.

Mais l'armement breton — qui donne une leçon de dynamisme à beaucoup de grands groupes maritimes qui transfèrent leur flotte sous des pavillons étrangers — ne veut pas s'arrêter là. Il a engagé des études précises pour renouveler (par deux navires neufs) sa flotte de navires cargos qui opèrent entre Cherbourg et Poole, la ligne la plus courte de la Manche, mis à part le détroit proprement dit du Pas-de-Calais. Et cela, évidemment, en prenant en compte les bouleversements qu'à partir de 1993 le tunnel sous la Manche ne manquera pas de provoquer dans l'organisation des transports maritimes. Mais Brittany Ferries n'est pas intéressée par le rachat éventuel de l'armement naval SNCF. Il reste que le fret maritime et les transports de passagers, avec leurs prolongements touristiques proprement dits, entre les îles britanniques, l'Irlande, la France de l'Ouest et la péninsule ibérique ont encore de beaux jours devant eux.

FRANÇOIS GROSCHARD.

EN BREF

● Formation professionnelle : accord franco-espagnol. M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, et son homologue espagnol, M. Manuel Chaves, ont signé le samedi 4 février un accord sur l'emploi, la formation professionnelle et la sécurité et l'hygiène au travail. L'accord prévoit l'échange d'informations sur les politiques et les réalisations, des missions d'experts, des manifestations scientifiques et techniques et la mise à disposition de moyens en personnel pour l'élaboration de programmes.

● Grève dans une filiale de Renault. Les ouvriers postés de la Société nationale de roulements (SNR), filiale de la région Renault, compte quatre sites de production savoyards (Annecy, Seynod, Meythet et Argonay), continuent une grève commencée le mercredi 25 janvier : lundi 6 février dans la matinée, 40 % d'entre eux étaient en grève selon la direction. Les grévistes réclament que la prime d'équipe (qui est de 650 F par mois en moyenne, contre 250 F dans les usines de la Région) soit portée à 1 200 F.

Blondel s'affirme pour le « rassemblement »

Le nouveau secrétaire général de Force ouvrière (FO), M. Marc Blondel, s'est affirmé dimanche 5 février lors d'un rassemblement de militants à Paris. Il a déclaré que son rôle était de rassembler les militants qui se sont opposés au cours du dernier congrès. Il a également souligné l'importance de la formation professionnelle et de la sécurité au travail.



M. Blondel a déclaré que son rôle était de rassembler les militants qui se sont opposés au cours du dernier congrès. Il a également souligné l'importance de la formation professionnelle et de la sécurité au travail.

M. Blondel a déclaré que son rôle était de rassembler les militants qui se sont opposés au cours du dernier congrès. Il a également souligné l'importance de la formation professionnelle et de la sécurité au travail.

M. Blondel a déclaré que son rôle était de rassembler les militants qui se sont opposés au cours du dernier congrès. Il a également souligné l'importance de la formation professionnelle et de la sécurité au travail.

M. Blondel a déclaré que son rôle était de rassembler les militants qui se sont opposés au cours du dernier congrès. Il a également souligné l'importance de la formation professionnelle et de la sécurité au travail.

M. Blondel a déclaré que son rôle était de rassembler les militants qui se sont opposés au cours du dernier congrès. Il a également souligné l'importance de la formation professionnelle et de la sécurité au travail.

Économie

Election houleuse du nouveau secrétaire général de Force ouvrière

M. Marc Blondel s'affirme décidé à jouer le « rassemblement »

Le samedi 4 février, à 17 heures, M. Marc Blondel, qui aura prochainement cinquante ans, a été proclamé élu secrétaire général de FO par le comité confédéral national (CCN).

Il a aussitôt donné l'accolade à son rival malheureux, M. Claude Pitous. M. Marc Blondel a

recueilli les suffrages de quarante-huit unions départementales (UD) et de vingt fédérations, soit 3 644 voix sur 6 798 (53,6 %). M. Pitous a obtenu l'appui de cinquante-cinq UD — alors qu'il en attendait de treize fédérations, soit 3 154 voix (46,4 %).



ELAKRONN

Présidé par le doyen d'âge, M. Paton (Loiret), le comité confédéral national (CCN) de FO qui a abouti à l'élection de M. Blondel a été extrêmement tendu. Immédiatement après la déclaration de candidature de M. Pitous, les affrontements ont commencé entre « blondellistes » et « pitousiens ». Il y a eu des échanges d'invectives et d'insultes, et certains responsables ont même parfois été au bord de l'affrontement physique.

« Ça a été sanglant », confiait un blondelliste. Mais, on s'est dit que les blondellistes pendant le congrès, les pitousiens entendaient mener le bataillon au CCN sur des questions de procédure. Ils comptaient pour cela sur l'appui de M. André Bergeron, qui avait indiqué notamment qu'il voulait préserver une « certaine liberté de comportement lors du CCN ».

L'un après l'autre, les pitousiens ont perdu tous leurs combats. Pour les blondellistes le nouveau secrétaire général de FO devait être élu sans scrutin secret et suivre la règle du « mandat impératif ». Ainsi les grands électeurs — les secrétaires généraux d'union départementale — ne devaient choisir un candidat qu'en respectant le mandat résultant des délibérations de leurs instances. Pour les pitousiens de telles consultations ne pouvaient avoir qu'une valeur indicative, les grands électeurs se déterminant en dernier ressort sur leur âme et conscience. Le CCN devait, dans cette perspective, trancher les cas litigieux des UD de l'Aveyron et des Landes, dont les responsables avaient l'intention de voter pour M. Pitous alors que leurs instances s'étaient prononcées pour M. Blondel. Avec l'appui de M. Bergeron, ces deux pitousiens se sont vu retirer leur mandat au profit de M. Blondel.

Le « liché » de M. Bergeron

Après cette première défaite les pitousiens ont attaqué sur le terrain des cotisations. Se basant sur la résolution générale du congrès, ils ont demandé que les fédérations qui n'avaient pas payé de cotisations à la confédération avant 1984 ne puissent participer au vote. Trois fédérations blondellistes (chimie, éducation-culture, spectacles-presses) étaient visées. Là aussi, l'affrontement a été violent, des partisans de M. Blondel indiquant que les fédérations ne pouvant s'acquiescer de leurs cotisations étaient celles qui se battaient le plus contre le patronat. Là aussi M. Bergeron a tranché en faveur de M. Blondel, ne voulant pas risquer de voir le nombre réel d'adhérents de FO mis sur la place publique.

Les pitousiens ont également perdu sur la procédure de vote. Le vote n'a pas été secret comme ils le voulaient, M. Bergeron conservant chaque bulletin de façon que chaque instance d'union départementale ou de fédération puisse vérifier que le vote de son mandataire était bien conforme à ses vœux. La leçon la plus nette de ce CCN — et la plus étonnante — est donc que M. Bergeron a liché M. Pitous, qui était pourtant son candidat. Après la clôture du CCN, M. Bergeron l'aurait reconnu très explicitement devant trois dirigeants pitousiens : « Je vous ai liché parce que je sais que vous ne ferez pas sécession ». Ce liché a contribué à empoisonner l'atmosphère du CCN, au point que M. Bergeron n'a pu achever une de ses interventions à la tribune, quittant la salle sous les huées des pitousiens lui criant : « Tu nous a trahis ! ».

Après l'élection de M. Blondel, les dissensions se sont poursuivies. Contre toute attente, le blondelliste André Roulet (finances) a été élu trésorier contre le pitousien Marcel Lalonde, pourtant très populaire dans les UD. Pour le nouveau bureau confédéral, M. Blondel a voulu jouer l'ouverture en acceptant cinq candidats pitousiens sur six : MM. Pitous, Faesch, Derlin, Lalonde et Mourgue. En revanche, il a écarté M. Duffaud, accusé de l'avoir trahi. Ainsi, le nouveau bureau confédéral, porté de douze à quatorze membres, comprend neuf blondellistes (sur dix candidats) et cinq pitousiens. Rejetant « l'ouverture » de M. Blondel, les pitousiens ont tous refusé de participer au vote.

Lors de sa première conférence de presse, dans la soirée du 4 février, à l'issue d'un CCN de douze heures, M. Blondel, entouré de MM. Bergeron et Pitous, s'est montré rassurant : « La démocratie a joué. Je suis responsable d'un bureau fidèle au président. Nous allons travailler ensemble. FO est et restera une organisation réformatrice. » Niant

constitué par l'attitude de M. Blondel face aux trotskistes qui l'ont appuyé dans sa campagne et qui étaient nombreux à manifester leur joie le 4 février au soir, « Nous sommes tous des mandataires, y compris le secrétaire général », avait rappelé, le 3 février, M. Alexandre Hébert, « patron » anarcho-syndicaliste de la Loire-Atlantique. Le nouveau secrétaire général saura-t-il s'affranchir de cet encombrant soutien ou devra-t-il donner des gages d'orthodoxie ?

L'autre crainte concerne la perspective d'une radicalisation de FO. M. Blondel a confirmé qu'il s'appuierait sur les résolutions du congrès, qui laissent une marge de négociation quasiment nulle. Il a aussi fait référence au « syndicalisme de contestation ». On peut donc s'attendre à un net durcissement à l'égard de la politique contractuelle, le successeur de M. Bergeron ayant souvent reproché à son organisation d'avoir, ces dernières années, négocié à reculons en entérinant bien des revendications patronales. Un reproche formulé aussi au congrès par plusieurs de ses lieutenants, comme M. Hupel (bâtiment), M. Raignoux (Indre) ou M. Hébert. Une telle « grive de la signature » verrait alors FO rejoindre de fait la CGT dans un camp du refus et... ouvrirait au boulevard à la CFDT. M. Blondel, plus réaliste que doctrinaire, est suffisamment avisé pour savoir qu'une telle radicalisation aggraverait les divisions de FO. Or il s'affirmait bien décidé, le 5 février, à jouer « apaisement » et le « rassemblement ». Mais il faudra compter avec l'ambivalence des « perdants ».

MICHEL NOBLECOURT.

Le nouveau bureau confédéral

Le nouveau bureau confédéral de FO est ainsi composé :

Secrétaire général : Marc Blondel.

Trésorier : André Roulet.

Membres : Alphonse Bernard (Pas-de-Calais) ; Maurice Derlin ; Antoine Faesch ; Claude Hofman ; Jean Jayer ; Claude Jones ; Marcel Lalonde ; Jean-Claude Mallet (Mayenne) ; Bernard Mourgue ; Jacques Pé (défense nationale) ; Claude Pitous ; Roland Raignoux.

Parmi les membres sortants du bureau confédéral, MM. Bergeron, Lerdet et Dorciac ne se représenteront pas. M. Duffaud n'a pas été réélu.

* : blondelliste.
** : pitousien.

REPÈRES

Commerce extérieur

Déficit record pour l'Italie en 1988...

La balance commerciale italienne a enregistré son dernier son plus mauvais résultat, avec un déficit de 12 863 milliards de francs (60 milliards de francs environ). L'année précédente, le déficit avait atteint 11 143 milliards de francs, et sa dégradation en 1988 est liée à une augmentation des importations (11,4 %) supérieure à celle des exportations (11,1 %).

... excédent pour la Roumanie

L'agence de presse officielle de Bucarest, Agapras, a annoncé que la Roumanie avait enregistré l'an dernier un excédent commercial de 4 milliards de dollars (25 milliards de francs environ), résultat qui permet au président Nicolae Ceausescu de poursuivre son objectif d'élimination de la dette extérieure. Une politique agressive d'exportation, qui touche surtout les produits alimentaires, a été lancée par la Roumanie, afin d'accroître le remboursement des emprunts. Cependant, selon des diplomates occidentaux, cette politique s'est traduite par des rétrocessions en nourriture, chauffage et électricité.

Un syndicaliste « de contestation »

« Je suis narcissique, intrigant, manipulateur », reconnaît volontiers M. Marc Blondel, le troisième secrétaire général de la CGT-FO, qui n'a pas sa langue dans sa poche. Mais, ajoute-t-il comme pour se disculper, « avant tout, je suis un militant ». Un militant qui réunit tout haut depuis dix ans, alors qu'il était à la tête de la puissante Fédération des employés et cadres, d'occuper le fauteuil de M. André Bergeron.

Patience, ambition et stratégie savamment calculées ont fait le reste. M. Blondel avait fortement envie d'être le numéro un. Il l'est. Bien décidé à exercer son pouvoir. Le personnage, haut en couleur et en paroles, a toujours été très controversé dans son organisation. Mieux valait, disait-on, être son ami, même si certains, dans la dernière ligne droite, lui ont fait faux bond. Extraverti, il n'a rien de l'image traditionnelle de l'homme du Nord qu'il est. Il peut être fort convivial comme il peut montrer sans ménagement sa mauvaise humeur. Il a tout de l'épicurien, grand amateur de taurinomie, mais sait rester quatre heures à table, faisant honneur à la bonne chère et conciliant son repas par un gros cigare. Avec ses bretelles multicolores et sa forte stature, il a presque le rondour d'un chamois, mais n'en a pas l'ontuosité. Ferme, et même dur dans ses combats, passionné dans les débats, il sait aussi se montrer sensible et attentif aux autres.

« Halte-là ! Casse-cou ! »

Né le 2 mars 1938 à Courbevoie, « par accident », M. Blondel a passé son enfance dans sa famille de mineurs à Héris-Lésard (Pas-de-Calais) : « Il ne s'est pas laissé entraîner par la mine, a cotisé de près, dans sa jeunesse, la condition ouvrière. Après son baccalauréat, il entreprend des études de droit. Puis il se lance dans une ronde de métiers qui ressemble à un ballet de petits bouillots : vendeur sur les marchés, auditeur dans les PTT puis dans l'enseignement.

En 1966, à l'âge de vingt-huit ans, il entre en syndicalisme avec l'outil de conviction. « Je suis un apprenti », admet-il lui-même encore aujourd'hui. Mais, indéniablement, il a la triple militance. En 1960, il devient permanent de l'Union des employés FO de la région parisienne.

Au sein de FO, il défend d'abord la politique de la pré-

sence dans les organismes paritaires, puis il le combat. En avril 1965, à la Mutualité à Paris, il intervient devant le congrès confédéral. « Si j'ai choisi la maison, lance-t-il aux délégués, c'est parce que je l'aime, et c'est pour cette raison que, de temps en temps, je me sens obligé de dire : Halte-là ! Casse-cou ! » En l'occurrence il crie alors « casse-cou ! » sur le paritarisme et la politique contractuelle.

A cette époque, il juge aussi que « être la deuxième centrale de France, lorsqu'on sait qu'il y a 25 % de syndiqués, ce n'est pas un excellent titre de gloire ». Enfin, il considère que la position de FO face à l'accord CGT-CFDT qui vient d'être conclu, est « rétrograde ». Il va même alors rejoindre Maurice Labi, qui ne se gêne pas, quand il s'agit de proposer l'unité, de l'ouvrir à tout le monde, c'est-à-dire à la CGT, à la CFDT, mais sur ses conditions. Des péchés de jeunesse qui le rendent volontiers provocant, mais il n'a jamais caché que, sur certaines questions, il avait depuis évolué.

En 1974, il est élu avec seulement 18 voix d'avance secrétaire général de la Fédération des employés et cadres. Six ans plus tard, en 1980, il entre au bureau confédéral, où il assumera avec une compétence reconnue la responsabilité du secteur économique. Dès 1984, il se met sur les rangs pour la succession de M. Bergeron et se chargea lui-même un peu plus tard de lui annoncer sa candidature. Il assure même que M. Bergeron lui avait promis de l'aider pour y parvenir, mais l'intéressé a toujours démenti, et il a ensuite fait son possible, du moins avant le congrès, pour empêcher d'y accéder. Ce n'était ni de près ni de loin son « dauphin ». Au contraire.

Amateur de déclarations à l'emporte-pièce, M. Blondel aime à se mettre en avant. Il a les qualités pour cela : brillant orateur, bon débattre, c'est aussi un négociateur pugnace, qui se flatte d'avoir négocié en militant du secteur privé de nombreuses conventions avec le patronat.

C'est lui qui signera l'accord de 1989 sur la sécurité de l'emploi, celui de 1975 sur les conditions

de travail. Mais, en décembre 1984, il fait partie de ceux qui combattent le plus farouchement le projet d'accord sur la flexibilité de l'emploi : « On ne peut pas crier à la modernité et, en même temps, remettre en cause ce que les salariés, à travers la négociation, ont progressivement obtenu. »

En 1985, il s'opposera aussi, mais sans succès cette fois, à l'accord sur les procédures de licenciement.

« La revendication crée le mouvement »

Ce jeune grand-père tâte, dont une fille est militante à FO, affectionne aussi les conférences internationales, jouant un rôle très actif au Bureau international du travail où il est membre du conseil d'administration depuis 1981. Politiquement, il n'y a pas d'ambiguïté, M. Blondel est « à gauche », non par opportunisme, mais par conviction. Au moment de la guerre d'Algérie, il manifestait avec l'UNEF, et s'est même fait sérieusement tabasser par un CRS. Exclu un temps de la SFIO, à cause de l'Algérie, il y reviendra en 1970, après un court détour par le Parti socialiste autonome.

Depuis, il a toujours sa carte du PS, où il est proche de M. Mauroy, « mon copain ventre-mou ». Franc-maçon, il est hostile aux « chrétiens de gauche », une de ses bêtes noires. Mais il se défend, malgré ses alliances, de toute sympathie trotskiste. Simplement, il a compris parmi ses amis Fred Zeller, l'ancien secrétaire de Trotsky.

Se proclamant facilement « archaïque », il estime que, si le syndicalisme « n'est pas porteur d'un projet global de société, par son action journalière il modifie le mode de vie ». Pour lui, « la pratique du contrat collectif permet à l'organisation syndicale de réaliser ses revendications sans les conditionner à la décision du législatif ». Ennemi de la « reconposition syndicale » et de tout rapprochement avec la CFDT, il défend la « syndicalisme de contestation », car, dit-il, « c'est la revendication qui crée le mouvement » et « le social prime sur l'économique ».

Mais, au-delà des mots, il y a fort à parier que cet homme intelligent et peu doctrinaire saura faire preuve de prudence et de pragmatisme.

M. N.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Dans le cadre du développement du réseau international de la BBL (Banque Bruxelles Lambert)

La Banque Louis-Dreyfus

BANQUE LOUIS-DREYFUS

APPLIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

vient d'acquérir 51% du capital de la Société Auboyneau-Labouret-Ollivier S.A.

Auboyneau - Labouret - Ollivier
Société de Bourse

avec vocation à détenir 90% du capital dans le délai d'un an.

Cette association permettra aux deux partenaires d'exploiter ensemble les opportunités de croissance offertes par la place financière de Paris dans le contexte européen et de mettre en commun des moyens élargis au profit de leurs clientèles respectives.

هكذا من الأصل

كذا من الأصل

Marchés financiers

M. Jacques Delors au « Club de la presse » :

La Commission européenne va proposer la suppression des paradis fiscaux dans la Communauté.

Invité au « Club de la presse » d'Europe 1 le 5 février, le président de la Commission de la CEE, M. Jacques Delors, a annoncé que la Commission travaillait à la suppression des paradis fiscaux en Europe. « Pas plus tard que mercredi... nous allons proposer, du point de vue de la fiscalité de l'épargne, un système qui fait qu'il n'y aura plus de paradis fiscaux en Europe », M. Delors, faisait allusion au rapport que M. Christiane Soreviller, commissaire européen à la fiscalité, doit remettre le 8 février.

Luxembourg, principal paradis fiscal européen (lire dans le Monde de l'économie, page 19), serait le premier touché par un nouveau système qui, selon des sources proches de la Commission, prévoit d'imposer un impôt de 15 % au moins sur les intérêts et dividendes touchés dans les pays de la CEE par des ressortissants d'autres pays membres de la Communauté. Selon M. Delors, Luxembourg devra donc choisir entre l'acceptation du nouveau système et sa « vocation euro-

peenne qu'il proclame urbi et orbi ».

car « tout le monde doit faire des sacrifices vis-à-vis des autres ».

Seconde victime de la suppression des paradis fiscaux : l'Ile anglo-normande de Jersey, qui offre actuellement des traitements fiscaux intéressants pour les particuliers et surtout pour les entreprises. Luxembourg, de son côté, exonère les holdings de tout impôt sur les sociétés, et offre un traitement fiscal favorable sur l'épargne des investisseurs non résidents.

En matière de fiscalité française, M. Delors a estimé que le poids des impôts indirects dans l'Hexagone était trop important par rapport à celui des impôts directs, et que l'harmonisation de la fiscalité européenne serait une bonne occasion d'éliminer ce déséquilibre.

Par ailleurs, le président de la Commission a jugé que l'idée de créer une COB (commission des opérations de Bourse) à l'échelon européen était prématurée.

Aux Pays-Bas

La privatisation du groupe chimique DSM accueillie avec chaleur

AMSTERDAM
de notre correspondant

Conformément au calendrier prévu, les actions du groupe chimique d'Etat DSM, désormais privatisées à 30 %, devaient faire leur entrée à la cote officielle de la Bourse d'Amsterdam, ce lundi 6 février.

Les 12 millions d'actions mises en vente entre le 20 janvier et le 2 février par l'Etat néerlandais, jusqu'alors seul propriétaire de DSM, ont été tellement demandées que le groupe chimique aurait pu être totalement vendu deux fois. Sa valeur est estimée à 3,8 milliards de francs.

De ce fait, les acheteurs n'ont pu être servis à la hauteur de leurs ordres. Les actions ont été attribuées selon une double clé : moins de la moitié aux investisseurs étrangers, essentiellement britanniques et suisses, le solde aux donneurs d'ordres néerlandais, avec une priorité aux particuliers. Ces derniers, dont l'intérêt massif (plus de cent mille demandeurs) pour la privatisation partielle de DSM a constitué

une bonne surprise, reçoivent près de 30 % des actions, a fait savoir l'Amro Bank à la veille du week-end.

Le même jour, la direction du constructeur automobile Daf Trucks a annoncé l'introduction en Bourse, au mois de mai, à Amsterdam et à Londres, de 60 % des actions actuellement détenues par un ensemble d'investisseurs néerlandais (60 %) et par le groupe britannique Rover (40 %). Une augmentation de capital accompagne cette entrée en Bourse. Pour 1988, Daf a réalisé un chiffre d'affaires équivalent à 15 milliards de francs, et un bénéfice de 420 millions de francs (contre 189 millions en 1987).

CHRISTIAN CHARTIER.

SGS-Thomson excédentaire de 14 millions de francs

SGS-Thomson jubile : pour le premier exercice complet depuis sa création en juillet 1987, l'entreprise italo-française affiche un bénéfice de 2,2 millions de dollars (14 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 1,083 milliard de dollars (6,9 milliards de francs). Certes, ce chiffre s'entend avant impôt et hors éléments exceptionnels, mais il constitue un retournement de tendance par rapport au premier exercice fiscal ayant suivi la fusion (perte de 131 millions de dollars).

Parmi les motifs de satisfaction, la société s'enorgueillit d'avoir enregistré un taux de croissance (26,3 %) deux fois supérieur à celui affiché par des entreprises ayant récemment fusionné. Elle a en outre dépassé pour la première fois la barre du milliard de dollars de chiffre d'affaires. Avec Philips, SGS-Thomson est le seul groupe européen à réaliser cette performance.

CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Poursuivant sa politique de développement dans le domaine de la location d'équipements de chantier, CFAO vient de prendre le contrôle du groupe canadien Perco.

Cette entreprise, dont le siège se trouve à Montréal, est établie dans sept villes parmi les plus importantes du Québec et se situe au premier rang des sociétés de location dans cette province dont l'activité économique est en forte expansion.

Aux Etats-Unis, sa filiale AAER (All American Equipment Rental Inc.), dont le siège est à Tampa en Floride, dispose d'un réseau couvrant six localités de cet Etat où le secteur du bâtiment et des travaux publics connaît une croissance soutenue.

Ce groupe opère sur des marchés d'avenir et réalise d'excellentes performances.

COURS DE L'ACTION
CHIFFRES EN BREF
ACTUALITES

TOTAL CFP SUR MINITEL

3614 CODE TOTAL CFP.

TOTAL CFP - Service d'Information des Actionnaires -
5, rue Michel Ange 75781 PARIS CEDEX 16 FRANCE tél. 47 43 77 33

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices globaux, de base 100 : 31 décembre 1988

27 jan. 3 fév.

Valeurs franc, à rev. variable	107,6	108,2
Valeurs industrielles	106,9	112
Valeurs étrangères	106,3	108,1
Pétrole-Energie	114,6	111,2
Chimie	106,2	108,4
Métallurgie, mécanique	107,9	115,1
Electricité, électronique	104,8	108,3
Bâtiment et matériaux	108,1	113,8
Ind. de consommation, non alim.	107,3	108,8
Agricoles	114,1	116,2
Diversité	108,9	108,4
Transport, loisirs, services	107,3	108,4
Assurances	108,5	108,9
Credit banque	104,7	102,6
Social	98,3	98,9
Immobilier et financier	101,1	101,1
Investissement et portefeuille	107,1	107,5

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 99,7 || Emprunts d'Etat | 100 | 99,2 |
| Emprunts étrangers et sociétés | 100,5 | 100 |
| Sociétés | 100,7 | 100 |

Base 100 en 1989

Valeurs franc, à rev. variable 3 819,83 | 3 765,6 || Valeurs étrangères | 4 293 | 4 324,7 |

Base 100 en 1972

Valeurs franc, à rev. variable 361,3 | 359,5 || Valeurs étrangères | 373,8 | 377,8 |

Base 100 : 31 décembre 1980

Indices des val. franc, à rev. fixe 122,1 | 121,4 || Emprunts d'Etat | 120,6 | 119,7 |
| Emprunts étrangers et sociétés | 122,3 | 121,8 |
| Sociétés | 122,8 | 122 |

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux MC | 457,1 || Produits de base | | 302,3 |
Construction		405
Services d'équipement		346,4
Biens de consommation, durables		516,8
Biens de consommation, non durables		399
Services		410,4
Sociétés financières		518,9
Sociétés de la zone franc		
Exploitation principale		438,5
A l'étranger		482
Valeurs industrielles		482

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices globaux | 308,8 |

PARIS, 6 février

Repli

Début de semaine maussade rue Vivienne. Après avoir commencé par monter légèrement (+ 0,09 %), le Bourse de Paris a rendu la main. En fin de matinée, tout le terrain péniblement gagné avait été reperdu (- 0,02 %). Dans l'après-midi, le repli se poursuivait, l'indicateur instantané accusait une baisse de 0,59 %.

Les professionnels ne se désolent pas surpris par l'attitude frileuse du marché. La menace d'un renchérissement des taux d'intérêt, après la confirmation aux Etats-Unis d'une croissance vigoureuse, n'est pas vaine. En outre, la conférence monétaire des sept grands pays industrialisés a été décevante.

Pourtant la Bourse comptait-elle un peu trop sur un résultat tangible. Il n'y a pas, pour les milieux financiers du moins. Enfin, force est de constater que depuis quelque temps, la Bourse ouvre la semaine sur un repli des cours, favorisé cette fois par le voisinage de ses plus hauts niveaux de toujours. Beaucoup pensaient que l'événement serait intervenu vendredi dernier. Il faudra encore attendre un peu. Quelques jours ou quelques semaines ? Nul ne saurait le dire. Un fait est certain : le passage sera difficile. A moins qu'il ne s'effectue sans coup férir.

Dans l'immédiat, l'intérêt s'est concentré sur le BVV, vedette de la journée. L'annonce par Elf-Aquitaine d'un bénéfice net accru de 70 % a ravivé l'action de la compagnie pétrolière.

Enfin, Eurotunnel a encore été très travaillé. Pris de deux millions de titres ont encore été échangés et le cours de 90 F a été accablé.

Les mouvements sociaux se calment après les assurances reçues par l'intersyndicale.

TOKYO, 6 février

Nouveau record

La semaine s'est ouverte en fanfare à Tokyo. Un nouveau record d'altitude a été battu. La matinée ne l'avait pourtant pas laissé augurer avec le retour de quelques ventes bénéficiaires. Mais la reprise se résumait dans l'après-midi et, à la clôture, l'indice Nikkei s'élevait à 31 828,75, son plus haut niveau de tous les temps avec un gain de 142,97 points (+ 0,45 %).

D'après les professionnels, cette reprise a été en majeure partie liée aux prises de position boursières en début de semaine. Les investisseurs, très forts surtout en fin de séance, s'est concentrée sur les valeurs des établissements financiers, ainsi que sur le bâtiment et les travaux publics. « Les investisseurs ne veulent pas trop se préoccuper de la valeur du dollar », faisait remarquer M. Toranobu Sugai, courtier chez Shearson Lehman Hutton Asia. L'indice a repris sa diminution, est restée assez forte avec 1,3 milliard de titres échangés contre 1,9 milliard à la veille du week-end.

VALEURS	Cours du 3 fév.	Cours du 6 fév.
Asahi	726	716
Fuyo	1440	1420
Sanwa	1910	1810
Fuji Bank	3580	3580
Ind. de Tokyo	100	100
Mitsubishi Electric	2480	2480
Mitsubishi Heavy	1170	1170
Sanyo	1710	1710
Toyota Motor	2570	2550

FAITS ET RESULTATS

● La CFPPI rachète la firme américaine Lobeco. — La Compagnie française de produits industriels (CFPI), spécialiste de la fabrication sur mesure de produits chimiques fins, vient de racheter la firme américaine Lobeco. Le prix de cession n'a pas été communiqué. C'est la seconde acquisition faite par la CFPPI dans la chimie fine en six mois après le rachat de la SEAC, une affaire française placée sur le créneau des produits destinés à la pharmacie et à la photographie.

Lobeco Products Inc. installée en Caroline du Sud, réalise un chiffre d'affaires équivalent à 50 millions de francs. L'entreprise se consacre à la fabrication d'intermédiaires pour colorants et de produits chimiques pour l'industrie et l'agriculture. La CFPPI a déposé pour l'exercice écoulé un bénéfice de 18 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs.

● Pertes sur le MATIF : la SBF continuée à verser des dommages et intérêts à un de ses anciens employés. — Le tribunal de grande instance de Paris a condamné la Société des

Bourses françaises (SBF) à verser 150 000 F de dommages et intérêts à l'un de ses anciens employés, M. Jean-François Roisid. Ce dernier avait assigné en justice pour diffamation à la fin de l'année dernière (le Monde du 22 septembre 1988). M. Roisid avait porté plainte sur la foi du communiqué de l'association syndicale des agents de change daté du 10 juin 1988, qui lui imputait l'entière responsabilité des pertes enregistrées sur le MATIF et évaluées à 500 millions de francs. La SBF a fait appel à ce jugement.

● BMW : ventes en hausse de 25 %. — Le constructeur automobile allemand Bayerische Motoren Werke AG (BMW) a fait état d'un chiffre d'affaires consolidé de 24,5 milliards de deutschemarks en 1988 (+ 25,9 %). Le bénéfice net devrait atteindre « le niveau des années précédentes » (375 millions de deutschemarks pour 1987).

La production automobile a augmenté de 4,9 % en volume pour atteindre 484 121 véhicules.

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

GALERIES et MUSÉES

Annoncez vos expositions sur Artline

(16) 61-70-77-29

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis & Associés	517	517	La Caisse d'Epargne	325	325
Asahi	726	716	Le gél. l'ère du socle	329	329
B.A.C.	340	340	Luz Investissement	269	269
B. Deschamps & Assoc.	525	530	Locatix	160	160
B.C.E.M.	480	480	Messier, Michelin	158	158
B.I.F.	716	716	Mitsubishi Electric	558	558
Banque	598	598	Mitsubishi Heavy	165	165
Banque Industrielle	910	895	M.M.E.M.	781	781
Banque Paribas	1050	1050	Mobac	242	240
Banque de Lyon	7704	7704	Nippon-Diamond	942	942
Calson	800	800	Osaka-Lodgins	225	225
Carif	850	850	Osaka-Lodgins	315	315
C.A.L.-de-R. (C.C.I.)	385	385	Paribas	438	442
C.A.T.E.	136	136	P.F.A.S.A.	403	403
C.B.E.	1475	1500	Paribas (C.I. & F.)	99	99
C. Equip. Elec.	341	341	Paribas Assurance	420	415
C.E.G.I.D.	859	859	Paribas, Repace	615	615
C.E.G.E.P.	237	237	Paribas	706	706
C.F.P. Communication	1790	1800	Paribas	336	336
C.S.I. International	1245	1250	Paribas	1748	1748
Croquis d'Objet	620	620	Paribas	215	215
CALUM	320	320	Paribas	320	320
Concept	280	281	Paribas	405	405
Concord	884	884	Paribas	108	108
Concor	432 10	432 10	Paribas	434	434
Daf	488	488	Paribas	1320	1320
Daf Trucks	1480	1480	Paribas	491 00	488
Danville	1058	1058	Paribas	345	345
Danville	580	580	Paribas	700	670
Danville	103	103	Paribas	238	238
Danville	23	23	Paribas	390	390
Danville	240	240	Paribas	305	305
Danville	240	240	Paribas	480	480
Danville	222 30	222 30			
Danville	289	289			
Danville	100	101			
Danville	298	298			
Danville	674	674			

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables

le 3 février 1989

Nombre de contrats : 27 200.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Accor	608	47	-	7	-
CEG	400	40	61	6,50	13
EN-Aquitaine	400	36	-	3,40	7,50
Labarge-Coppes	1 559	87	158	22,18	38
Michelin	182	31	48	1,10	3,10
Midi	1 645	110	-	45	-
Pacheco	488	34	46	10	-
Pergeot	1 408	212	256	3,50	10
Saint-Gobain	680	39	56	10,50	-
Société générale	480	-	41	13	20
Thomson-CSF	240	14,20	22	9	11

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Algérie : nouvelle Constitution. 4 Le départ d'Afghanistan des dernières unités de l'armée rouge. 5 Paraguay : les incertitudes de l'après-dictature. 6 M. Dumas à Téhéran. - Le voyage du président Chadli au Maroc.	8-9 Préparation des municipales : les yeux fixés sur Marseille. - Déjà des accords à l'accord PS-PCF. 10 M. Pasqua au « Grand Jury RTL-le Monde ». - Les suites financières de la libération des otages.	12 Justice : la relance de la crise pénitentiaire. 13 Médecine : une instance internationale devrait surveiller l'utilisation des embryons humains. - Paris : embouteillage immobilier sur le site du Centre américain.	15 La mort d'André Cayatte. 16 Au palais Garnier : « Les Maîtres chanteurs », de Wagner. 27 COMMUNICATION. La « Télévision du ciel », de M. Murdoch.	28 Une interview de Michel Pecqueur, PDG d'Elf-Aquitaine. 29 Election houleuse du nouveau secrétaire général de FO. 30 M. Jacques Delors et la suppression des paradis fiscaux dans la Communauté.	Abonnements 2 Annonces classées 23 à 26 Campus 27 Carnet 27 Loto, Loto sportif 18 Météorologie 18 Mots croisés 18 Radio-télévision 18 Spectacles 17	● Impôts 88 : remplissez votre déclaration avec le Monde. ● Calcul et résultats en direct sur minitel IMPOTS 3615 tapes LM ● Prisons : gardez un œil sur les matons.

La chancellerie décide la suspension de plusieurs gardiens de prison

Intervention des forces de l'ordre à Fleury-Mérogis et à la Santé

Les consignes de fermeté transmises par le ministère de la justice dès l'annonce de la reprise du mouvement des personnels pénitentiaires ont conduit à la suspension, lundi 6 février, de trois responsables syndicaux de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis : M. Gilles Bougeard (UFAF), Lucien Ferrando (FO) et Raymond Lonard (CGT) et de trois autres à la Santé. Les gardiens mobiles sont intervenus dans la matinée pour dégager les accès de Fleury-Mérogis et en début d'après-midi à la prison de la Santé à Paris.

De source syndicale, on indique qu'une centaine de mesures de suspension auraient été ainsi prononcées. Poussés par une base jeune et très déterminée, des piquets de grève avaient pris place très tôt le matin devant de nombreux établissements pénitentiaires. En fin de matinée, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a été reçu par le premier ministre,

M. Michel Rocard, en compagnie du ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, pendant une heure environ. Il a déclaré : « L'on ne peut pas laisser les surveillants interrompre à nouveau le cours de la justice. Il faut que les extractions puissent être faites, que les gens puissent être conduits devant les juges d'instruction ou devant le tribunal et que s'il y a des personnes qui ont été arrêtées, elles puissent être écrouées. » M. Marc Blondel, le nouveau secrétaire général de Force ouvrière, sera reçu le 7 février avec M. Jacques Vialatte, secrétaire général FO des personnels de surveillance, par le directeur de l'administration pénitentiaire.

A la maison d'arrêt de la Santé à Paris où s'est rendu le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintilhac, la détermination des protestataires semblait bien ébranlée par les menaces de sanctions. (Lire p. 12, l'article d'Agathe Legrand.)

7 h 15. - Prison de la Santé : Jean-Pierre Dintilhac, directeur de l'administration pénitentiaire, quitte l'établissement. Son pas est rapide, ses phrases sont brèves. Il vient de rencontrer le directeur de la prison de la Santé, M. Jean Massé, ainsi que plusieurs surveillants. « Tout va bien, déclare-t-il. Les agents ont repris le travail sans problème et sans incidents. »

Ce matin le directeur s'est exprimé devant le personnel réuni en assemblée générale. Le message est clair : en cas de grève l'administration pénitentiaire n'hésitera pas à utiliser tous les moyens prévus par la loi. Y compris les révolutions. « Menace, intimidation », traduisent les responsables syndicaux qui espèrent, malgré tout, mettre en place un piquet de grève aux portes de l'établissement. C'est chose faite dès 7 h 30.

7 h 30. - Une première fourgonnette est autorisée à pénétrer à l'intérieur de la maison d'arrêt. Le piquet de grève, une vingtaine de gardiens en uniforme, ne laisse passer sans broncher. Il s'agit d'un véhicule chargé du transfert d'un détenu. Mais, quelques minutes plus tard, le véhicule d'escorte en direction du Palais de justice qui doit conduire les prévenus vers le tribunal de grande instance de Paris, lui, ne passera pas. Le piquet de grève lui barre la route. L'estafette doit rebrousser chemin. Car si les véhicules chargés du transfert des détenus vont et viennent sans problème, les « palais » sont bloqués afin, disent les syndicats, « de paralyser la machine judiciaire ».

8 heures. - Derrière les murs de la Santé la tension monte. Le directeur de l'établissement parle à nouveau de révolutions pures et simples, au cas où tout nouveau véhicule d'escorte serait bloqué. « Il y a du flotement », indiquent les responsa-

bles syndicaux. Les gardiens sont inquiets. Et si l'administration pénitentiaire mettrait ses menaces à exécution ? Peu à peu le mouvement s'effiloche, les gardiens du piquet de grève hésitent à maintenir leur cordon.

A 9 heures ils ne sont plus que trois. Trois responsables syndicaux. Tous les autres se sont repliés au fond de la cour d'entrée où ils discutent entre eux. A 9 h 30, lorsque le véhicule d'escorte à destination du Palais de justice fait une nouvelle

Les difficultés de l'informatique française Thomson abandonne la « micro »

IN2 rachetée par l'allemand Siemens, cessation des activités de Matra Datascience, désengagement de Thomson de la micro-informatique... Les mauvaises nouvelles s'accumulent depuis un mois dans l'informatique française, et force est de constater qu'elles étaient toutes attendues.

Le dernier annonce en date vient de Thomson, qui a confirmé, au cours de ce dernier week-end, ce qui se disait déjà depuis plusieurs mois : il abandonnera le secteur de la micro-informatique à compter du 1^{er} janvier 1990. Cette décision est une nouvelle illustration du recentrage de Thomson sur ses deux métiers de base, le militaire et le grand public (le Monde affaires du 1^{er} octobre 1988).

Le groupe s'était lancé en 1980, avant même sa nationalisation, dans la micro-informatique familiale par le biais de sa branche grand public. Son premier micro-ordinateur, fabriqué à Moulins, sortait de ses usines en novembre 1982. Mais incompatible avec les machines des autres grands

constructeurs, il n'a jamais réussi à percer réellement en dehors de l'éducation nationale : le plan « informatique pour tous », en 1983, lui assurait la moitié de ses ventes. Quand il décidait enfin de se lancer dans la bataille des compatibles, en 1987, le groupe électronique arrivait trop tard : les clones asiatiques, à bas prix, avaient envahi le marché. Le coup de grâce est venu en août dernier : l'UGAP, la centrale d'achat de l'administration, ne retenait pas Thomson dans l'opération « Treize mille micros » lancée par l'éducation nationale.

C'est aussi faute d'avoir su prendre le relais d'un gros contrat (le PMU, en 1985) que Matra Datascience a vu son avenir compromis. En juin dernier, son président, M. Charles Picasso, quittait son poste sans avoir apporté de réponse à ce problème. Le verdict de M. Jean-Luc Lagardère est tombé : Matra Datascience cesse ses activités et l'ensemble de la branche informatique du groupe va être reorganisée.

M. Coudreau et M^{me} Héritier-Augué nommés à la tête des nouvelles structures anti-SIDA

M. Claude Evia a annoncé le lundi 6 février la nomination de M. Dominique Coudreau, actuel directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie à la direction de l'Agence nationale sur le SIDA, nouvelle structure chargée de la coordination de l'action des différents ministères en matière de lutte contre le SIDA.

D'autre part, M^{me} Françoise Héritier-Augué, professeur au Collège de France, sera nommée à l'issue du prochain conseil des ministres, présidente du Conseil national sur le SIDA, nouvelle structure chargée de réfléchir aux différents problèmes de société posés par la maladie. Après la nomination du professeur Jean-Paul Lévy à la tête de l'Agence de recherche sur le SIDA, la mise en place du dispositif gouvernemental de lutte contre la maladie est donc pratiquement achevée.

[Né le 1^{er} janvier 1942 à Montpellier (Hérault), M. Dominique Coudreau, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien directeur de l'Ecole nationale d'administration (promotion Robespierre) et fait carrière entre l'économie et le social, dans l'administration et les cabinets ministériels. Nommé au ministère de l'économie et des finances en juin 1970, il y reviendra très vite, à la direction du budget, en juin 1971, après un bref détachement à la direction du travail du ministère du travail de l'emploi et de la population. A partir de 1974, il fera partie de plusieurs cabinets ministériels, d'abord à titre officieux, chez M^{me} Simone Veil, ministre de la santé, puis chez M. René Lenoir, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé, en 1975. Chargé de mission auprès de Robert Boulin, ministre de l'économie et des finances (en 1977-

1978), puis au cabinet de M. Raymond Barre, premier ministre, il suivra les questions de sécurité sociale. Depuis juillet 1979, il était directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés : il y a notamment préparé les conventions de 1980 et 1985 avec les médecins et il a suivi les différents plans d'économie, notamment le plan Barrot de 1979 et le plan de rationalisation de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, en 1987.]

[Né le 15 novembre 1933 à Veauville (Loire), licenciée d'histoire et de géographie, M^{me} Héritier-Augué est successivement chercheuse à l'Institut des sciences humaines appliquées de l'université de Bordeaux, chef de travaux à l'Ecole pratique des hautes études et maître de recherche au CNRS. Depuis 1980, M^{me} Héritier-Augué occupe les fonctions de directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Elle est par ailleurs, depuis 1982, professeur titulaire de la chaire d'études comparées des sociétés africaines au Collège de France. M^{me} Héritier-Augué est aussi directrice du laboratoire d'anthropologie sociale (CNRS), Ecole des hautes études en sciences sociales) où elle a succédé en 1982 au professeur Claude Lévi-Strauss.]

● Le siège parisien de La Chapelle-Darblay occupé par la CGT. - Lundi 6 février en fin de nuit, environ trois cents militants du Livre CGT et de l'entreprise papetière La Chapelle-Darblay ont occupé le siège parisien de cette entreprise. Ils réclament la réintégration de M. Pierre Lebrun, un militant licencié de l'usine rouennaise du groupe. Une demande de réintégration a déjà été rejetée vendredi 3 février par le tribunal administratif de Rouen.

La grève est diversement suivie dans les lycées

Les enseignants poursuivent leur mouvement. Lundi 6 février, les professeurs de lycée et de collège ont répondu à l'appel à la grève lancé par le SNES. Cette journée d'action visait à protester contre les projets gouvernementaux en matière de revalorisation de la profession. Selon le ministère de l'éducation nationale, le mouvement a touché 22 % des personnels enseignants.

En début de matinée, à Paris, le lycée Stéphane-Mallarmé comptait 23 % de grévistes, tandis que le lycée Honoré-de-Balzac en avait 42 %, soit presque 20 % de moins que lors de la journée du 27 janvier.

Au lycée Condorcet, les responsables de l'établissement estimaient à 65 % la participation à la grève. « Ce chiffre est le plus élevé depuis cinq ans », rappelle le censeur, en expliquant que les grèves sont souvent moins suivies dans les lycées qui, comme Condorcet, comportent des classes préparatoires. Lundi pourtant, les enseignants de Condorcet avaient tenu à manifester leur mécontentement. Le SNES a fait savoir que l'abandon du corps de professeurs de collège envisagé par le ministre constitue « un élément nouveau » que son bureau national examinera mardi 7 février.

SRI-LANKA

M^{me} Bandaranaike a échappé à un attentat

M^{me} Sirimavo Bandaranaike, ancien premier ministre et chef du Parti de la liberté (SLFP), principale formation d'opposition, a échappé dimanche 5 février à une tentative d'assassinat. Des inconnus - soupçonnés d'appartenir au mouvement extrémiste cinghalais JVP (Front de libération populaire) - ont lancé plusieurs grenades sur la tribune où se trouvait M^{me} Bandaranaike lors d'une réunion électorale, blessant plusieurs dizaines de personnes parmi son entourage et dans la foule, estimée à une dizaine de milliers de personnes.

L'ancien premier ministre a été légèrement blessé dans la bousculade avant de quitter la réunion par hélicoptère. Ses gardes du corps et la police ont ouvert de feu sur les assaillants.

Une douzaine de candidats de l'opposition aux élections législatives du 15 février prochain, la plupart membres du SLFP, ont déjà été assassinés par les tueurs du JVP. - (AFP, Reuters.)

[M^{me} Bandaranaike avait déjà été l'objet d'une tentative d'assassinat durant la campagne pour l'élection présidentielle de décembre dernier, à l'issue de laquelle elle avait été battue de justesse par le candidat du parti au pouvoir, M. Premadasa. M. Sirimavo Bandaranaike, le mari de M^{me} B., alors premier ministre, était tombé sous les balles d'extrémistes cinghalais en 1959. Un de ses gendres, M. Kumara-tunga, chef d'un parti de gauche, a également été assassiné par le JVP il y a six ans.]

Le numéro du « Monde » daté 5-6 février 1989 a été tiré à 509 451 exemplaires

Le Président de Rodin vous révèle :
LE "GOTHA DE LA MODE" NOUS CEDE SES STOCKS DE TISSUS.

Vous devinez facilement ces "noms" célèbres et familiers. Une élémentaire courtoisie commerciale nous interdit évidemment de les citer. Mais les tissus, eux, sont là, pour vous, à des prix dont vous n'avez même pas rêvé. Ainsi nous vous faisons largement profiter des affaires que nous avons obtenues et d'articles prestigieux et exclusifs.

RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A C D E F G H

Sur le vif Réformes en kit

Ce que c'est chouette, dites donc, toutes ces réformes qui nous dégringolent sur la tête. On se croirait au rayon bricolage du BHV. C'est tout plein de bidouilles, de trucs en kit et de gadgets. Les enseignants sont sur les dents. On va leur installer le téléphone et meubler les salles de prof en style art déco, avec des tables basses et des illustrés. Ça leur remontera le moral.

Il n'y a plus de place dans les prisons ? On va pas s'enfermer à en construire des nouvelles, ça coûterait la peau des fesses. Les privatiser, pareil qu'aux Etats-Unis ? On y a bien pensé, ça a été un tollé. Non, ils ont trouvé une autre astuce, on va la leur piquer : c'est le coup du bracelet électronique passé à la cheville ou au poignet du condamné laissé en liberté surveillée. Dès qu'il franchit le seuil d'une banque ou d'une bijouterie, ça sonne et ça alerte les services de sécurité.

Si les gosses ne foutent rien en classe, si les ados jouent du couteau, c'est la faute à la télé. Regardez un peu nos écrans, c'est affolant, ils dégoûtent de sperme et de sang. Comment y remédier ? Remplacer le carré d'antan par un triangle bleu. Ça,

c'est super-astucieux : le bleu ça se voit mieux, ça contraste avec tout ce rouge et tout ce blanc. Ça permet aux parents de s'apercevoir que c'est pas un film pour les enfants. Et s'ils sont pas renvoyés du boulot, les parents ? Alors là, pas compliqué, on va le boudier, le poste, installer un verrou, dont ils attacheront la clé à leur troussseau.

Dès que les gamins entendent claque la porte de l'ascenseur, ils vont se précipiter sur le palier en criant comme des putois : « C'est toi, papa ? Grouille, on a déjà raté Massacre à la tronçonneuse, on veut voir Forêt coltée et grosses quéquettes. Les parents, vous les connaissez, ils débarquent, crévés, les pieds en compote et la tête en bouillie et, bon, ils craquent. OK ! OK, mais rien que jusqu'à minuit. Après, au lit !

On devrait faire le contraire, parquer les détenus dans des camps tapissés d'écrans où seraient projetés des films bien pommés, bien violents. Et même des bracelets aux hystères qui prennent le chemin de la délinquance. Ça ferait bip-bip quand ils y entrent.

CLAUDE SARRAUTE.

Au conseil général des Hauts-de-Seine

M. Marcel Leclerc directeur du cabinet de M. Charles Pasqua

Ancien directeur de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), M. Marcel Leclerc a été nommé récemment directeur du cabinet de M. Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine.

[Déjà de ses fonctions de directeur en août 1988 par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, l'inspecteur général M. Leclerc quitte le poste de Besançon pour rejoindre M. Pasqua.]

qu'il avait fidèlement servi quand celui-ci fut ministre de l'Intérieur de 1986 à 1988. M. Leclerc ne cachait pas ses sympathies politiques pour le RPR et s'était engagé dans une partie de bras de fer avec l'Elysée, durant la collaboration, quand il mena, début 1988, l'enquête, confiée à l'IGPN par le juge Gilles Boulogne, sur les soupçons de « plousiers » de Conseil supérieur de la magistrature, deux anciens procureurs liés à M. Christian Prouteau.]

Les étonnantes possibilités de la mémoire

J'étais loin de me douter, en arrivant chez mon ami W.R. Borg, que j'allais être le témoin d'un spectacle vraiment extraordinaire et d'un coup de puissance mentale.

Il m'avait fait venir à Stockholm pour parler aux Suédois de Pasteur et de nos grands savants français et, le soir de mon arrivée, après le champagne, la conversation roula naturellement sur les difficultés de la parole en public, sur le grand travail que nous impose à nous autres conférenciers la nécessité de savoir à la perfection le mot à mot de nos discours.

W.R. Borg me dit alors qu'il avait probablement le moyen de m'étonner, moi qui lui avais connu lorsque nous faisions ensemble notre droit à Paris, la plus déplorable mémoire.

Il recula jusqu'au fond de la salle à manger et me pria d'écrire cent nombres de trois chiffres, ceux que je voudrais, en les épelant à haute voix. Lorsque j'eus ainsi rempli de haut en bas la marge d'un vieux journal, W.R. Borg me recita ces cent nombres dans l'ordre dans lequel je les avais écrits, puis en sens contraire, c'est-à-dire en commençant par les derniers. Il me laissa aussi l'interrogner sur la position respective de ces différents nombres : je lui demandais par exemple quel était le 24^e, le 72^e, le 38^e, et je le vis répondre à toutes mes questions sans hésitation, sans effort, instantanément, comme si les chiffres que j'avais écrits sur le papier étaient aussi inscrits dans son cerveau.

Je demeurai stupéfait par un pareil tour de force et je cherchai vainement l'artifice qui avait permis de le réaliser. Mon ami me dit alors : « Ce que tu es vu et qui te semble extraordinaire est en réalité fort simple : tout le monde possède assez de mémoire pour en faire autant, mais rares sont les personnes qui savent se servir de cette merveilleuse faculté ».

Il m'indiqua alors le moyen d'accomplir le même tour de force et j'y parvins aussitôt, sans erreur, sans effort, comme vous y parviendrez vous-même demain.

Mais je ne me bornai pas à ces expériences amusantes et j'appliquai les principes qui m'avaient été appris à mes occupations de chaque jour. Je pus ainsi retenir avec une incroyable facilité mes lectures, les conférences que j'entendais et celles que je devais prononcer, le nom des personnes que je rencontrais, ne fût-ce qu'une fois, les adresses qu'elles me donnaient et mille autres choses qui me sont d'une grande utilité. Enfin je constatai au bout de peu de temps que non seulement ma mémoire avait progressé, mais que j'avais acquis une attention plus soutenue, un jugement plus sûr, ce qui n'a rien d'étonnant puisque la pénétration de notre intelligence dépend surtout du nombre et de l'étendue de nos souvenirs.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquérir cette puissance mentale qui est notre meilleure chance de réussir dans la vie, découvrez donc cet intéressant petit ouvrage d'introduction à la Méthode W.R. Borg : « Les Lois Éternelles du Succès ». Envoyez simplement à l'éditeur qui, spécialiste des meilleures méthodes de psychologie pratique, l'envoie gratuitement à quiconque désire améliorer sa mémoire. L'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 075 - 3, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex.

E. Barsan

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 075 - 3, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom Prénom
N° Rue
C.P. Ville
Age Profession
Aucun démarcheur ne vous rendra visite